

LES AIRES PROTÉGÉES ET DE CONSERVATION AUTOCHTONES POUR L'ATTEINTE DES
ENGAGEMENTS CANADIENS SUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

par

Laurie Leblanc-Rajotte

essai présenté au Département de biologie
en vue de l'obtention du grade de maître en sciences
(maîtrise de professionnalisation en écologie appliquée)

Sous la direction de Madame Caroline Cloutier

FACULTÉ DES SCIENCES
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Québec, Québec, Canada, août 2020

Sommaire

Mots-clés : aires protégées et de conservation autochtones, gouvernance et gestion, communautés autochtones, aires protégées australiennes, biodiversité.

Depuis l'émergence de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en 1992, les pays, dont le Canada comme premier pays signataire, ont élaboré et mis en place des plans stratégiques à l'égard de la crise sur la biodiversité. Une des priorités canadiennes est d'augmenter la superficie d'aires protégées à 17 % en milieu terrestre et à 10 % en milieu marin par l'entremise de réseaux d'aires protégées et d'autres mesures efficaces de conservation d'ici la fin de l'année 2020, ce qui constitue l'Objectif 1 de la stratégie canadienne envers la CDB. Visant une approche diversifiée et inclusive, le pays considère les aires protégées et de conservations autochtones (APCA) comme une stratégie prometteuse pour l'atteinte des cibles canadiennes; or, ce concept mérite une étude approfondie en raison de sa récente émergence en territoire canadien.

Basé sur une revue de littérature inspirée par l'expérience australienne, l'objectif poursuivi dans le cadre de cet essai est d'émettre des recommandations sur la désignation et la gestion des APCA au Canada, afin que ces aires puissent être intégrées avec succès au système national d'aires protégées tout en respectant leurs attributs.

L'exploration du concept d'APCA par l'entremise d'études de cas a permis de relever les principaux facteurs de succès et les défis quant à la désignation et la gestion de ces aires. L'analyse critique, approfondissant chacun de ces éléments au contexte canadien, a montré que les APCA se heurtent à plusieurs défis, tels que le manque de financement à long terme, l'absence d'un cadre législatif et les relations entre les Autochtones et l'État, lesquels devront être pris en considération par les gouvernements étatiques. Ainsi, cet essai propose plusieurs recommandations touchant divers aspects de la désignation et de la gestion d'aires protégées: gouvernance, financement, partenariats, relations historiques. Ces recommandations offrent quelques outils pour favoriser l'émergence des APCA dans un contexte de reconnaissance de l'autodétermination des peuples autochtones et de leurs relations au territoire.

Remerciements

Je tiens à prendre ces quelques lignes afin de remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'accomplissement de cet essai. Tout d'abord, je souhaite remercier particulièrement ma directrice, également coordonnatrice de la maîtrise de professionnalisation en écologie appliquée, Caroline Cloutier. Caroline m'a accompagné depuis le tout début de cette maîtrise et ses judicieux conseils, son support moral et nos longs échanges sur Skype m'ont permis de bien alimenter mes réflexions tout au long de la rédaction. Encore merci pour ta confiance, ton soutien au quotidien, ton expertise et tes connaissances qui ont contribué à l'achèvement de ce travail dont je suis fière.

C'est évidemment à ma famille et à mes proches que je tiens à partager mes sincères et chaleureux remerciements, à ma mère et ma sœur, qui ont toujours été là pour me donner les bons mots d'encouragement lors de ces journées moins productives. Par ailleurs, je tiens à remercier particulièrement ma partenaire d'étude et de voyage, Caroline Vachon, pour m'avoir porté conseil, écouté et motivé durant cette maîtrise. Également un énorme merci à tous mes amis de St-Perpétue, de Québec, de Sherbrooke, du Mexique et de l'autre côté de la planète, des gens qui embellissent mon quotidien de rires, de joies et de belles conversations inspirantes.

Finalement, je désire remercier la personne avec qui je partage ma vie au quotidien, qui m'a inspiré tout au long de mon cheminement professionnel et personnel. Un immense merci à toi Pascal, qui m'a accompagnée avec patience et compréhension durant ces 4 mois d'écriture.

Table des matières

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 - LES SYSTÈMES D'AIRES PROTÉGÉES AU CANADA	5
1.1. Les niveaux de juridictions	5
1.2. Les aires protégées et AMCEZ canadiennes	6
1.2.1. Les catégories d'aires protégées.....	7
1.3. Réseau national d'aires protégées et d'AMCEZ actuel.....	11
1.4. Processus de désignation des aires protégées canadiennes.....	12
1.5. Défis rencontrés en matière de création d'aires protégées au Canada.....	13
1.6. Types de gouvernance des aires protégées au Canada.....	13
1.6.1. Gouvernance par un gouvernement.....	14
1.6.2. Gouvernance partagée	14
1.6.3. Gouvernance privée.....	15
1.6.4. Gouvernance par les peuples autochtones ou les communautés locales	15
CHAPITRE 2 - LES AIRES PROTÉGÉES ET DE CONSERVATION AUTOCHTONES	17
2.1. Les aires protégées et de conservation autochtones.....	17
2.1.1. Critères de conformité des APAC/ICCA au niveau international	18
2.1.2. Critères de conformité des APCA au niveau du Canada	20
2.1.3. Recommandations de l'UICN pour la désignation d'une APAC/ICCA	21
2.1.4. Bénéfices écologiques et socioculturels des APAC/ICCA	23
2.1.5. Menaces et défis.....	25
2.2. L'expérience australienne en matière d'APAC/ICCA.....	26
2.2.1. L'émergence des APAC/ICCA sur le territoire australien	27
2.2.2. Déclaration d'une IPA sous une tenure de régime foncier ou sous le <i>Country-based</i>	30
2.3. Étude de cas : L'IPA de Nantawarrina	31
2.3.1. La désignation de l'IPA Nantawarrina	32
2.3.2. Gestion de Nantawarrina	33
2.4. Étude de cas : L'IPA de Dhimurru	36
2.4.1. La désignation de Dhimurru.....	37
2.4.2. Une gestion exclusive « <i>two-ways</i> »	39
2.5. Autres éléments non soulevés par les études de cas	40

2.6. Synthèse des critères de conformité et des études de cas australiennes.....	40
CHAPITRE 3 - ANALYSE DE LA DÉSIGNATION ET LA GESTION DES APCA AU CANADA.....	43
3.1. Conformité aux critères internationaux et nationaux de désignation et de gestion des aires protégées autochtones.....	43
3.1.1. Relations étroites et profondes existant entre un peuple autochtone et un territoire (critère 1).....	44
3.1.2. Conformité au rôle primordial du peuple autochtone dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance et de la gestion (critère 2 et 8)	44
3.1.3. Une institution communautaire <i>de facto</i> ou <i>de jure</i> capable d'adopter des règlements (critère 3)..	49
3.1.4. Conformité à la déclaration volontaire par le peuple autochtone (critère 4)	50
3.1.5. Conformité à la détermination de la structure de gouvernance de l'APCA (critère 5)	51
3.1.6. Conformité à la détermination de la catégorie de gestion de l'UICN (critère 6)	52
3.1.7. Conformité aux lignes directrices internationales sur les aires protégées et à la définition canadienne d'aire protégée et d'AMCEZ (critère 7)	54
3.1.8. Conformité au critère concernant la gestion de l'APCA (critère 9).....	55
3.2. Analyse du contexte canadien à la lumière des facteurs de succès des APCA selon l'expérience australienne.....	56
3.2.1. Relations de confiance entre le peuple autochtone et l'État	57
3.2.2. Présence d'un cadre législatif exclusif aux APCA	60
3.2.3. Contrôle du processus de désignation et de la gestion de l'APCA par l'institution autochtone	60
3.2.4. Capacité des peuples autochtones à négocier.....	61
3.2.5. Proximité de partenaires institutionnels potentiels dans la gestion (pôles urbains).....	63
3.2.6. Diversification du financement des APCA et de la capacité à générer des revenus autonomes	63
3.2.7. Contrôle direct des fonds octroyés pour la gestion par l'institution autochtone	66
3.2.8. La création de réseaux de partenariat diversifiés.....	67
3.3. Analyse du contexte canadien en fonction des défis des APCA selon l'expérience australienne	68
3.3.1. Barrière d'alphabétisation et linguistique	69
3.4. Opportunités pour la désignation d'APCA	70
3.4.1. Les parcs tribaux... ..	70
3.4.2. Les zones éloignées : écosystème boréal et nordique	71
3.4.3. Espèces en péril et aires de restauration	72
CONCLUSION	75
LISTE DES RÉFÉRENCES.....	78
ANNEXE 1 - OBJECTIFS NATIONAUX EN MATIÈRE DE BIODIVERSITÉ	94

Listes des figures

Figure 1.1. Bilan 2019 des aires protégées et autres mesures de conservation efficace par zone (AMCEZ) sur l'ensemble du territoire canadien.....	11
Figure 1.2. Schématisation générale du processus de désignation d'une aire protégée fédérale.	12
Figure 2.1. L'approche par étape développée par le <i>IPA Program</i> du gouvernement fédéral australien qui comprend 5 étapes à suivre dans le processus de désignation et de gestion d'une IPA.....	29
Figure 2.2. Localisation géographique de l'IPA Nantawarrina (zone en gris foncé) de 580 km ² de la communauté de Nepabunna, dans la chaîne de Flinders, Australie-Méridionale.....	31
Figure 2.3. Schéma des partenaires contribuant à la gestion de l'IPA de Nantawarrina, localisée dans le nord de la chaîne de Flinders, et de leurs contributions et attributions respectives.	34
Figure 2.4. Localisation géographique de l'IPA Dhimurru (zone en gris foncé) de 1010 km ² dans la région de la terre d'Arnhem dans le Territoire du Nord de l'Australie.	36
Figure 2.5. Schématisation de l'Accord 73 multipartite entre le <i>Dhimurru Aboriginal Corporation</i> et les diverses agences gouvernementales et autres partenaires.....	38
Figure 2.6. Structure organisationnelle du <i>Dhimurru Aboriginal Corporation</i>	39
Figure 3.1. Carte géographique du territoire canadien présentant les terres du Canada (rose, vert, bleu et rouge) et les terres du domaine des provinces (blanc).....	47
Figure 3.2. Localisation géographique des traités historiques, traités modernes, ainsi que des aires protégées sur l'ensemble du territoire canadien.....	48
Figure 3.3. Modèles de partenariats proposés par le CAE pour la gouvernance des APCA.....	51
Figure 3.4. Répartition géographique des espèces terrestres en péril (gauche) et des peuples et collectivités autochtones (droite) au Canada (échelle : 1 : 25 000)	72

Listes des tableaux

Tableau 1.1. Description des catégories de gestion de l’UICN et le pourcentage de superficie d’aires protégées (terrestres et marines) canadiennes correspondante	8
Tableau 1.2. Description des sept catégories d’aires protégées qui relèvent de la législation du gouvernement fédéral, avec la ou les catégories de gestion de l’UICN qui lui ont été attribuées et l’entité responsable de sa gestion.	9
Tableau 2.1. Synthèse des critères de conformité, des facteurs de succès et des défis à considérer dans la désignation et de la gestion des aires protégées autochtones.....	40
Tableau 3.1. Synthèse des critères de conformité internationaux et nationaux pour la désignation et la gestion des APCA établis au chapitre 2.	43
Tableau 3.2. Synthèse des facteurs de succès soulevés dans les études de cas australiennes sur les IPA. 56	
Tableau 3.3. Synthèse des défis mis en lumière quant à la désignation et la gestion des APCA dans un contexte canadien.	68

Listes des acronymes

ALT	Aboriginal Land Trust
AMCEZ	Autres mesures de conservation efficace par zone
APA	Aire protégée autochtone
APAC	Aire et Territoire du Patrimoine Autochtone et Communautaire
APCA	Aire protégée et de conservation autochtone
BDAPCC	Base de données des aires protégées et conservées du Canada
CAE	Cercle Autochtone d'Experts
CDB	Convention sur la diversité biologique
DAC	Dhimurru Land Management Aboriginal Corporation
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
ECCC	Environnement et changement climatique Canada
IPA	Indigenous Protected Area
SALT	South Aboriginal Land Trust
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

Introduction

Depuis les dernières décennies, nous assistons à une crise concernant la perte de la biodiversité au niveau mondial (WWF, 2018), celle-ci étant 100 fois plus rapide que la dernière extinction massive ayant eu lieu il y a 65 millions d'années (IPBES, 2019). Le taux actuel mondial de disparition de la biodiversité est 1000 fois plus élevé que le taux d'extinction naturel (IPBES, 2019), et les experts estiment que près de 30 000 espèces sont menacées d'extinction à court terme et que ce nombre sera amplifié par les effets des changements climatiques d'ici 2050 (IUCN RedList, 2019; IPBES, 2019). L'humain a converti plus de 50 % de la surface terrestre en terres agricoles et en zones urbaines, faisant disparaître le tiers des forêts indigènes, fragmentant et polluant les milieux naturels rémanents (Clobert, Gonzalez et Song, 2015; Ellis et Ramankutty, 2008). Or, de nombreuses études menées jusqu'à ce jour ont montré la nécessité de protéger la diversité biologique pour le maintien des processus écologiques essentiels à l'approvisionnement des biens et services fournis à l'humanité par les écosystèmes (Cardinale, 2012; MEA, 2013; IPBES, 2019). De ces services, nous pouvons nommer la régulation du climat, l'approvisionnement en nourriture, la purification de l'eau, la pollinisation, et plusieurs autres, tous cruciaux au maintien de l'intégrité des écosystèmes et au bien-être de l'humanité (Moola, Page, Connolly et Coulter, 2007). L'urgence d'agir dans la protection des milieux naturels pour les générations futures est à son apogée.

Au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, près de 189 pays se sont entendus sur l'importance d'établir des stratégies de protection de la diversité des milieux naturels, d'où a émergée la Convention sur la diversité biologique (CDB), traité international juridiquement contraignant pour les pays qui l'ont ratifié. Chaque pays membre de la convention est dans l'obligation d'élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux pour la biodiversité, ainsi qu'un rapport annuel national (CBD, 2000). En 2010, à Nagoya au Japon, la Conférence des parties (COP) de la convention a mis au point le plan stratégique 2011-2020 sur la biodiversité, se résumant en cinq buts stratégiques mondiaux subdivisés dans les 20 Objectifs d'Aichi (CBD, 2019). Malgré l'adoption du plan stratégique et les mesures entreprises par chacun des pays membres, le quatrième rapport *Perspectives mondiales de la biodiversité* déposé à la 12^e COP a démontré que 19 des 20 Objectifs d'Aichi ne pourraient pas être atteints d'ici 2020 (SCDB, 2014).

Le Canada a été le premier pays industrialisé à s'engager en faveur de la conservation de la diversité biologique dès l'adoption de la Convention en 1992. Deuxième plus grand pays au monde, le Canada détient une importante responsabilité à l'égard de la préservation de la biodiversité associée aux paysages

nordiques et aux écosystèmes boréaux, ceux-ci recouvrant plus de 552 millions d'hectares (Ressources naturelles Canada, 2018). De nombreuses espèces dépendent de ces écosystèmes afin de répondre à leurs besoins vitaux, et certaines d'entre elles sont menacées d'extinction en raison de la perte d'habitat engendrée par divers secteurs économiques, tels que l'agriculture, l'urbanisation, l'industrie minière et forestière (Kerr et Cihlar, 2004; Blancher *et al.*, 2006; Moola, Page, Connolly et Coulter, 2007). En 2015, le gouvernement a mis en place un plan stratégique comprenant 19 objectifs nationaux (Annexe 1). Le premier de ceux-ci, qui répond à l'Objectif 11 d'Aichi, consiste à conserver, d'ici 2020, 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones côtières et maritimes par l'entremise de réseaux d'aires protégées ou d'autres mesures efficaces de conservation (Gouvernement du Canada, 2015). Le dernier bilan canadien, réalisé au printemps 2019, a toutefois estimé que le pourcentage d'aires terrestres et des eaux douces protégées n'atteignait que 11,8 %, le pourcentage pour les aires marines étant plus près de sa cible avec 7,9 % (ECCC, 2019a).

L'année 2020 étant déjà amorcée, le gouvernement canadien doit continuer d'agir de manière à répondre à ses objectifs nationaux par l'expansion des systèmes d'aires protégées et de conservation. L'initiative *En route vers l'objectif 1 du Canada* a été mise en place par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en 2017 pour permettre l'atteinte des cibles en 2020 (CCN, 2018). Une des solutions proposées par les parties prenantes réunies dans cette initiative est l'établissement d'aires protégées et de conservation autochtones (APCA), un terme choisi au Canada pour désigner ce qui, à l'échelle internationale, est connu sous l'acronyme APAC, qui signifie Aire et Territoire du Patrimoine autochtone et Communautaire (CAE, 2018). Ces aires sont des écosystèmes naturels porteurs de grandes valeurs culturelles et naturelles, qui sont volontairement conservées par les peuples autochtones et les communautés locales (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010) sans nécessairement être reconnues comme aires protégées au sens de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (Dudley, 2008). Au Canada, elles peuvent être prises en compte dans l'Objectif 1 tant qu'elles respectent les attributs d'une aire protégée ou d'autres mesures de conservation efficaces selon les normes pancanadiennes (ECCC, 2019a).

En 2019, une première APCA a été créée au Canada, soit l'aire protégée d'Edézhzié localisée sur les terres ancestrales des Premières Nations Dehcho, dans les Territoires du Nord-Ouest. Outre celle-ci, le gouvernement canadien appuie financièrement plusieurs projets de conservation qui explorent divers territoires autochtones propices à la désignation d'APCA. Toutefois, plusieurs auteurs ont soulevé des

problèmes reliés à la désignation et la gestion d'APCA en terres canadiennes, dont des obstacles légaux, politiques, économiques, socioculturelles et historiques (Barnes *et al.*, 2018; Lemieux *et al.*, 2019; Zurba *et al.*, 2019). La persistance de ces problèmes pourrait avoir des répercussions sur les objectifs de conservation de la biodiversité et par conséquent, sur les engagements canadiens envers la CDB (Zurba *et al.*, 2019).

De l'autre côté du globe, l'Australie a mis en place depuis près de 30 ans une gestion autochtone des aires protégées par la création de 75 aires protégées autochtones (APA/IPA en anglais) réparties sur l'ensemble de son territoire. Considéré comme pionnier en matière d'aires protégées autochtones, ce pays propose plusieurs exemples pouvant être analysés afin de saisir les facteurs de succès et les limites dans la désignation et la gestion de ce type d'aire protégée (Zurba *et al.*, 2019; Australian Government, 2019). L'Australie est ainsi une référence à examiner.

Considérant la priorité du Canada de respecter ses engagements envers la communauté internationale et devant le défi que représente la désignation et la gestion d'APCA comme nouvelle approche de conservation de la biodiversité, l'analyse d'expériences d'APCA à l'international peut contribuer à leur implantation au pays. Cet essai a donc pour objectif d'émettre des recommandations pour favoriser la désignation et la gestion des APCA au Canada en se basant sur une revue de la littérature récente et, plus particulièrement, sur deux études de cas inspirées de l'expérience australienne. Quatre objectifs spécifiques ont permis de poursuivre l'objectif général de l'essai : (1) définir les systèmes d'aires protégées canadiens parmi les stratégies de conservation de la biodiversité; (2) définir les APCA au niveau international et national, leurs critères de conformité et leurs impacts sur la conservation de la biodiversité; (3) relever les facteurs de succès et les défis à prendre en compte dans la désignation et la gestion des APCA par le biais de l'expérience australienne; et finalement, (4) identifier les défis et les opportunités de la désignation et de la gestion d'APCA dans le contexte canadien.

Cet essai se divise en trois chapitres. Le premier chapitre aborde les systèmes d'aires protégées au Canada et les autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ), dans lesquels les APCA devront s'inscrire, et aborde des thèmes tels que les niveaux de juridictions, les lignes directrices nationales, les catégories d'aires protégées, les processus de désignation, ainsi que les types de gouvernance des aires protégées. Le deuxième chapitre explore le concept d'APCA par la présentation d'une définition mondiale et des critères de conformité, des bénéfices socioécologiques résultant des APCA, et des menaces et défis

auxquels elles font face. Par la suite, ce second chapitre approfondit les facteurs de succès et les défis à prendre en compte dans la désignation et la gestion des APCA par l'analyse de deux études de cas tirées de l'expérience australienne. Finalement, le troisième chapitre présente une analyse critique dans le contexte canadien des éléments soulevés précédemment afin de mettre en lumière les divers défis et opportunités quant à la création et la gestion efficace des APCA au Canada.

Chapitre 1

Les systèmes d'aires protégées au Canada

Ce premier chapitre explore les systèmes d'aires protégées au Canada et expose les conditions dans lesquelles la désignation et la gestion des APCA devront se faire au sein du contexte canadien. Pour bien cerner le fonctionnement de ces systèmes, ce chapitre aborde, en premier lieu, les niveaux de juridiction et les catégories d'aires protégées, suivies d'un bilan national de la superficie d'aires protégées atteinte à ce jour. Par la suite, cette section présente le processus de création d'aires protégées au niveau fédéral et les défis rencontrés, et se termine par les différents types de gouvernance des aires protégées au Canada, en mettant l'accent sur la gouvernance d'aires protégées par les peuples autochtones.

1.1. Les niveaux de juridictions

Le Canada est un très vaste pays confédéré qui se divise en 10 provinces et 3 territoires. Ainsi, le pouvoir se distribue au sein de 14 juridictions, incluant le gouvernement fédéral. Comme la constitution n'a pas prévu de compétence exclusive en matière de protection de l'environnement, de création et de gestion des aires protégées, la compétence est partagée par l'ensemble de ces juridictions (Becklumb, 2013). Dans la désignation et la gestion d'aires protégées, le champ de compétence du gouvernement fédéral concerne les oiseaux migrateurs, les eaux limitrophes, le domaine des pêches et les espèces marines, notamment les mammifères marins, ainsi que la faune et la flore terrestres (Becklumb, 2013). Quant aux niveaux administratifs provinciaux et territoriaux, leurs champs de compétence concernent la faune et la flore terrestres, ainsi que les ressources naturelles, forestières et hydriques (Becklumb, 2013).

L'augmentation de la superficie d'aires protégées au pays se réalise donc selon chaque juridiction en vertu de son champ de compétences. Chacune est responsable d'élaborer ses propres stratégies et politiques en matière de conservation de la biodiversité, comme l'initiative *En route vers l'Objectif 1* qui constitue une stratégie du gouvernement fédéral à laquelle les juridictions peuvent participer (Becklumb, 2013; ECCC, 2016a). À titre d'illustration au niveau provincial, la Nouvelle-Écosse s'est dotée d'un plan stratégique 2011-2020 *A Natural Resources Strategy* par l'entremise d'une approche collaborative de la préservation des milieux naturels (NSDNR, 2011). Pour sa part, le Québec ne participe pas à la stratégie canadienne *En route vers l'Objectif 1*, mais a développé ses propres actions stratégiques qui ciblent l'accroissement de la superficie terrestre et d'eaux douces protégée à 17 % du territoire provincial (MELCC, 2020). Ainsi, il contribue à l'initiative canadienne par l'atteinte d'une cible identique (ECCC, 2018a).

Malgré la contribution de différentes juridictions à la désignation d'aires protégées et à l'atteinte des engagements comme partie à la CDB, la réflexion de cet essai concerne principalement le niveau de juridiction fédéral. Ce choix se justifie par le fait qu'en émettant des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral, les provinces et territoires pourront s'en inspirer pour les adapter à leur contexte, mais aussi parce que le gouvernement fédéral est la première juridiction responsable des relations avec les autochtones, notamment en raison de la *Loi sur les Indiens* (Collier, 2016).

1.2. Les aires protégées et AMCEZ canadiennes

Pour qu'une aire protégée puisse s'inscrire au sein du Système d'aires protégées national (ECCC, 2016a), et ainsi contribuer à l'augmentation de la superficie conservée, elle doit impérativement être reconnue et déclarée soit selon la définition d'aire protégée établie par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de 2008, soit selon la définition adoptée à la 14^e Conférence des parties de la CDB et par l'UICN en ce qui concerne les autres mesures de conservation efficace par zone (AMCEZ). En suivant ces normes pancanadiennes, les divers paliers gouvernementaux s'assurent d'inscrire leurs aires protégées à la base de données des aires protégées et conservées du Canada (BDAPCC), gérée exclusivement par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). Cette base de données renferme des informations telles que la superficie de l'aire, l'autorité compétente, la date de protection, la catégorie de gestion et le type de gouvernance selon les critères de l'UICN (ECCC, 2016a). Elle permet de réaliser des suivis concernant les efforts de conservation collectifs sur l'ensemble du pays, et notamment de constater les progrès envers l'atteinte de l'Objectif 1, ainsi que pouvoir comparer les multiples systèmes d'aires protégées du pays, et produire des rapports annuels canadiens sur les aires protégées.

Au Canada, on définit les aires protégées comme suit :

« Un espace géographique clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres moyens efficaces, afin de favoriser la conservation à long terme de la nature et des services écosystémiques et des valeurs culturelles qui y sont liés ». (ECCC, 2018a, p. 38)

Plus précisément, tous les gestionnaires d'aires protégées doivent respecter chaque élément clé de la définition, élaborés dans un contexte canadien en suivant les définitions de l'UICN. En ce qui concerne les aires protégées ne respectant pas tous les attributs de la définition, elles peuvent être considérées dans un registre en tant qu'aire protégée potentielle sans, toutefois, être reconnues et déclarées dans le système d'aires protégées (ECCC, 2018a).

Pour ce qui est des AMCEZ, aussi nommées « aires conservées à l'aide d'autres mesures », la définition adoptée à l'échelle internationale s'applique, soit:

« Une zone définie géographiquement autre qu'une aire protégée, qui est régie et gérée de manière à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation *in situ* de la biodiversité, avec les fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, les valeurs culturelles, spirituelles, socioéconomiques et autres valeurs pertinentes à l'échelle locale. » (ECCC, 2018a, p. 40)

Ce type d'aire a été développé au niveau mondial, car, bien qu'elles ne correspondent pas à la définition officielle d'aire protégée, la conservation des AMCEZ contribue à rehausser les efforts en matière de protection de la biodiversité. Celles-ci peuvent d'ailleurs être comptabilisées dans l'atteinte de l'Objectif 1 du Canada, tant que les aires ciblées respectent les éléments de la définition ci-dessus (ECCC, 2018a). À l'inverse des aires protégées qui ont comme priorité de gestion la conservation de la biodiversité, les AMCEZ peuvent avoir d'autres objectifs de gestion tout en ayant des résultats tangibles en termes de conservation de la biodiversité *in situ* (Jonas *et al.*, 2017). Au Canada, les aires considérées comme des AMCEZ comprennent, par exemple, les refuges marins, les aires gérées par les autochtones pour une utilisation traditionnelle et durable des ressources, les réserves de chasse et les zones forestières de haute biodiversité (ECCC, 2019b).

1.2.1. Les catégories d'aires protégées

À l'échelle internationale, l'UICN a établi un système permettant de catégoriser les aires protégées en fonction de leurs objectifs de gestion (Tableau 1.1). En 2004, lors de la 7^e Conférence des parties de la CDB, les parties se sont entendues pour adopter ce système de classification comme système de référence en matière d'aires protégées. Cette décision a permis d'uniformiser l'information concernant les aires protégées au niveau international, et d'assurer des normes de gestion adéquates des aires protégées (Dudley, 2008). Comme les autres parties, le Canada utilise ce système de classification dans le recensement de ses aires protégées au niveau national. Ainsi, chaque administration fédérale, régionale ou provinciale, doit s'assurer de classer ses aires protégées selon l'une des sept catégories de gestion.

Tableau 1.1. Description des catégories de gestion de l’UICN et le pourcentage de superficie d’aires protégées (terrestres et marines) canadiennes correspondante

Catégorie de gestion	Descriptions/objectifs	Superficie d’aires protégées canadiennes (%)
Catégorie Ia : Réserve naturelle intégrale	Aire protégée gérée principalement à des fins de recherche scientifique et/ou de surveillance continue de l’environnement dans le but de protéger la biodiversité, de même que les caractéristiques géologiques et géomorphologiques, où l’accès aux humains, l’utilisation et les impacts sont strictement contrôlés et limités.	1,03
Catégorie Ib : Zone de nature sauvage	Aire protégée gérée principalement à des fins de protection des milieux sauvages peu ou pas modifiés de manière à préserver leur état naturel afin que les générations actuelles et futures puissent les découvrir. Il n’y a aucune habitation humaine importante ou permanente. Toutefois, on doit permettre aux communautés indigènes, à faible densité, de poursuivre leurs activités traditionnelles.	30,91
Catégorie II : Parc national	Aire protégée gérée principalement dans le but de protéger les processus écologiques et écosystèmes à grande échelle à des fins récréatives, spirituelles, de recherche et éducatives, et maintenir l’intégrité écologique de ces régions. Éliminer toute forme d’exploitation incompatible avec les objectifs de désignation. Tenir en compte les besoins des populations indigènes, incluant la subsistance, tant qu’ils n’affectent pas les autres objectifs de gestion.	56,36
Catégorie III : Monument ou élément naturel	Aire protégée gérée principalement dans le but de protéger des éléments naturels spécifiques (grotte, caverne sous-marine, etc.), ainsi que la biodiversité et les habitats associés. Il faut y éliminer toutes formes d’exploitation incompatibles aux autres objectifs de gestion. Il faut également offrir des avantages aux populations résidentes.	1,21
Catégorie IV : Aire de gestion des habitats ou des espèces	Aire protégée gérée principalement à des fins de conservation d’espèces et/ou d’habitats particuliers, avec intervention au niveau de la gestion. Souvent, il y a des interventions actives et régulières pour les besoins des espèces ciblées.	2,70
Catégorie V : Paysage terrestre ou marin protégé	Aire protégée gérée principalement dans le but de conserver des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et paysagères issues d’interactions entre l’humain et la nature au fil du temps. La conservation de l’intégrité de cette interaction est primordiale à la protection de la zone et des valeurs associées.	0,08
Catégorie VI : Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles	Protéger des écosystèmes et habitats terrestres ou marins tout en tenant compte des valeurs culturelles qui y sont associées, ainsi que des systèmes traditionnels de gestion des ressources naturelles. La majeure partie de l’aire doit rester dans un état naturel et d’autres peuvent être utilisées de manière durable et non commerciale et doit rester compatibles aux objectifs de gestion.	4,18

Tiré de : Dudley (2008), CCAE (2008), Dudley *et al.* (2010), Borrini-Feyerabend *et al.* (2013) et ECCC (2016a).

Quoique le Canada et ses législations provinciales et territoriales classent leurs aires protégées en fonction des sept catégories proposées par l’UICN, une multitude de termes existent pour désigner les aires

protégées au Canada. Les 14 juridictions ont, en effet, créé jusqu'à maintenant un total de 77 catégories différentes d'aires protégées (ECCC, 2016a). Au niveau du gouvernement fédéral, on distingue 7 catégories d'aires protégées : les parcs nationaux, les réserves nationales de faune (RNF), les aires marines nationales de conservation (AMNC), les réserves marines de faune (RMF), les refuges d'oiseaux migrateurs (ROM), les aires marines protégées (AMP) et les zones de protection marines (ZPM) (Tableau 1.2). La gestion de ces aires est assumée par divers ministères, services et agences, dont l'Agence Parcs Canada et le Service canadien de la faune, qui relèvent de ECCC, ainsi que Pêches et Océans Canada. Une aire protégée, terrestre ou marine, peut avoir plusieurs catégories de gestion de l'UICN afin de répondre à l'ensemble des objectifs de conservation élaborés pour la zone donnée. À titre d'exemple, le Parc national de Forillon, situé en Gaspésie, au Québec, est identifié par la catégorie de gestion II pour la zone terrestre de l'aire, et par la catégorie V pour la partie marine (Gouvernement du Canada, 2018a).

Tableau 1.2. Description des sept catégories d'aires protégées qui relèvent de la législation du gouvernement fédéral, avec la ou les catégories de gestion de l'UICN qui lui ont été attribuées et l'entité responsable de sa gestion.

Catégorie d'aires protégées	Nature de l'aire protégée	Gérée par	Catégorie de gestion de l'UICN
Parc national	En vertu de la <i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> , ce type d'aire protégée est établi afin d'assurer la protection d'exemples représentatifs de paysages naturels canadiens, soit des 39 régions naturelles terrestres, de favoriser le tourisme et les connaissances du public tout en maintenant l'intégrité écologique des sites. Toute activité d'exploitation est interdite, à l'exception de la pêche sportive dans certains cas.	Parcs Canada	II, V ou VI
Aire marine nationale de conservation	Ces aires sont établies selon la <i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> . Les AMNC sont destinées à la conservation, ainsi qu'à la représentativité des écosystèmes marins afin de préserver des exemples patrimoniaux canadiens pour que les citoyens puissent les découvrir et en comprendre leur importance. Ces aires comprennent la colonne d'eau, les fonds marins, de même que les milieux humides, les îles, les terres côtières et le sous-sol. L'utilisation durable des ressources halieutiques est permise, dont la pêche traditionnelle. Certaines restrictions s'appliquent aux AMNC, telles que les déversements de produits toxiques.	Parcs Canada	II ou VI
Réserve nationale marine de faune	Établies en vertu de la <i>Loi sur les espèces sauvages du Canada</i> , les réserves marines de faune sont créées dans le but de conserver et protéger des habitats marins d'importance pour la recherche et la conservation de la faune. Il est interdit de détruire ou détériorer les habitats au sein des limites d'une RMF.	Service canadien de la faune	Toutes les catégories

Tableau 1.2. Description des sept catégories d'aires protégées qui relèvent de la législation du gouvernement fédéral, avec la ou les catégories de gestion de l'UICN qui lui ont été attribuées et l'entité responsable de sa gestion (suite).

Catégorie d'aires protégées	Nature de l'aire protégée	Gérée par	Catégorie de gestion de l'UICN
Réserve nationale de faune	En vertu de la <i>Loi sur les espèces sauvages du Canada</i> , les RNF sont créées et gérées dans le but de conserver et maintenir l'intégrité écologique et les habitats fauniques vitaux pour les oiseaux migrateurs, espèces en péril et autres. Tout type d'exploitation au sein des limites d'une RNF est proscrit.	Service canadien de la faune	Toutes les catégories
Refuge d'oiseaux migrateurs	Selon la <i>Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs</i> , les ROM sont dédiés à la protection des habitats essentiels aux besoins vitaux des oiseaux migrateurs, dont la nidification, l'alimentation, etc. Interdiction totale de nuire aux espèces et de les chasser. Sauf si en possession d'un permis émis par le gouvernement, il est strictement interdit de posséder, acheter, vendre, échanger un oiseau migrateur ou des nids.	Service canadien de la faune	Toutes les catégories
Aire marine protégée	Les AMP sont des zones de l'océan destinées à protéger juridiquement un éventail d'espèces, d'habitats et de caractéristiques des écosystèmes qui sont vulnérables aux répercussions des activités économiques, dont la pêche. Un réseau canadien d'AMP ciblant les 7 catégories de gestion de l'UICN est nouvellement établi au Canada depuis quelques années. Par ailleurs, une nouvelle norme interdit 4 activités industrielles clés dans toutes les futures AMP établies: pétrolière et gazière, exploitation minière, déversement et chalutage du fond.	Pêches et Océans Canada	Toutes les catégories
Zone de protection marine	Désignées en vertu de la <i>Loi sur les océans</i> , les ZPM sont destinées à la conservation à long terme des écosystèmes marins essentiels au maintien des espèces marines et à l'état stable des populations. Localisées dans des zones économiques exclusives, les ZPM permettent certaines activités en fonction de leurs impacts sur les objectifs de conservation de l'aire protégée.	Pêches et Océans Canada	Ne s'applique pas

Source : ECCC (2019b), ECCC (2019c), Gouvernement du Canada (2011), Gouvernement du Canada (2018a), Gouvernement du Canada (2019b), Parcs Canada (2017a), Parcs Canada (2019a), POC (2018) et POC (2019).

En ce qui a trait aux aires protégées provinciales et territoriales, un large éventail d'appellations est également utilisé. Les parcs provinciaux et territoriaux, les parcs marins, les parcs sauvages, les refuges fauniques, les réserves écologiques, les réserves naturelles, les aires naturelles, les aires de protection de l'habitat, les aires de gestion de la faune, les aires de conservation et les zones spéciales de gestion en sont quelques exemples (ECCC, 2016a). Par ailleurs, les aires protégées gérées en collaboration ou par des organisations non gouvernementales possèdent aussi diverses désignations, telles que les aires naturelles privées, les aires protégées en vertu de traités autochtones et les aires de planification pour usage traditionnel (ECCC, 2016a).

1.3. Réseau national d'aires protégées et d'AMCEZ actuel

Le dernier rapport de comptabilisation des aires protégées par ECCC (2019a) montre que le Canada compte 11,8 % de son territoire géré pour la conservation de la biodiversité, soit 10,9 % d'aires protégées et 0,7 % d'AMCEZ. La figure 1.1 présente la répartition, ainsi qu'une visualisation de la taille des différentes aires conservées sur l'ensemble du territoire canadien. Les aires protégées terrestres, ce qui inclut les terres et les eaux douces, sont plus vastes dans le nord du pays en raison d'une faible occupation du territoire (ECCC, 2019b). En revanche, dans les zones plus densément peuplées, où l'utilisation du paysage est davantage marquée, les aires conservées sont plus petites et nombreuses. En ce qui a trait au territoire marin, 7,9 % des eaux territoriales canadiennes (les premiers 200 milles marins depuis le continent) sont actuellement conservées, dont 3,1 % sont des aires protégées (ECCC, 2019b). Ainsi, la proportion d'AMCEZ en milieu marin, ce qui comprend les refuges marins (4,8 %), est supérieure à celle en milieu terrestre (0,7 %).

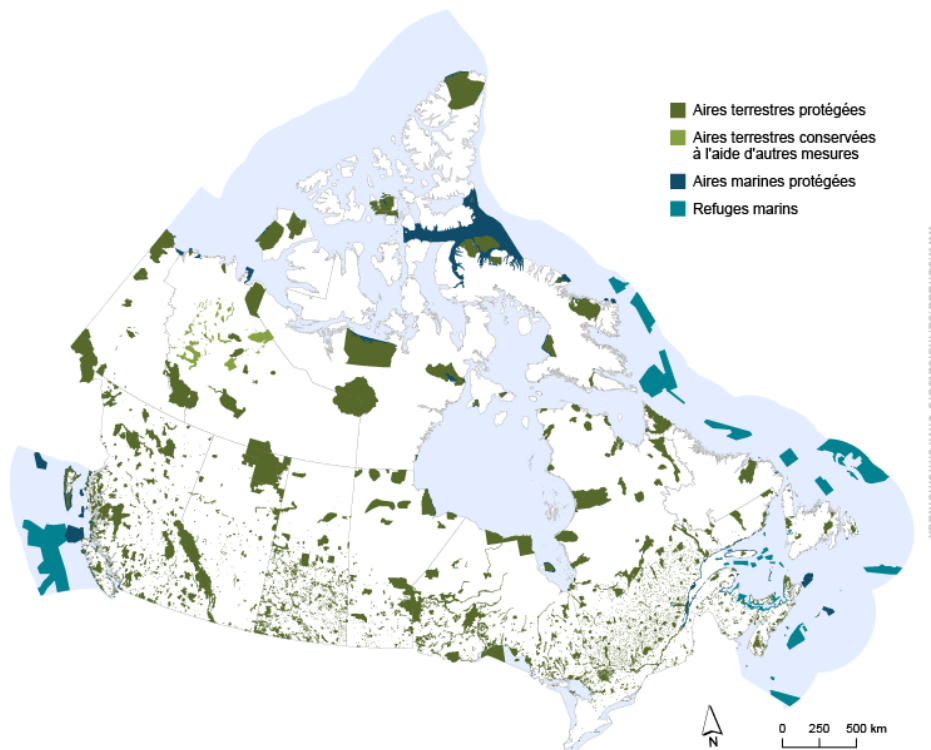


Figure 1.1. Bilan 2019 des aires protégées et autres mesures de conservation efficace par zone (AMCEZ) sur l'ensemble du territoire canadien. Les zones en vert foncé et en bleu foncé correspondent aux aires protégées; les zones en vert clair et bleu clair correspondent aux AMCEZ.

Source : ECCC (2019 b), p.6

1.4. Processus de désignation des aires protégées canadiennes

Chacune des 77 catégories d'aires protégées au Canada s'appuie sur des outils législatifs, qui totalisent près de 55 lois fédérales, provinciales et territoriales utilisées pour la désignation d'aires protégées ou de AMCEZ (ECCC, 2016a). Les processus de désignation varient en complexité et en particularités selon le palier gouvernemental. Chacune des catégories fédérales dispose de certaines caractéristiques spécifiques selon son cadre juridique établi. Par exemple, les RNF doivent obligatoirement se localiser sur une terre appartenant à la Couronne, qui peut être acquise par l'entremise d'un don, d'un transfert de terres ou d'un achat. En revanche, cette particularité ne s'applique pas dans le cas des ROM (ECCC, 2019c; Gouvernement du Canada, 2019b). En amont du processus de création d'aires protégées, le Canada utilise l'identification des zones clés de biodiversité, ainsi que la connectivité entre celles-ci, comme approche pour la sélection de nouvelles aires potentielles (ECCC, 2016a; ECCC, 2018a). Ces zones peuvent comprendre des habitats essentiels au rétablissement et à la protection des espèces en péril, des sites de concentration de population d'oiseaux migrateurs, ou des écosystèmes porteurs d'éléments naturels d'importance nationale et mondiale. La figure 1.2 expose les grandes étapes quant à la désignation d'une nouvelle aire protégée par le gouvernement fédéral.

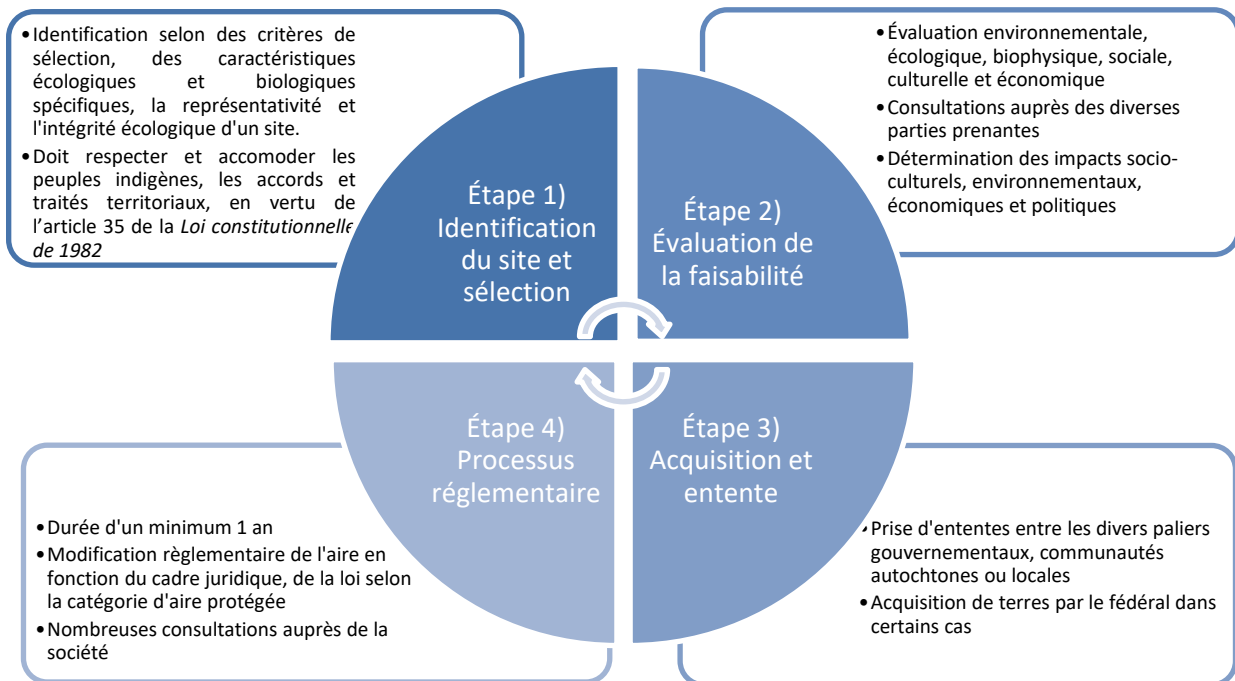


Figure 1.2. Schématisation générale du processus de désignation d'une aire protégée fédérale.

Source : ECCC (2016b), ECCC (2017) et Zurba *et al.* (2019).

1.5. Défis rencontrés en matière de création d'aires protégées au Canada

Qu'elles soient terrestres ou marines, la création d'aires protégées ne vient pas sans obstacle. Les divers ministères, organisations et agences gouvernementaux gestionnaires de ces aires en ont soulevé plusieurs (ECCC, 2016a). D'une part, on compte la faible disponibilité de terres adéquates pour la désignation de nouvelles zones d'intérêt pour la conservation, c'est-à-dire des caractéristiques comme l'intégrité écologique, la présence d'espèces en péril, la biodiversité, etc. (ECCC, 2016a). Cela amène de la concurrence et des conflits d'intérêts en ce qui concerne l'utilisation de ces territoires riches en ressources naturelles ou soumis à des pressions de développement urbain. D'autre part, tous ont mentionné un manque important de ressources humaines et financières dans l'expansion et la planification des réseaux d'aires protégées (Dearden et Dempsey, 2004 ; ECCC, 2016a).

Par ailleurs, plusieurs agences gouvernementales ont manifesté avoir de la difficulté à combler les besoins et les intérêts de toutes les collectivités impliquées lors de la désignation d'une aire protégée, plus particulièrement les peuples autochtones et les gouvernements provinciaux et territoriaux (ECCC, 2016a; Murray et King, 2012). De nombreux exemples illustrent la divergence de vues dans l'utilisation du territoire et de ses ressources entre les Autochtones et les divers paliers gouvernementaux (Ayers, Dearden et Rollins, 2012). À titre d'exemple, dans la cogestion du Parc national de Wapusk, juxtaposant la municipalité de Churchill, près de la baie d'Hudson, les Premières Nations ont de la difficulté à faire valoir leur avis et leur vision quant aux stratégies de gestion de l'aire protégée (Martin, 2006). Les communautés autochtones et locales affirment être insatisfaites avec les prises de décisions de l'Agence Parcs Canada, et mentionnent que les pratiques traditionnelles seraient davantage compatibles avec les objectifs de conservation de Wapusk que les mesures de gestion qu'implique l'emploi de l'idéologie occidentale (Martin, 2006).

1.6. Types de gouvernance des aires protégées au Canada

Le type de gouvernance d'une aire protégée réfère à l'identité des personnes morales ou physiques qui détiennent l'autorité et la responsabilité en matière de prise de décision et de gestion des zones protégées, sans en détenir nécessairement la propriété légale (Graham, Amos et Plumptre, 2003 ; Dudley, 2008). Auparavant classées selon la propriété, la nouvelle classification officielle des aires protégées en fonction du type de gouvernance facilite l'analyse des rapports et des suivis pour les aires conservées au Canada (ECCC, 2016a). Les quatre sous-sections suivantes élaborent en détail les quatre grands types de gouvernance des aires protégées canadiennes suivant les lignes directrices de l'UICN.

1.6.1. Gouvernance par un gouvernement

La gouvernance par un gouvernement, comme son nom l'indique, existe lorsqu'un organisme gouvernemental détient toute autorité et responsabilité quant à la prise de décision, incluant l'élaboration et l'application du plan de gestion et des objectifs de conservation (Dudley, 2008). Dans la majorité des cas, celui-ci est propriétaire de l'aire protégée. Au Canada, on différencie deux sous-catégories selon le palier gouvernemental qui gouverne l'aire protégée : ministère ou agence (ECCC, 2016a). Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux détiennent l'autorité sur 95 % de la superficie d'aires de conservation terrestres canadiennes (ECCC, 2018a). Parmi celles-ci, le fédéral administre plus de 45 % (469 000 km²) des aires protégées, majoritairement régies par Parcs Canada et ECCC. Le 55 % restant est régi par les provinces et territoires (ECCC, 2016a). Quant aux aires de conservation marines, 80 % (environ 43 000 km²) de la superficie protégée est régie par le gouvernement fédéral, sous trois organisations : Parcs Canada, ECCC, ainsi que Pêches et Océans Canada. Le 20 % restant est administré par les provinces et les territoires de manière indépendante ou conjointe avec le gouvernement fédéral ou toutes autres juridictions (ECCC, 2016a). Il arrive parfois que la gouvernance d'une aire protégée puisse être transférée d'un gouvernement à un autre.

1.6.2. Gouvernance partagée

La gouvernance partagée, aussi appelée cogestion, consiste en un partage de l'autorité et de la responsabilité quant à la prise de décision et de la gestion des aires protégées (Graham, Amos et Plumptre, 2003). Cette manière collaborative d'administrer une aire protégée relève de processus institutionnels complexes parmi une vaste pluralité d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, tels que les gouvernements, les organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG), les communautés autochtones, les propriétaires fonciers, les municipalités, ou autres organismes œuvrant dans la conservation. L'UICN propose deux formes distinctes de gouvernance partagée. La première est la gestion « collaborative » où une seule entité détient l'autorité décisionnelle, toutefois avec l'obligation légale de consulter les diverses parties prenantes participant à la gestion. Celles-ci sont mandatées dans le développement de stratégies, de recommandations et d'actions quant à la gestion d'une aire donnée (Borrini-Feyerabend, 2003). La seconde est la gestion dite « conjointe » dans laquelle plusieurs acteurs agissent ensemble dans la prise de décision consensuelle par l'entremise d'un conseil de gestion (Dudley, 2008). La mise en œuvre des décisions prises par les administrateurs concernant la gestion d'une aire protégée est alors déléguée aux organisations identifiées à cet effet.

Au Canada, une faible proportion des aires protégées, soit 40 000 km² (3,71 %), est administrée en vertu d'accords de gouvernance partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, et des communautés et gouvernements autochtones (ECCC, 2016a). En effet, ce plus récent rapport sur la situation des aires protégées 2012-2015, on distingue environ 248 aires protégées sous gouvernance partagée, 206 desquelles sont situées au Québec. En 2012, deux aires protégées sous gouvernance partagée ont été créées au Manitoba dans la catégorie des zones d'aménagement pour utilisation traditionnelle des ressources naturelles, où le gouvernement provincial et les Premières Nations de Little Grand Rapids et de Pauingassi se partagent la gouvernance dans un modèle de cogestion. La toute première APCA canadienne, Edézhzié, est aussi un exemple de cogestion entre le gouvernement des Premières Nations Dehcho, le gouvernement canadien et celui du Territoire du Nord-Ouest (Dehcho First Nations, 2019).

1.6.3. Gouvernance privée

Dans les aires protégées de gouvernance privée, l'autorité et la responsabilité quant à la prise de décision de la gestion appartiennent aux propriétaires privés de l'aire protégée (Borrini-Feyerabend, 2003). Parmi ces propriétaires fonciers, on compte surtout des individus, des ONG ou des organisations à but lucratif. Dans certains cas, il peut aussi s'agir d'instituts de recherche, d'universités, et de fondations. Un des exemples typiques d'aires protégées sous gouvernance privée sont celles acquises par des ONG exclusivement à des fins de conservation, telles que Conservation de la nature Canada. Les aires protégées privées sont majoritairement localisées dans le sud du Canada. Leur conservation contribue fortement au système canadien d'aires protégées, puisqu'on y retrouve des écosystèmes de grande biodiversité, autrefois aménagés ou transformés par diverses sources de perturbations d'origine anthropique (ECCC, 2016a).

1.6.4. Gouvernance par les peuples autochtones ou les communautés locales

Ici, le terme « autochtone » désigne les trois groupes de peuples autochtones reconnus par la constitution canadienne : les Premières nations (aussi connus comme les *Indiens*), les Métis et les Inuits, peuples originaux du territoire canadien (RCAANC, 2017). Dans la gouvernance par les peuples autochtones ou les communautés locales¹, ces entités détiennent le pouvoir décisionnel et la responsabilité quant à la gestion des aires protégées par le biais de règles coutumières ou juridiques, d'ententes de revendications

¹ Groupe de personnes allochtones qui habitent dans la même localité (Portail Québec, 2020).

territoriales modernes ou de traités (Borrini-Feyerabend, 2003 ; Dudley, 2008). Ces communautés possèdent des droits ou sont en revendication quant à l'utilisation des terres à des fins traditionnelles (Graham, Amos et Plumptre, 2003). Dans ce type de gouvernance, les peuples autochtones ou les collectivités locales assurent une gestion qui s'inspire de leurs valeurs culturelles et spirituelles (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010). Pour les autochtones, la gouvernance de l'aire protégée ne se limite pas seulement aux gouvernements autochtones comme les conseils de bande prévus à la *Loi sur les Indiens*, mais à des structures politiques diversifiées, basées sur des lois traditionnelles, dans lesquelles le rôle et la responsabilité de chaque membre des collectivités d'un territoire sont bien établis (CAE, 2018).

Au Canada, les peuples autochtones sont à l'origine de la création de plus de 10 000 km² d'aires protégées, toutes établies par des ententes de revendications territoriales globales, aussi nommées traités modernes (ECCC, 2016a). Toutefois, ces aires sont, dans la majorité des cas, régies sous un modèle de gouvernance partagée ou par un gouvernement et, en 2016, on ne comptait que 0,09 % de la superficie d'aires protégées sous gouvernance autochtone. En 2013, la première et l'unique aire protégée sous gouvernance 100 % autochtone a été créée par le peuple Tlicho dans les Territoires du Nord-Ouest. Suite à un accord de revendications territoriales et d'autonomie gouvernementale, le gouvernement du peuple Tlicho a mis en place l'aire *Wehexlaxodiale*, une zone protégée purement dédiée à la protection de leur patrimoine culturel, ainsi qu'à la biodiversité (Tlicho Government, 2013 ; CAE, 2018).

Somme toute, il en ressort que le système d'aires protégées du Canada est très complexe considérant le large éventail de catégories d'aires protégées terrestres et marines qui relèvent de l'une ou l'autre des 14 juridictions en matière de gestion de l'environnement, des terres et des ressources naturelles. Néanmoins, toutes tentent de répondre à la définition nationale des aires protégées, ou à celle des AMCEZ de l'UICN. Les processus de désignation varient selon la catégorie d'aire protégée, qui sera établie en fonction des besoins de conservation qui auront été identifiés pour ce territoire. Dans ce chapitre, on a par ailleurs établi que toute aire protégée ou AMCEZ canadienne doit également correspondre à une catégorie de gestion de l'UICN choisie lors de sa désignation. Sur cette base, il est essentiel d'étudier plus en profondeur le concept d'APCA afin d'explorer comment il peut s'insérer dans le système d'aires protégées canadien, et d'identifier les différents critères de conformité, les facteurs de succès et les défis pour y arriver, ce que propose le chapitre suivant.

Chapitre 2

Les aires protégées et de conservation autochtones

Le concept d'APCA a fait tout récemment son entrée sur le territoire canadien. Ce second chapitre se consacre à définir les APCA, à exposer leurs caractéristiques spécifiques, leur processus de désignation, leur importance socioculturelle et écologique, ainsi que les principaux enjeux concernant le maintien et la gestion de ces aires. Ultérieurement, ce chapitre se concentre sur l'étude approfondie de deux aires protégées autochtones (APA) établies en Australie. À travers ces analyses, les facteurs de succès et les défis quant à la désignation et la gestion des APCA sont identifiés et ensuite résumés sous forme d'un tableau synthèse.

2.1. Les aires protégées et de conservation autochtones

L'UICN et la CDB considèrent que les peuples autochtones peuvent être partie prenante à deux principaux types d'aires protégées : celles sous cogestion, nommées « aires protégées cogérées », dont la gouvernance correspond, dans le modèle canadien, aux aires protégées à gouvernance partagée, et les Aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC/ICCA en anglais) qui, le cas échéant, sont plutôt sous une gouvernance autochtone. Elles définissent les APAC de la façon suivante :

« Des écosystèmes naturels et/ou modifiés, porteurs de valeurs significatives de biodiversité, bénéfiques écologiques et valeurs culturelles, volontairement conservés par les peuples autochtones et les communautés locales, tant sédentaires que nomades, par l'intermédiaire du droit coutumier ou tout autre moyen efficace. » (Borrini-Feyerabend, Kothari et Oviedo, 2004, cité de Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010, p. 3)

À travers la planète, les APAC/ICCA peuvent correspondre par exemple à des sites naturels sacrés, des aires communautaires conservées, des domaines ancestraux, des zones d'agropastoralisme (Kothari, 2006; ICCA Consortium, 2019). Les APAC/ICCA sont gérées dans une approche intégrée par les peuples autochtones, ce qui peut engendrer une diversité d'objectifs de gestion : utilisation respectueuse et durable de la biodiversité des ressources naturelles, protection stricte (par ex. : sites sacrés), conservation de valeurs culturelles et spirituelles par la protection des paysages, etc. (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010). Malgré la diversité de ces dénominations, toutes les APAC/ICCA ont pour principe l'importance fondamentale de la conservation de valeurs culturelles autochtones reliées étroitement à la nature, en plus de la conservation de la biodiversité (Kothari *et al.*, 2012).

2.1.1. Critères de conformité des APAC/ICCA au niveau international

Le concept d'APAC/ICCA a évolué constamment depuis les deux dernières décennies par la réalisation de plusieurs études qui ont mené à mieux les définir (Kothari *et al.*, 2012). Qu'elles soient désignées sites naturels sacrés, aires de conservation autochtones ou *territorios de vida*, toutes les APAC/ICCA partagent trois caractéristiques essentielles (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010; ICCA Consortium, 2019) reconnues par l'UICN et la CDB :

1. Une **relation étroite et profonde existe entre un peuple autochtone ou une communauté locale et un territoire**, un site, un habitat ou une ou des espèces. Cette relation peut être culturelle, pour le maintien d'un mode de vie traditionnel, d'un sentiment d'identité ou en raison d'une dépendance pour assurer la subsistance et la survie du peuple ou de la communauté.
2. Le peuple autochtone ou la communauté locale est le **principal acteur dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance et de la gestion**² de l'aire/de l'espèce/du site. Par conséquent, une **institution communautaire de facto ou de jure**³ doit exister et détenir la capacité d'adopter et de faire appliquer des règlements. Plusieurs partenariats peuvent être possibles auprès d'autres parties prenantes, surtout s'il s'agit de terres appartenant à l'État; toutefois, les décisions et la gestion locales sont prédominantes. Le peuple autochtone ou la communauté locale **détermine la structure de gouvernance**, ainsi que la **catégorie de gestion** de l'aire protégée. De plus, **la déclaration de l'aire protégée est volontaire** et réalisée à l'instigation du peuple autochtone ou de la communauté locale en vertu de ses droits territoriaux. Dans le cas où la proposition de désignation émane d'un gouvernement allochtone ou d'autres organisations, le consentement libre, préalable et informé (CLIP⁴) par le peuple/gouvernement autochtone est obtenu préalablement (Dudley, 2008).

² La gouvernance se rapporte à qui prend les décisions, comment elles sont prises et qui veille à les faire appliquer; cela inclut des décisions sur les objectifs et les moyens de gestion. Une institution/entité est tenue responsable d'exercer l'autorité et le pouvoir. En revanche, la gestion réfère à ce qui est fait dans le territoire donné pour atteindre les objectifs spécifiques de gestion, ainsi cela comprend toutes les activités ou les moyens qui sont exécutés (Borrini-Feyerabend et Campese, 2017).

³ *De facto* réfère à une situation de fait, et *de jure* réfère à une situation reconnue par la loi (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2013).

⁴ Le CLIP est un outil juridique reconnu internationalement par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) qui assure l'auto-détermination des peuples autochtones lorsqu'il y a des actions/propositions ayant un impact sur les terres, les eaux, la diversité bio-culturelle et sur les droits des autochtones. Dans le CLIP, les peuples autochtones déterminent les processus de prise de décision, des processus mises en place afin d'assurer et de vérifier que les accords qui émanent des négociations respectent les besoins des communautés et de leurs préoccupations (Borrini-Feyerabend & Campese, 2017). Le CLIP est utilisé dans les processus de désignation des APAC/ICCA afin d'assurer l'auto-déclaration de celles-ci par les communautés autochtones.

- a. Il existe un éventail d'**arrangements institutionnels** (règlements, organes de gouvernance et de gestion, etc.) qui varient d'une APAC/ICCA à une autre. Souvent, l'institution communautaire *de facto* ou *de jure* réfère à une institution dont les conseils des aînés, conseils des chefs, conseils de bandes, etc. Il peut s'agir également d'institutions modernes issues d'association entre plusieurs communautés, dont les conseils tribaux. Il est important de noter que, même si le second critère indique que l'institution communautaire est l'acteur principal dans les décisions, il n'est pas essentiel que la gestion d'une APAC/ICCA issue d'un partenariat soit sous la responsabilité d'une institution composée seulement de membres locaux; elle peut être composée de membres extérieurs, dont les gouvernements étatiques et les fiducies foncières⁵. Toutefois, dans les APAC/ICCA ces derniers agissent en soutien et ne détiennent pas de pouvoir dans la prise de décision (Kothari *et al.*, 2012).
3. Les décisions en matière de gouvernance et de gestion par le peuple autochtone ou la communauté locale **entraînent la conservation de la biodiversité du territoire**, de l'aire ou de l'habitat, de même que **la conservation des valeurs culturelles et du bien-être associés**, quelles que soient les motivations primaires. Même si l'objectif de gestion ne correspond pas à un objectif de conservation *per se*, la conservation passe souvent par d'autres objectifs, tels que la protection des modes de vie, la subsistance, la sécurité de l'eau, la sauvegarde de sites sacrés, etc.

Les APAC/ICCA disposent de différents statuts, selon si elles sont conformes aux trois attributs essentiels ou non. Si oui, elles sont dites « **APAC/ICCA définies** » et si non, elles sont soit des « **APAC/ICCA perturbées** », soit des « **APAC/ICCA désirées** ». Elles sont dites « perturbées » lorsqu'autrefois elles étaient dotées des trois caractéristiques, mais qu'aujourd'hui une ou plusieurs caractéristiques ont été perdues. En revanche, les APAC/ICCA sont définies comme « désirées » dans le cas où un territoire autochtone ou local n'a jamais été conforme à ces trois caractéristiques, mais qu'il serait en mesure de le devenir avec des efforts de mobilisation communautaire (Borrini-Feyerabend & Campese, 2017).

⁵ Organisme de bienfaisance qui a comme mission prioritaire la conservation des milieux naturels aux bénéfices des générations futures par l'acquisition de terres privées (donation ou achat) ou par des ententes de conservation avec des propriétaires fonciers (FFMP, s.d.).

2.1.2. Critères de conformité des APCA au niveau du Canada

Au Canada, Aires protégées et de conservation autochtones (APCA) est le terme proposé par le Cercle autochtone d'experts (CAE), un groupe consultatif national composé de citoyens autochtones et non autochtones qui ont collaboré et ont réalisé des consultations dans le cadre de l'initiative *En route vers l'objectif 1*, afin de déterminer comment le concept d'APAC/ICCA pouvait contribuer à l'atteinte de cet objectif (CAE, 2018). Les parcs tribaux, les paysages culturels autochtones, les aires de conservation autochtones et les aires protégées autochtones sont tous des termes utilisés au Canada pour désigner des initiatives de conservation de zones d'importance culturelle et de biodiversité pour des groupes locaux ou indigènes (CAE, 2018). La définition d'APCA proposée par le CAE est la suivante :

« Les APCA sont des terres et des eaux où les gouvernements autochtones jouent un *rôle primordial* dans la protection et la conservation des écosystèmes grâce à la gouvernance, aux systèmes de savoirs et aux droits autochtones. La culture et la langue sont le cœur et l'âme des aires protégées et de conservation autochtones. » (CAE, 2018, p.36)

Pour préciser cette définition, il existe trois caractéristiques essentielles des APCA fondées principalement sur les recommandations du CAE (CAE, 2018; ECCC, 2018a) :

1. « Les APCA sont dirigées et gérées par les peuples autochtones. Les gouvernements autochtones jouent un ***rôle primordial*** dans la **détermination des objectifs, des limites, des plans de gestion et des structures de gouvernance des APCA** dans le cadre de leur exercice de l'autodétermination ». (CAE, 2018, p. 36).
 - a. Il s'agit d'un processus volontaire dirigé par les autochtones qui peut être soutenu par d'autres acteurs (gouvernements étatiques, ONG), et donc, faire intervenir des partenariats en matière de gestion qui supportent l'autodétermination des communautés (HCC, 2016).
 - b. Le processus de désignation doit satisfaire aux circonstances uniques et aux priorités de chaque gouvernement étatique, ainsi que celles des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Le processus d'établissement doit également respecter les lois et le savoir autochtones, et les modalités concernant les traités, ententes de revendications territoriales, ententes concernant l'autonomie gouvernementale et autres arrangements territoriaux (ECCC, 2018a).
2. « Les APCA représentent un **engagement à long terme envers la conservation** ». Les peuples autochtones ont une vision multigénérationnelle de l'intendance de leurs territoires et donc, de la conservation des terres et des eaux pour les générations futures.

3. « Les APCA relégitiment les droits et les responsabilités des autochtones », spécialement **le droit naturel et le droit autochtone quant aux usages de ressources naturelles**, mais aussi à la responsabilité de prendre soin et de respecter la terre et l'eau.

Cette définition et ces critères canadiens expriment bien le rôle primordial du gouvernement autochtone dans le contrôle de la gouvernance et de la gestion des terres, se conformant ainsi au second critère de conformité international où le peuple autochtone est l'acteur principal même en cas de partenariats. Ce dernier aspect est important dans un contexte canadien pour la raison que la majorité des terres appartiennent à la Couronne, même les terres des réserves : ainsi la création de divers partenariats concernant la gouvernance d'une APCA est nécessaire (CAE, 2018). Pour cette raison, les APCA au Canada implique la cogestion. Or, cet élément canadien ne correspond pas au second critère des APAC/ICCA où les parties prenantes incluses dans les partenariats ne détiennent aucun pouvoir dans les prises de décisions, s'écartant des critères de conformité internationaux. Toutefois, autant les APCA et que les APAC/ICCA se définissent par des processus de déclaration volontaire, dirigés par les peuples autochtones, et doivent assurer la conservation de la biodiversité à long terme et des valeurs culturelles.

2.1.3. Recommandations de l'UICN pour la désignation d'une APAC/ICCA

Au Canada, pour qu'une APCA puisse être reconnue par le système national d'aires protégées et donc, contribuer à l'atteinte de l'Objectif 1, elle doit respecter les éléments clés de la définition canadienne d'aires protégées ou d'AMCEZ (ECCC, 2019a). Ainsi, les APCA peuvent être reconnues dans n'importe quelle catégorie de gestion de l'UICN (Tableau 1.3). L'UICN propose huit recommandations afin d'orienter les divers pays dans le processus de désignation d'une APAC/ICCA reconnue dans un système national d'aires protégées (Dudley, 2008) :

1. Elle doit satisfaire aux éléments clés de la définition de l'UICN des aires protégées.
2. Elle doit satisfaire aux critères de la définition d'aire protégée de la législation du pays en question.
3. La catégorie de l'UICN qui correspond le mieux à l'APAC/ICCA candidate doit être identifiée; on doit s'assurer que les trois critères de conformité pour les APAC/ICCA sont respectés.
4. Dans le cas où la législation et les politiques nationales des aires protégées sont compatibles avec les règles, pratiques et coutumes locales, les divers acteurs impliqués (organisations/gouvernements) doivent reconnaître formellement que le pouvoir décisionnel revient entièrement aux communautés concernées.

5. Si les critères de conformité des APAC/ICCA ne sont pas compatibles avec la législation nationale sur les aires protégées et que la gouvernance autochtone n'est pas possible dans le cadre des lois et règlements nationaux sur les zones protégées, il faut réaliser des ajustements juridiques et politiques pour que les communautés autochtones ou locales conservent leur système de gouvernance. Dans plusieurs cas, les peuples indigènes demandent une garantie quant à l'accès et à l'utilisation traditionnelle d'une zone clairement définie et de ses ressources naturelles, ainsi qu'à l'exercice de leurs droits coutumiers. Afin qu'ils puissent détenir la gouvernance et la gestion de la zone concernée, il doit y avoir une entité juridique en charge localement (institution communautaire *de facto* ou *de jure* : 2^e critère de conformité des APAC, aussi exigé par le CAE).
6. Une fois les incompatibilités éliminées, un processus de négociation s'enclenche entre les différentes parties. Des ententes et des accords sont pris entre les communautés autochtones et les paliers gouvernementaux ou organisations impliquées. Ces accords comprennent notamment le type de gouvernance adopté, la protection juridique, le soutien technique et financier.
7. Une fois un accord conclu sur une zone désignée comme APAC/ICCA, le processus de réglementation est enclenché, soit de clarifier et de modifier les règlements désignant l'aire protégée en fonction de sa catégorie de gestion et des lois et politiques nationales. Dans ce processus, il faut adapter le cadre juridique de l'aire par l'ajout des règles coutumières, et des outils et méthodes utilisés par les peuples autochtones. De plus, plusieurs éléments doivent être précisés: le zonage, l'utilisation des ressources naturelles (chasse, pêche, etc.), le type de gouvernance (et par qui), ainsi que l'exploitation des ressources autorisées (quantification, espèces sauvages interdites ou non, etc.).
8. Enfin, dans le cadre du processus de gouvernance, plusieurs éléments essentiels doivent être clarifiés et décidés entre les différents acteurs, dont la reconnaissance par l'État des pratiques coutumières et locales, le soutien technique et l'aide financière du gouvernement, l'entité en charge de statuer en cas de dispute entre les parties, l'entité responsable des campagnes d'information et de sensibilisation auprès du public pour la reconnaissance et le respect des APAC/ICCA et des zones protégées autochtones, etc. Tous ces éléments doivent être clarifiés afin d'assurer que ces zones de conservation se maintiennent efficacement à travers le temps.

Dans un contexte canadien, le CAE (2018) a aussi élaboré plusieurs recommandations concernant la création d'APCA :

- La déclaration d'un territoire en APCA doit pleinement venir du désir des communautés et gouvernements autochtones.
- La création d'une nouvelle aire doit considérer toutes les collectivités, surtout les relations autochtones/non autochtones.
- Il appartient au gouvernement autochtone d'identifier le type de gouvernance et la gestion de l'APCA.
- Les APCA peuvent être établies par l'entremise de divers partenariats de soutien (par ex. : l'aire d'Edézhzié en cogestion avec le gouvernement fédéral et territorial). Toutefois, les institutions autochtones restent l'acteur principal qui détient un rôle primordial dans la prise de décision, peu importe la gouvernance et le moyen de gestion choisis, sans toutefois détenir le rôle exclusif.
- Dans le cas d'un partenariat, il doit être ouvert et transparent entre les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et les peuples autochtones. L'importance d'avoir un dialogue ouvert et honnête est primordiale (espace éthique).
- Les besoins des peuples autochtones et leurs aspirations doivent être déterminés dans le processus de désignation.
- Bien que plusieurs désignations soient possibles pour une APCA, dont parcs tribaux, ententes en vertu de lois FPT existantes sur les aires protégées ou de nouvelles lois ciblant spécifiquement les APCA, la dénomination des APCA en fonction des noms locaux et coutumiers est de mise.

2.1.4. Bénéfices écologiques et socioculturels des APAC/ICCA

L'établissement à long terme d'une APAC/ICCA entraîne de nombreux bénéfices, autant sur le plan écologique que socioculturel. Il est essentiel de bien saisir que les peuples indigènes ont accumulé des connaissances traditionnelles sur leur environnement, ce qui leur a permis de se maintenir au fil du temps (Posey, 1999). Les peuples indigènes sont porteurs d'un savoir-faire traditionnel leur permettant, dans la majorité des cas, d'utiliser et de gérer la nature de manière durable (Toledo, 2002; Sobrevila, 2008; Berkes, 2012). Par conséquent, sur le plan socioculturel, la création d'APAC/ICCA contribue fortement à la continuité de ces pratiques traditionnelles. Dans les cas où les terres ancestrales n'ont pas encore été revendiquées et où aucun accord ou traité n'ont été signés, les APAC/ICCA permettent, au niveau national et mondial, le renforcement de l'autodétermination et de la sécurité foncière (Smyth, 2001; Kothari, 2006; Kothari, 2008). Par la revendication territoriale, elles assurent le maintien des modes de vie, des coutumes locales et de l'identité des innombrables cultures à travers la planète, et elles permettent de rendre résistante les communautés autochtones face aux menaces externes, telles que des entreprises

exploitantes des ressources naturelles (Kothari, 2008; ICCA Consortium, 2019). Par ailleurs, les APAC/ICCA procurent des bénéfices économiques considérables pour les communautés autochtones par l'entremise d'activités de gestion ou l'industrie du tourisme, qui fournissent un revenu contribuant au renforcement du capital social et à la capacité de répondre à d'autres priorités, telles que la santé et l'éducation (Child et Lyman, 2005; Braham, 2007; Martin *et al.*, 2011; Moritz *et al.*, 2013). Les APAC/ICCA contribuent également à l'adaptation et à la résilience des communautés indigènes et locales face aux changements climatiques (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010).

Sur le plan écologique, la création d'APAC/ICCA procure de nombreux bénéfices aux systèmes nationaux d'aires protégées puisqu'elles contribuent à la conservation et la protection de la diversité génétique, des écosystèmes fragiles et des espèces en péril et au maintien des fonctions écosystémiques, telles que la sécurité de l'eau (Brown, Lyman et Procter, 2006; Kothari *et al.*, 2012; ICCA Consortium, 2019; Schuster *et al.*, 2019). D'autre part, la création d'APAC/ICCA contribuerait à augmenter la connectivité entre les aires protégées existantes, soutenant ainsi, entre autres, les corridors migrateurs des espèces sauvages (Holden, Grossman et Jones, 2006; Kothari *et al.*, 2012). Au Canada, l'Objectif 1 ne cible pas seulement une quantité, mais aussi la qualité d'aires protégées. L'accomplissement de cet objectif se veut aussi de la protection des zones d'importance (intégrité écologique, biodiversité importante, espèces en péril, etc.), et les APAC/ICCA répondent à cet engagement (ECCC, 2018a).

Outre les bénéfices mentionnés ci-haut, la désignation d'APAC/ICCA offre plusieurs avantages aux systèmes nationaux d'aires protégées des divers gouvernements étatiques. D'une part, elle permet de conserver la biodiversité à des coûts relativement plus faibles (Kothari, 2006; Brown, Lyman et Procter, 2006). Les coûts de gestion des APAC/ICCA sont souvent couverts par les activités régulières et traditionnelles de la communauté autochtone de la zone et par l'entremise de systèmes et structures organisationnels déjà existants. De plus, les propriétaires traditionnels des APAC/ICCA peuvent mobiliser de nouvelles sources de financement (par ex.: le tourisme) pour la conservation et la protection de nouvelles aires protégées, qui ne seraient pas la priorité des gouvernements fédéraux et provinciaux (Brown, Lyman et Procter, 2006). Au Canada, les vastes paysages éloignés amènent une contrainte financière et de gestion quant à l'émergence de nouvelles aires protégées dans le Nord canadien (Archibald *et al.*, 2014 ; Artelle *et al.*, 2019). Étant le foyer de nombreuses communautés autochtones, celles-ci s'avèrent bien positionnées et en mesure de réaliser la gestion d'aires protégées sur le terrain (Sheil, Boissière, et Beaudoin, 2015). Toutes ces avenues font des APCA une voie prometteuse pour

répondre à l'Objectif 1 national et à l'Objectif 11 mondial de la conservation de la biodiversité au Canada (Dudley, 2008).

Dans le contexte canadien, l'émergence des APCA est aussi une opportunité de réconciliation avec les Premières nations, les Métis et les Inuits. La réconciliation se veut un processus continu qui vise à établir et maintenir des relations respectueuses par l'entremise d'actions qui témoignent de véritables changements sociaux, ainsi que par la revitalisation des traditions juridiques et du droit autochtone (CAE, 2018). Afin de répondre à ses engagements envers la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, le Canada offre une nouvelle approche inclusive de création et de gestion d'aires protégées dans laquelle la reconnaissance et le soutien accru des droits existants et des priorités des peuples autochtones en matière de gestion et de conservation de la biodiversité sont priorisés (ECCC, 2018a).

2.1.5. Menaces et défis

La reconnaissance et le soutien accru des APAC/ICCA deviennent chaque jour un phénomène grandissant afin de contrer les menaces et défis auxquels sont confrontés les territoires de gouvernance autochtone dans le maintien de leur existence et de leurs fonctions (Kothari, 2015; Borrini-Feyerabend et Campese, 2017; ICCA Consortium, 2019). On distingue un grand nombre de menaces internes et externes qui varient au sein des sphères socioculturelles, politiques, économiques et environnementales (Borrini-Feyerabend et Campese, 2017). Tout d'abord, les territoires autochtones font face à de fortes pressions de développement pour l'accès et l'exploitation des ressources naturelles, engendrant l'accaparement des terres. Dans certains cas, même si les indigènes sont propriétaires des terres, le gouvernement, en vertu de diverses lois, possède le droit à la propriété du sous-sol : exploitation des énergies fossiles, du minerai, etc. (Sobrevila, 2008; Kothari *et al.*, 2012). Au Canada, les communautés autochtones sont confrontées à la pression des industries minières, pétrolières, forestières, et selon leur localisation, du secteur agricole et hydroélectrique (David Suzuki Foundation, 2018). Les APAC/ICCA peuvent ainsi constituer une réponse à l'égard de l'utilisation non durable des terres. Lorsque les territoires occupés par les autochtones ne sont pas légalement détenus par ces derniers ou qu'aucune entente de sécurité d'occupation n'a été établie avec le gouvernement (Kothari, 2006; Kothari, 2015), la création de partenariats est nécessaire et engendre une gouvernance partagée. Dans ce cas, il peut être difficile pour les communautés autochtones et locales d'utiliser leurs propres mécanismes de conservation à long terme, parfois à travers l'utilisation durable des ressources naturelles. Un bon exemple de cette menace est le parc national de Wood Buffalo

localisé à Wainwright, en Alberta. La création du parc et l'application d'un cadre législatif suivant la *Loi sur les parcs nationaux* ont été réalisées sans consultation auprès des peuples autochtones de l'aire protégée, la Première Nation crie Mikisew (CAE, 2018). La réglementation de Wood Buffalo n'octroie pas le droit aux autochtones de pouvoir poursuivre leurs activités traditionnelles, ce qui a provoqué la migration des populations Mikisew hors des limites du parc afin de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles (CAE, 2018). D'autre part, les approches occidentales en matière de conservation des milieux naturels, basées sur une dualité nature-culture (Samson, 2006), entraînent dans de nombreux cas l'érosion des connaissances et des pratiques culturelles traditionnelles utilisées en conservation par les communautés indigènes (Borrini-Feyerabend et Campese, 2017). D'autres causes externes sont aussi responsables de l'érosion du savoir-faire traditionnel dans les territoires autochtones, dont les changements démographiques, l'acculturation par l'immigration et l'imposition de formes d'éducation coloniales et religieuses (Kothari, 2006).

Par ailleurs, ces territoires font face à un manque de reconnaissance et de soutien politique, légal et économique par les systèmes nationaux et internationaux quant aux pratiques indigènes de conservation des milieux naturels. La reconnaissance légale des APAC/ICCA au sein des politiques nationales et internationales en matière de désignation et de gestion d'aires protégées permettrait aux peuples autochtones habitant leurs territoires ancestraux de réduire l'impact des menaces internes sur ceux-ci, de contrer une utilisation non durable des ressources naturelles et d'assurer la conservation volontaire de la diversité bio culturelle.

2.2. L'expérience australienne en matière d'APAC/ICCA

Les sections suivantes présentent deux études de cas d'APAC/ICCA établies en Australie, afin d'identifier les éléments à considérer dans la désignation et la gestion de ces aires par l'entremise d'expériences vécues. Le modèle australien s'avère très intéressant pour le contexte canadien en matière de désignation, de conservation et de gestion d'aires protégées autochtones en raison des nombreuses similarités existant entre les deux pays, dont l'historique de colonisation par le Royaume-Uni à partir de la fin du 18^e siècle, les relations autochtones et non autochtones brisées, la création initiale d'aires protégées sous le fameux modèle « Yellowstone » des États-Unis, ainsi que des systèmes de droit hérités du Common Law (Stevens, 1997; Poirier, 2000; Muller, 2003).

2.2.1. L'émergence des APAC/ICCA sur le territoire australien

En 1992, le gouvernement australien cherchait à améliorer et à développer davantage le système national d'aires protégées par l'établissement de nouvelles aires de conservation localisées dans l'ensemble des écorégions du pays (Smyth, 2006). Cette approche a été proposée afin d'assurer la représentativité de la biodiversité retrouvée dans chaque écosystème du pays (Szabo et Smyth, 2003). À la suite de nombreuses analyses cartographiques qui ont mené à l'identification de 85 écorégions réparties sur l'ensemble du territoire, les analystes ont constaté qu'une grande partie des sites potentiels se retrouvaient en terres indigènes, surtout au centre et au nord du pays, où certaines écorégions sont entièrement occupées par des communautés autochtones (Szabo et Smyth, 2003; Smyth, 2006). Précédent cette période, dans les années 1970 et 1980, le gouvernement australien entrait en processus de réconciliation avec les aborigènes et de nombreux accords de revendications territoriales ont été conclus avec les communautés, promouvant de plus en plus la participation des autochtones dans la gouvernance de l'environnement (Smyth, 2015; Godden et Cowell, 2016). Ces terres ayant été cédées aux peuples autochtones par l'entremise d'accords et de traités, le gouvernement australien ne pouvait les réacquérir pour créer des aires protégées. Pour cette raison, l'intégration du concept d'*Indigenous Protected Area* (IPA) au système national d'aires protégées a été proposé par le ministère de l'Environnement avec deux objectifs distincts : contribuer, d'une part, à la conservation de ces aires, et d'autre part, assurer que la propriété et la gestion du territoire reste entre les mains des groupes indigènes (Muller, 2003). Par ailleurs, les IPA étaient jugées intéressantes pour les agences gouvernementales de conservation, car elles contribuaient à la conservation et au réseau national d'aires protégées sans générer de frais d'achats de terres provinciales ou privées, et sans les coûts associés à la mise en place d'un parc national, comme la construction d'infrastructures, etc. (Smyth, 2001).

Une évaluation de la faisabilité d'intégrer les IPA au système national a été réalisée à la suite de l'émergence du concept en 1992. De nombreuses consultations auprès des peuples autochtones, des communautés locales et des gouvernements étatiques ont permis de développer une approche quant à l'établissement de ces aires et, encore plus important, d'établir des liens de confiance avec les peuples indigènes (Szabo et Smyth, 2003; Smyth, 2006). Par ailleurs, une analyse approfondie de la législation à tous les niveaux gouvernementaux, étatique, fédéral et territorial, concernant la conservation et la gestion des terres privées, dont la capacité des agences gouvernementales à conclure des accords, a aussi montré l'absence de barrière législative pour la mise en place d'IPA (Sutherland et Smyth, 1995). Un autre élément clé quant à l'intégration des IPA en Australie fut l'évaluation du guide des *Lignes directrices des catégories*

d'aires protégées de l'UICN, qui a finalement montré la conformité des IPA avec les principes internationaux de gestion des aires protégées (Szabo et Smyth, 2003). En ce qui concerne la conformité du concept d'IPA aux APAC/ICCA, les IPA se différencient sur le point où ces aires protégées sont désignées sous le *Country-based*, concept qui est définie à la section 2.2.2 (Smyth, 2015).

Suite à un grand rassemblement en 1997, qui a réuni plusieurs nations autochtones, agences gouvernementales et ONG œuvrant dans la conservation, le gouvernement australien a mis en place le Programme d'IPA (*IPA Program*) pour soutenir les communautés autochtones souhaitant, volontairement, vouer leurs terres à la conservation et la gestion par la désignation d'IPA (Smyth, 2006). Subventionné depuis sa création par le ministère de l'Environnement, ce programme joue un rôle clé dans le processus de désignation des IPA (Figure 2.1.), dans le soutien financier et dans l'élaboration des plans de gestion, ainsi que pour leur mise en place (Gilligan, 2006; Smyth, 2006). En échange, les communautés autochtones s'engagent à conserver la biodiversité naturelle et culturelle, et à développer un plan de gestion efficace (Braham, 2007).

En Australie, les IPA ont une désignation spécifique dans la législation. Elles sont définies comme suit :

« Une aire protégée autochtone (IPA) est régie par les responsabilités permanentes des peuples aborigènes et des insulaires du détroit de Torres, qui doivent prendre soin et protéger les terres et les eaux pour les générations actuelles et futures. Les IPA peuvent comprendre des zones de terres et les eaux dont les aborigènes et les insulaires du détroit de Torres sont les gardiens, et qui doivent être gérées pour la biodiversité culturelle et la conservation, en permettant l'utilisation durable coutumière des ressources et le partage des bénéfices⁶. » (Wallis, 2010, p. 29, traduction libre)

Pour être déclarée comme une IPA, une aire potentielle doit être volontairement déclarée par une ou des communautés autochtones, respecter la définition d'aire protégée de l'UICN, et satisfaire aux critères du système national de réserves (National Reserve System) australien (Dudley, 2008; Godden et Cowell, 2016). Toutefois, ces affirmations ne s'appliquent pas encore aux IPA marines (Godden et Cowell, 2016).

⁶ An Indigenous Protected Area is governed by the continuing responsibilities of Aboriginal and Torres Strait Islander peoples to care for and protect lands and waters for present and future generations. Indigenous Protected Areas may include areas of land and waters over which Aboriginal and Torres Strait Islanders are custodians, and which shall be managed for cultural biodiversity and conservation, permitting customary sustainable resource use and sharing of benefit. (Traduction officielle)

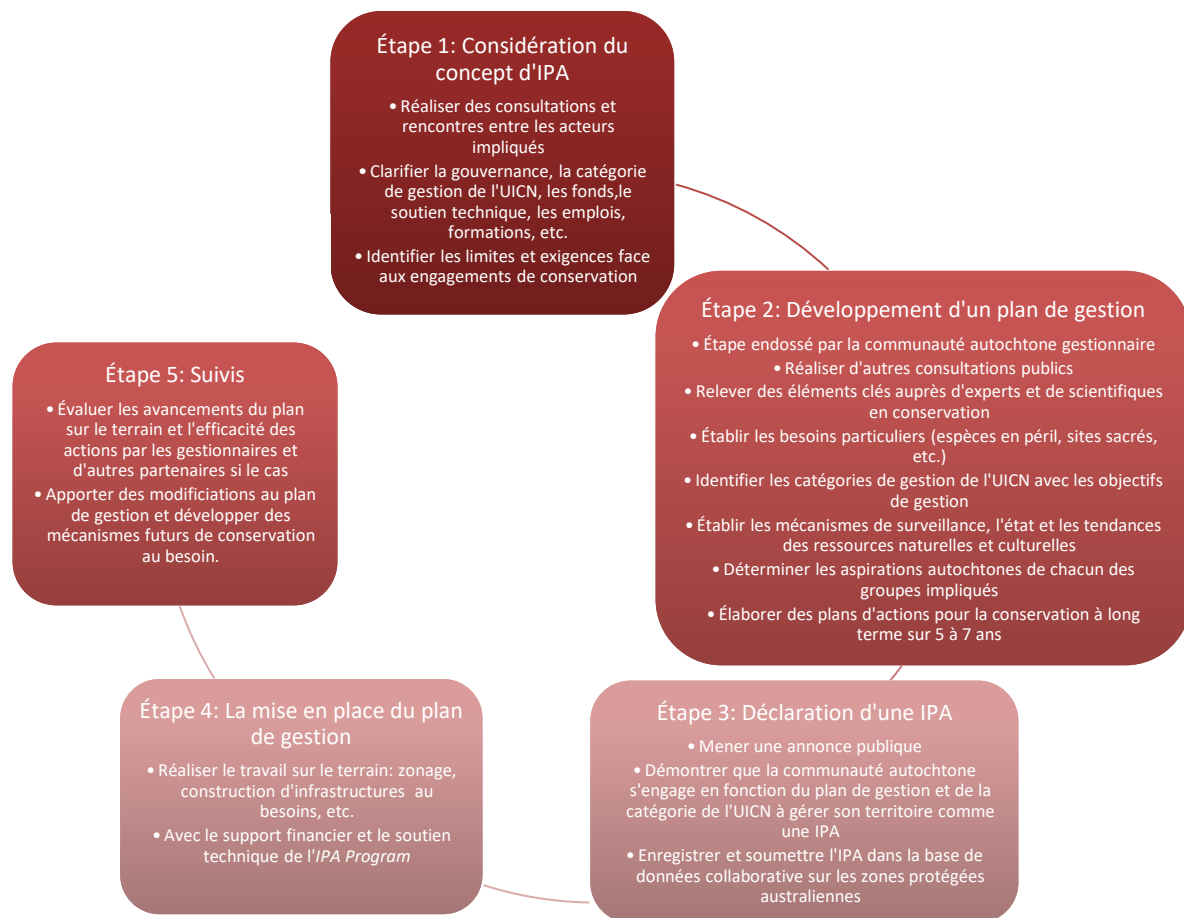


Figure 2.1. L'approche par étape développée par le IPA Program du gouvernement fédéral australien qui comprend 5 étapes à suivre dans le processus de désignation et de gestion d'une IPA.

Source : Smyth (2006), pp.16-17

Depuis la déclaration de la toute première IPA australienne en 1998, près de 75 autres ont été désignées, constituant aujourd'hui plus de 44,6 % du système national d'aires protégées du pays, soit 670 000 km² (Australian Government, 2019). La majorité s'inscrit dans les catégories V (Paysage terrestre ou marin protégé) et VI (Aire protégée de ressources naturelles gérées) de l'UICN. Ces deux catégories de gestion permettent un certain compromis entre la conservation à perpétuité de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles afin de permettre aux aborigènes de poursuivre leurs aspirations et de répondre à leurs besoins traditionnels, ainsi que fournir des bénéfices socio-économiques à leurs communautés (Australian Government, 2015).

2.2.2. Déclaration d'une IPA sous une tenure de régime foncier ou sous le *Country-based*

De 1998 à 2011, la désignation d'une IPA en Australie ne pouvait se faire que si la communauté autochtone possédait déjà un titre légal sur le territoire protégé, en vertu d'accords comme le *Native Title Act of 1993*, ainsi que la présence d'une institution communautaire *de jure* pour assurer la gestion et la gouvernance (Smyth, 2015). Cependant, cette forme d'établissement d'IPA ne permettait pas aux communautés indigènes qui ne possédaient pas ou ne possédaient qu'une petite partie de leurs terres ancestrales de déclarer une IPA (Smyth, 2015). Il n'était pas non plus possible de convertir en IPA les terres indigènes qui avaient déjà été désignées par les gouvernements étatiques comme parc national ou toute autre catégorie d'aire protégée (Smyth, 2015).

En revanche, depuis 2011, les IPA australiennes peuvent aussi être établies sous le régime du *Country*. Le concept de *Country* (pays) réfère à la désignation traditionnelle par les aborigènes australiens de leurs terres ancestrales (Smyth, 2015). Ce modèle permet la création d'une IPA sur un territoire dont la tenure peut être de diverse nature, tout en reconnaissant sur le plan juridique que des droits aborigènes peuvent se superposer à d'autres types de droits sur les terres (Smyth, 2015). La superficie de l'IPA est déterminée selon une délimitation géographique basée sur les cultures et les terres autochtones traditionnelles. L'aire protégée de Mandingalbay Yidinji, dans le Queensland, a été la première IPA déclarée suite à la reconnaissance légale, en 2006, des droits aborigènes sur des *Country* où se trouvaient des aires protégées déjà désignées par le gouvernement, dont un parc national, des réserves forestières et un site d'héritage culturel (DAWE, 2011; Moorcroft et Adams, 2014). Cette nouvelle mesure permet de déclarer et de gérer une IPA sous une gouvernance autochtone en y intégrant les valeurs et aspirations indigènes, tout en conservant les multiples autres désignations et leurs objectifs de conservation. L'aire est donc gérée de manière collaborative par les agences de conservation et l'ajout d'un conseil de gouvernance, composée d'institutions autochtones et d'agences gouvernementales, permet de faciliter cette gestion (Rose, 2013). Dans cette collaboration, les gouvernements australiens jouent un rôle clé dans le développement des capacités concernant la gouvernance autochtone des peuples aborigènes. Étant donné que l'IPA génère une collaboration entre de nombreuses parties, la gouvernance peut davantage ressembler au type de gouvernance partagée de l'UICN. Cependant, comme la gestion, la planification, l'engagement et la collaboration sont dirigés par les institutions autochtones, il s'agit d'une gouvernance autochtone, telle que présentée dans la section 1.6.4 du chapitre 1 (Smyth, 2015).

2.3. Étude de cas : L'IPA de Nantawarrina

En août 1998, l'aire autochtone de Nantawarrina (580 km²) a été la première IPA déclarée en Australie par la communauté de Nepabunna, localisée dans le nord de la chaîne de Flinders située au sud du pays près de la ville d'Adélaïde, capitale de l'Australie-Méridionale (Figure 2.2) (Gilligan, 2006; Smyth, 2015). Cette petite communauté indigène d'environ 80 habitants fait partie du peuple Adnyamathanha, à l'origine de l'occupation ancestrale de la chaîne de Flinders (Muller, 2003).

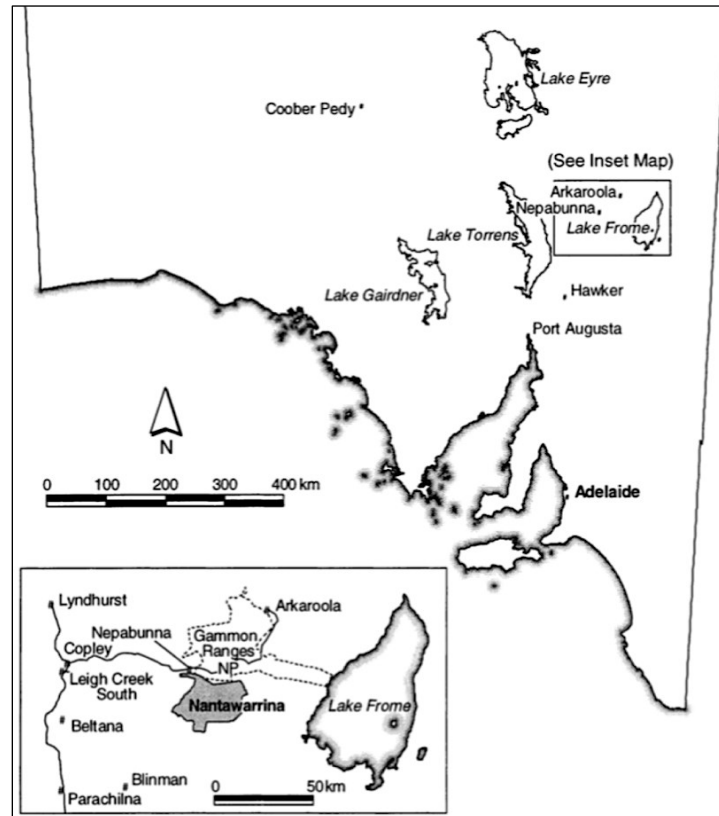


Figure 2.2. Localisation géographique de l'IPA Nantawarrina (zone en gris foncé) de 580 km² de la communauté de Nepabunna, dans la chaîne de Flinders, Australie-Méridionale.

Source : Muller (2003), p. 30.

Nantawarrina, nommée Nipapanha dans la langue Adnyamathanha, se compose d'écosystèmes semi-arides: une grande garrigue ouverte (paysage arbustif et rocheux), une garrigue composée de plantes de la famille des Chenopodes (*Chenopodium*), des forêts basses et ouvertes, ainsi que des forêts d'eucalyptus en bordure des ruisseaux et des plaines inondables (Braham, 2007). On y retrouve notamment des espèces indigènes: le pétrogale à pied jaune (*Petrogale xanthopus*) et l'*Acacia araneosa* (Gilligan 2006; Copley, Ellis et Weenen, 2016). D'autre part, de nombreux sites de grande importance culturelle pour le peuple

Adnyamathanha s’y trouvent, dont deux sites enregistrés dans l’Unité de l’héritage aborigène en vertu de l’Accord de 1988 *Aboriginal Heritage* (ALT/NCC, 1998).

Les terres de Nantawarrina ont autrefois été utilisées à des fins d’élevage de bétail par des entreprises non autochtones. L’intensité de cette activité sur une longue période de temps a engendré la dégradation des écosystèmes, notamment l’érosion du sol en raison d’une absence de plantes pérennes causée par le piétinement, de même que contribué à l’introduction d’espèces exotiques, telles que les chèvres, les lièvres et les ânes (ALT/NCC, 1998). Après 200 ans d’exploitation intensive, les membres de Nantawarrina ont vu l’établissement de cette IPA comme un premier pas vers la réhabilitation et la restauration du territoire à son état original (Gilligan, 2006).

En plus de la restauration des terres dégradées, la déclaration de l’aire de Nantawarrina par le peuple Adnyamathanha est arrivée dans une période où de fortes pressions étaient exercées par des entreprises minières dans la région de Flinders. L’IPA a permis à la communauté d’avoir accès à des ressources organisationnelles et financières afin de contrer ces pressions (Muller 2003; Ross et al., 2009).

2.3.1. La désignation de l’IPA Nantawarrina

En 1982, le territoire de Nantawarrina a été restitué légalement au peuple de Adnyamathanha par le gouvernement australien sous l’Accord de 1966 *Aboriginal Lands Trust* (Muller 2003; Braham, 2007). Le *Aboriginal Land Trust* (ALT), ou *South Aboriginal Land Trust* (SALT) pour le sud, est l’organisation désignée par la communauté pour détenir légalement les titres de propriété, sous un bail perpétuel se renouvelant au 99 ans. En Australie, les terres restituées sous un titre aborigène sont inaliénables ; elles ne peuvent être ni achetées, ni vendues, ni échangées, ni données (Smyth, 2015). Par conséquent, la déclaration de cette IPA s’est faite, à son début, en partenariat entre le SALT, le Conseil aborigène de la communauté de Nepabunna (*Nepabunna Community Aboriginal Corporation*) et le gouvernement australien à travers le *IPA Program* (Davies, Josif et Williams, 2000; Muller, 2003).

La désignation de l’IPA s’est déroulée sur une plus longue période de temps qu’espéré. En effet, lors de l’étape de considération du concept d’IPA, les membres de la communauté de Nepabunna ont exprimé beaucoup de craintes et de doutes à l’égard de la désignation de leur terre comme IPA. Cela s’explique, entre autres, par l’historique de colonisation de l’Australie, basée sur l’expulsion des peuples indigènes, qui a laissé de profondes cicatrices chez ces groupes aborigènes (Langton *et al.*, 2005; Berkes, 2009;

Carroll, 2014). Comme le processus de désignation de l'IPA entraîne des collaborations avec les gouvernements étatiques, ainsi que l'intégration à des programmes gouvernementaux dont le *IPA Program*, d'importantes craintes étaient exprimées par les aborigènes. Les consultations entre les membres de la communauté de Nepabunna, le SALT et le gouvernement australien ont créé le passage essentiel vers la désignation de l'aire en établissant une vision commune de ce qu'impliquent les IPA : faire de la conservation sans que les aborigènes ne perdent le droit d'accès et le contrôle sur leurs terres ancestrales, ainsi qu'à l'utilisation de leurs ressources naturelles.

Le développement du plan de gestion de Nantawarrina a été la responsabilité de la communauté de Nepabunna, en partenariat avec le gouvernement australien, par le *IPA Program*, et le SALT, qui ont agi en soutien technique et organisationnel (Muller, 2003). Toutefois, la rédaction du plan a été entièrement sous la responsabilité des membres de la communauté de Nepabunna. Cette étape a été essentielle dans la reconnaissance de la gouvernance autochtone puisqu'elle a permis que les objectifs de conservation du plan de gestion soient conformes, avant tout, aux aspirations traditionnelles culturelles spécifiques à la communauté de Nepabunna qui occupe l'aire protégée (Muller, 2003; Braham, 2007). Quoique le plan considère les besoins de la communauté et de tout le peuple Adnyamathanha, les aborigènes qui habitent hors des limites de l'aire protégée doivent demander un droit d'accès afin de pouvoir poursuivre leurs activités traditionnelles. Par conséquent, le plan de gestion ne représente pas l'intérêt de tous les indigènes Adnyamathanha (Langton *et al.*, 2005).

2.3.2. Gestion de Nantawarrina

L'aire protégée Nantawarrina est sous gouvernance autochtone, gérée par le Conseil aborigène de la communauté de Nepabunna, avec le soutien du gouvernement australien par l'intermédiaire du *Working Country Program* et du *IPA Program*, ainsi que l'agence gouvernementale du Service des Parcs et de la faune (*Parks and Wildlife Service*) (Figure 2.3) (Gerard Lessels, com. pers. 2020). Le partenariat entre ces trois entités est conçu de sorte que le contrôle de l'IPA reste toujours sous la responsabilité de la communauté (Muller, 2003). Pour maintenir une collaboration efficace, des échanges et des rencontres sont menés continuellement entre les trois parties prenantes, afin de développer les orientations futures dans la gestion de l'aire protégée. Cependant, plusieurs membres de la communauté ont mentionné avoir de la difficulté à établir des liens de confiance et de bonnes relations avec leurs partenaires gouvernementaux, car chaque fois qu'ils viennent visiter l'IPA, ils envoient des représentants différents (Braham, 2007).

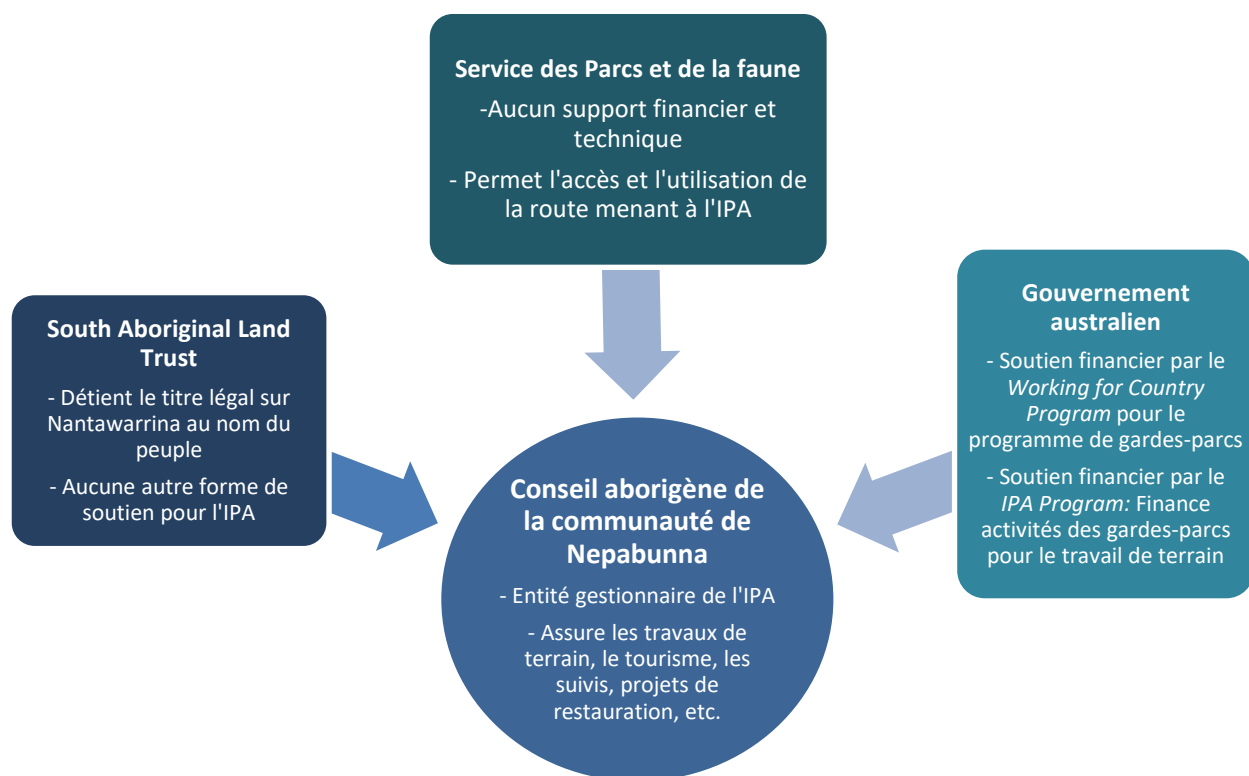


Figure 2.3. Schéma des partenaires contribuant à la gestion de l'IPA de Nantawarrina, localisée dans le nord de la chaîne de Flinders, et de leurs contributions et attributions respectives.

Source : Gerard Lessels, com. pers. (2020)

Pour qu'une IPA puisse fonctionner de manière efficace, un soutien technique et financier est essentiel (Davies *et al.*, 2013). Le gouvernement australien a mis de l'avant de nombreux programmes permettant d'offrir du financement et de l'expertise aux gestionnaires des IPA. Le *Working for Country Program* est l'un des programmes gouvernementaux offrant du soutien financier pour l'accomplissement des activités de gestion sur le terrain, et du soutien technique aux gardes-parcs (May, 2010). Par l'entremise du programme de gardes-parcs indigènes (*Aboriginal Ranger Program*), le *Working for Country Program* offre des salaires décents et des formations aux travailleurs autochtones de Nantawarrina en échange de leurs services pour la gestion de l'environnement (Baker *et al.*, 2001; Braham, 2007; Hoffman *et al.*, 2012). Les formations permettent de fournir davantage d'outils de gestion de l'IPA, sans entraver les pratiques traditionnelles autochtones. En effet, le *Aboriginal Ranger Program* mise sur la complémentarité des outils de conservation et de gestion occidentaux avec les pratiques et connaissances traditionnelles indigènes (Government of Western Australia, 2019). Actuellement, l'IPA de Nantawarrina compte six gardes-parcs responsables du travail sur le terrain, dont deux femmes afin d'éviter une prédominance masculine (Muller, 2003; Gerard Lessels, com. pers. 2020). Ils sont chargés de la gestion et de la protection des

espèces en péril, des animaux sauvages, du suivi de l'érosion du sol et des espèces exotiques envahissantes, de l'eau potable, du tourisme, incluant les aires récréatives, ainsi que des activités culturelles, dont un programme éducatif, de l'aire protégée (Gerard Lessels, com. pers. 2020).

En ce qui concerne le financement versé par le *IPA Program*, dans les premières années les fonds n'étaient pas directement remis au Conseil aborigène de la communauté de Nepabunna, mais devaient passer par le SALT, qui le distribuait ensuite, afin de contrôler les dépenses a posteriori. La motivation du SALT derrière cette stratégie était d'assurer la protection de l'argent par la comptabilisation des fonds pour la communauté (Muller, 2003). Cette forme de contrôle du financement par le gouvernement a été critiquée par la communauté comme étant une manière paternaliste de conserver le contrôle sur la gouvernance autochtone (Muller, 2003). La communauté voulait avoir un accès direct au fond afin de mener et d'avancer plus rapidement des projets de conservation sans se soucier des délais. Maintenant, le financement est directement versé au Conseil communautaire de Nepabunna.

Selon les membres de la communauté de Nepabunna, le financement est capital à la gestion efficace de l'IPA à long terme (Muller, 2003). Toutefois, les fonds du *IPA Program* ne sont pas suffisants pour le maintien de l'aire, en plus de l'insécurité du financement attribué à court terme, soit des ententes de versement sur 1 à 2 ans. Par conséquent, ils ont jugé impératif que l'aire développe plusieurs stratégies pour générer des revenus autonomes. À Nantawarrina, en utilisant une petite portion des fonds versés par le gouvernement, les membres ont développé le secteur touristique qui leur procure un revenu supplémentaire, ce qui a fortement contribué à l'autonomisation financière de la gestion de l'IPA. Ils ont même élaboré en 2011 un plan d'action pour le tourisme mis en place sur le terrain par les gardes-parcs (Gerard Lessels, com. pers. 2020). L'aire de Nantawarrina offre de nombreuses activités récréatives, telles que la chasse, la pêche, le camping, et les tours guidés afin de partager l'histoire et la culture des indigènes de la chaîne de Flinders (NAC, 2018).

Finalement, lors de la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2000, les membres de Nantawarrina se sont vu décerner le prix des Nations Unies pour leurs efforts de conservation, grâce à la restauration des terres ancestrales autrefois dégradées, en forêt indigène. Ce prix se voulait une reconnaissance de la bonne gestion et de la conservation de l'IPA par le peuple Adnyamathanha, qui s'est traduite par le retour graduel de la faune et de la flore indigène des écosystèmes semi-arides de l'Australie dans l'aire protégée (Muller, 2003).

2.4. Étude de cas : L'IPA de Dhimurru

La seconde IPA à l'étude est celle de Dhimurru. L'IPA de Dhimurru a été choisie, car elle représente l'un des meilleurs exemples de succès d'IPA en Australie en raison des multiples partenariats soutenant la gestion de l'aire protégée (Baumann et Smyth, 2007). Localisée dans la région de la terre d'Arnhem, dans le nord-est de la province du Territoire du Nord de l'Australie, l'aire protégée autochtone de Dhimurru correspond au bassin d'origine du peuple indigène australien des *Yolngu* qui ont utilisé et conservé leur territoire ancestral depuis près de 40 000 ans (Figure 2.4) (Hoffman *et al.*, 2012).



Figure 2.4. Localisation géographique de l'IPA Dhimurru (zone en gris foncé) de 1010 km² dans la région de la terre d'Arnhem dans le Territoire du Nord de l'Australie.

Source : Hoffman *et al.* (2012), p. 44

Les *Yolngu* sont reconnus en vertu de la Loi australienne comme les propriétaires traditionnels de plus de 5500 km² de la terre d'Arnhem (Braham, 2007). En vertu de l'Accord de 1976 *Aboriginal Land Rights*, le peuple des *Yolngu* a réclamé le titre indigène légal sur ses terres ancestrales en raison de l'effet de plus en plus ressenti de l'industrie minière. Dans les années 1970, l'établissement de mines et de raffineries de bauxite et d'aluminium a attiré de nombreuses familles allochtones souhaitant trouver de l'emploi et s'établir dans la ville de Nhulunbuy, ville minière localisée en bordure de l'IPA (Hoffman *et al.*, 2012).

En réponse aux fortes pressions minières et à la croissance démographique, les communautés *Yolngu* ont créé, en 1992, le *Dhimurru Land Management Aboriginal Corporation* (DAC). Le DAC est une organisation sans but lucratif, qui représente les peuples indigènes des *Yolngu* du Territoire du Nord de l'Australie (DAC, 2019). Il a été mis sur pied afin d'entreprendre le processus de désignation de l'IPA Dhimurru et de contrer l'impact de plus en plus ressenti de l'industrie minière sur les terres traditionnelles, ainsi que pour assurer la gestion et la conservation efficace du territoire ancestral aborigène.

2.4.1. La désignation de Dhimurru

Déclarée volontairement par le DAC en 2000, l'IPA Dhimurru s'étend sur une superficie de 1010 km² majoritairement en zone terrestre (920 km²), mais aussi une petite partie marine de 90 km² (Gilligan, 2006; DAC, 2019). Cette aire possède de grandes valeurs naturelles et culturelles pour la conservation, dont une importante diversité végétale, des espèces fauniques aux populations stables, des régions côtières qui n'étaient pas encore représentées dans le système national d'aires protégées, le quatrième plus grand complexe dunaire du Territoire du Nord, ainsi que des sites d'alimentation et de nidification pour les espèces d'oiseaux et de tortues marines, dont certaines au statut menacé (Bauman et Smyth, 2007; DAC, 2019).

La déclaration de l'IPA de Dhimurru s'est accomplie par l'entremise d'un accord multipartite entre le DAC et de nombreuses agences gouvernementales (Figure 2.5). L'Accord de la section 73 (*Section 73 Agreement*) du *Territory Parks and Wildlife Conservation* est, en fait, la toute première entente signée par plusieurs agences gouvernementales et un groupe autochtone pour la gestion d'une IPA en Australie. Cet accord a permis la création de partenariats sans aucune perte de contrôle et d'autorité des communautés aborigènes propriétaires des terres sur la gouvernance et la gestion de l'IPA (Bauman et Smyth, 2007). L'accord et le plan de gestion, tous deux endossés par le DAC, décrivent explicitement le travail et les engagements (techniques, financiers, organisationnels, etc.) de chacune des parties quant à la gestion de l'aire, ainsi qu'un plan d'engagement pour des collaborations futures (Hoffman *et al.*, 2012; DAC, 2015). Le DAC a une forte capacité à négocier et à faire comprendre et entendre ses aspirations, ce qui a fortement contribué au développement de ce vaste réseau de partenaires, ainsi qu'à la prise de décision concernant des ententes sur l'utilisation des ressources sur son territoire ancestral, dont la déclaration de l'IPA (Bauman et Smyth, 2007).

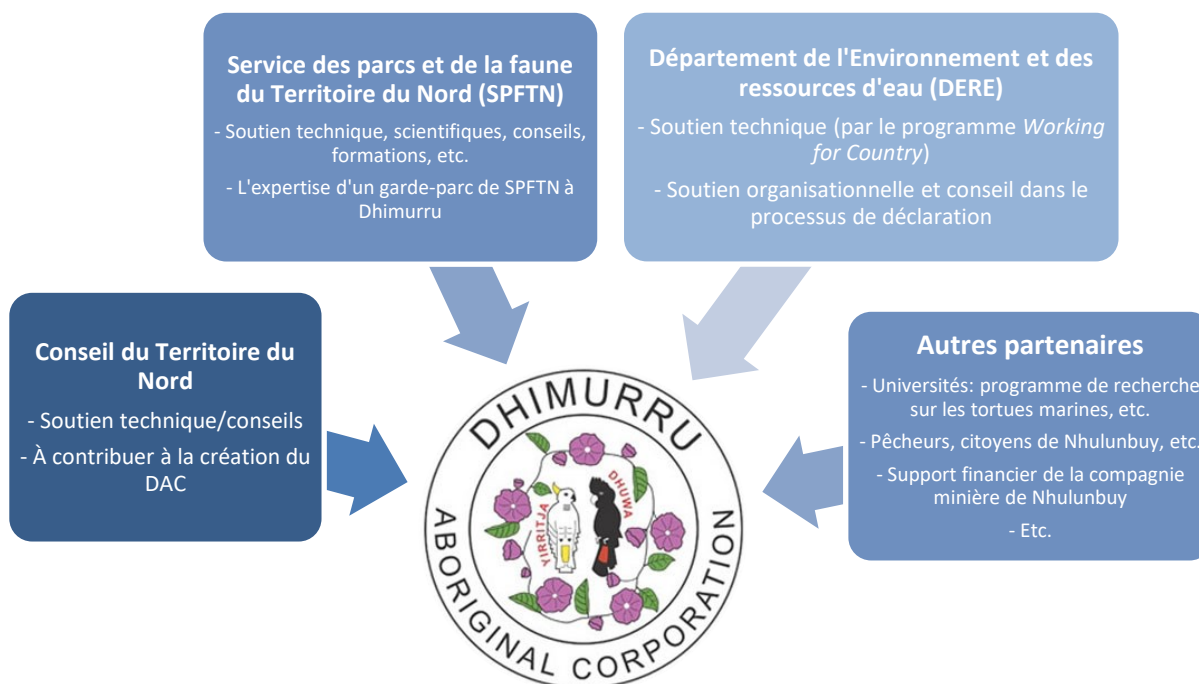


Figure 2.5. Schématisation de l'Accord 73 multipartite entre le *Dhimurru Aboriginal Corporation* et les diverses agences gouvernementales et autres partenaires.

Source : DAC (2015)

Ce large réseau de partenaires a permis au DAC d'assurer suffisamment de financement afin de pouvoir développer amplement l'IPA : projets de recherche, activités récréatives, infrastructures pour le tourisme, contrôle d'espèces envahissantes, gestion des espèces en péril, etc. La diversité des sources de financement contribue à augmenter la capacité de l'organisation gestionnaire de l'IPA à générer elle-même ses propres revenus et, graduellement, à devenir autonome financièrement (Hoffman *et al.*, 2012).

Un autre fait intéressant et unique quant au succès de la désignation de l'IPA est le fait que Dhimurru est localisée dans une région qui avait été urbanisée par l'arrivée de l'industrie minière. Le développement économique de la ville de Nhulunbuy, avec la construction d'infrastructures (hôpitaux, restaurants, hôtels, écoles, etc.), a facilité le développement de partenariats. Cela s'explique, d'une part, par le fait que cette zone est accessible via un système routier bien développé et la présence d'un aéroport, et, d'autre part, parce qu'elle permet d'accueillir et de recevoir les partenaires pour des réunions grâce à ses nombreuses infrastructures (Bauman et Smyth, 2007).

2.4.2. Une gestion exclusive « *two-ways* »

L'IPA de Dhimurru est sous gouvernance 100 % autochtone, gérée par l'entremise du DAC. Ce comité assure toutes les activités reliées à la gestion de Dhimurru (Figure 2.6). Depuis son établissement en 2000, le DAC a créé de nombreux partenariats, dont ceux de l'Accord de la section 73 (DAC, 2015). Plus particulièrement, le DAC et les divers paliers gouvernementaux ont développé un modèle de gestion dit « *two-ways* », qui se rapporte à une gestion qui combine le savoir-faire traditionnel et la science occidentale, et qui procure des bénéfices mutuels entre les parties (Gilligan, 2006; Bauman et Smyth, 2007; Hoffman *et al.*, 2012). À titre d'exemple, les communautés autochtones travaillent en collaboration avec des universités pour approfondir les recherches sur les tortues marines et les méthodes de suivis des populations (Bauman et Smyth, 2007). Depuis l'an 2000, de fortes et bonnes relations de confiance ont émergé à la suite du travail collaboratif entre chacun des partenaires. Ceux-ci contribuent significativement à la gestion efficace de l'APCA (Hoffman *et al.*, 2012).

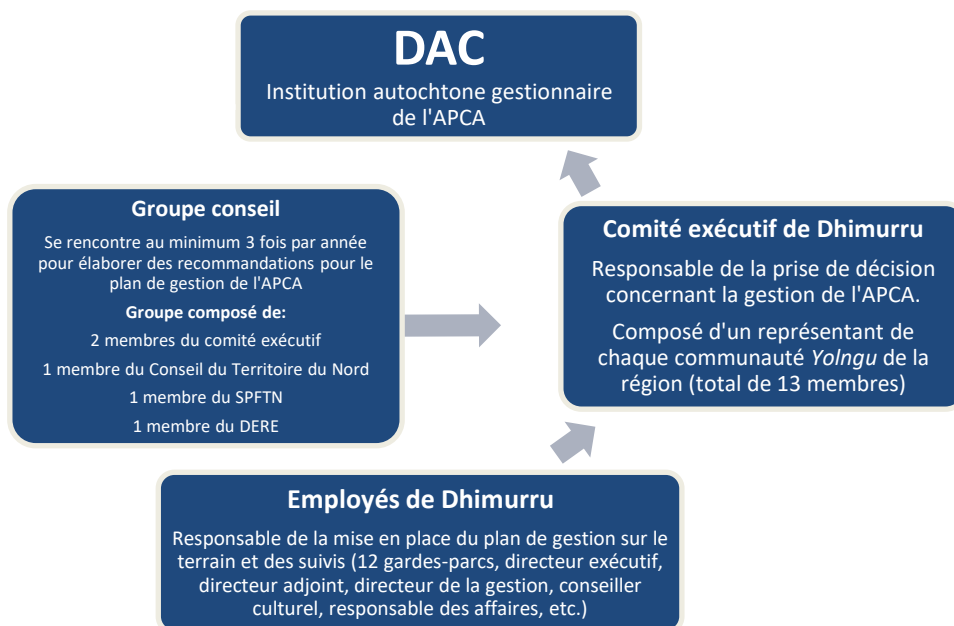


Figure 2.6. Structure organisationnelle du *Dhimurru Aboriginal Corporation*.

Source : Bauman et Smyth (2007), DAC (2015) et DAC (2018)

Cette IPA montre qu'il est possible de faire de la gestion collaborative entre les communautés autochtones et les diverses agences gouvernementales, tout en respectant la gouvernance autochtone. Ainsi, la création de relations de réciprocité durables entre les diverses parties prenantes à l'IPA de Dhimurru a permis d'évoluer vers un modèle de gestion qui consacre l'autonomie des gestionnaires autochtones.

2.5. Autres éléments non soulevés par les études de cas

Autres que les études de cas précédentes, deux autres éléments ont été identifiés à travers la littérature sur les APAC/ICCA. Tout d’abord, Lane (2008) a mentionné la barrière linguistique et l’alphabétisation comme limite à la participation des autochtones dans les processus de désignation. Par ailleurs, la dualité entre la vision holistique de la conservation des peuples autochtones et les lignes directrices internationales et nationales en matière de gestion des aires protégées à plusieurs fois été mentionnés par certains auteurs comme un défi en matière de gestion d’une APAC/ICCA (Hill et al., 2001; Lee, 2016).

2.6. Synthèse des critères de conformité et des études de cas australiennes

Le tableau 2.1 présente un résumé des critères de conformité au concept international d’APAC/ICCA, au concept canadien d’APCA, ainsi que tous les éléments clés : facteurs de succès et défis, qui sont ressortis à travers les sections précédentes.

Tableau 2.1. Synthèse des critères de conformité, des facteurs de succès et des défis à considérer dans la désignation et de la gestion des aires protégées autochtones.

	Désignation d’une aire protégée autochtone	Gestion d’une aire protégée autochtone
Critères de conformité internationaux des APAC/ICCA	<ul style="list-style-type: none"> • Une relation étroite et profonde existe entre un peuple autochtone et un territoire • Le peuple autochtone est le principal acteur dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance; une institution autochtone <i>de facto</i> ou <i>de jure</i> existe et détient la capacité d’adopter des règlements. <ul style="list-style-type: none"> ◦ Si l’institution qui assure la gouvernance fait l’objet d’un partenariat, les partenaires des autochtones ne détiennent pas de rôle dans la prise de décision • Processus de déclaration volontaire qui vient des peuples autochtones • Détermination du type de gouvernance par l’institution autochtone • Détermination de la catégorie de gestion de l’UICN par l’institution autochtone • Satisfait aux critères de la définition d’aire protégée de l’UICN et de la législation du pays en question 	<ul style="list-style-type: none"> • Le peuple autochtone est le principal acteur dans le processus décisionnel de la gestion • La gouvernance et la gestion visent des objectifs de conservation de la biodiversité et de la culture autochtone • La gouvernance et la gestion poursuivent des objectifs de conservation cohérents avec la catégorie de gestion de l’UICN choisie pour l’aire protégée
Critères de conformité des APCA du Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Les APCA sont dirigées et gérées par les peuples autochtones • Les APCA représentent un engagement à long terme envers la conservation • Les APCA relégitiment les droits des autochtones quant aux usages de la terre et des eaux, et à leur responsabilité d’en prendre soin et de les respecter 	<ul style="list-style-type: none"> • Les APCA sont gérées par les peuples autochtones • La gestion assure la conservation à long terme des terres et des eaux pour les générations futures

Tableau 2.1. Synthèse des critères de conformité, des facteurs de succès et des défis à considérer dans la désignation et de la gestion des aires protégées autochtones (suite).

	Désignation d'une aire protégée autochtone	Gestion d'une aire protégée autochtone
Facteurs de succès	<ul style="list-style-type: none"> • Relations de confiance entre les partenaires, plus particulièrement avec les gouvernements étatiques • Présence d'un cadre législatif qui prévoit la reconnaissance de l'aire protégée autochtone par le pays, qui permet d'institutionnaliser et légaliser la vision autochtone du territoire • Contrôle du processus de désignation par l'institution communautaire, incluant l'élaboration du plan de gestion, et de la gestion sur le terrain • Capacité de négociation de l'institution autochtone qui prend en charge l'aire protégée • Proximité de partenaires institutionnels potentiels dans la gestion (pôles urbains) • Programme de financement national en soutien à la désignation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de financement national en soutien à la gestion • Diversification du financement pluriannuel et capacité à générer ses propres revenus • Contrôle direct des fonds octroyés pour la gestion par l'institution autochtone • Création de réseaux de partenariat diversifiés <ul style="list-style-type: none"> ○ Génèrent des bénéfices mutuels pour l'ensemble des parties prenantes ○ Communication efficace et continue entre les partenaires de la gestion
Défis en Australie	<ul style="list-style-type: none"> • Méfiance des communautés aborigènes dans la désignation de leur territoire comme aire protégée autochtone • Assurer l'intérêt de toutes communautés ayant un lien traditionnel avec le territoire désigné comme aire protégée. Répondre aux valeurs et aux aspirations des différentes cultures/groupes autochtones impliquées (Zurba <i>et al.</i>, 2012; Ruiz-Mallén <i>et al.</i>, 2014) • Barrière linguistique et alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité des ententes de financement prévues à court terme <ul style="list-style-type: none"> ○ Limite la gestion, dont les suivis qui permettent d'évaluer les résultats et d'assurer la gestion • Dualité entre la vision holistique autochtone de la conservation et les lignes directrices internationales et nationales en matière de gestion des aires protégées

Malgré l'éventail d'appellations pour désigner les aires protégées autochtones, nous avons établi dans ce chapitre que celles-ci partagent trois caractéristiques fondamentales les différenciant des autres types d'aires protégées : (1) une relation étroite et profonde existe entre un peuple autochtone ou une communauté locale et un territoire, un habitat ou une espèce; (2) le peuple autochtone ou la communauté locale est le principal acteur dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance et de la gestion; (3) les décisions en matière de gouvernance et de gestion par le peuple autochtone ou la communauté locale entraînent la conservation de la biodiversité du territoire, de l'aire ou de l'habitat, de même que la conservation des valeurs culturelles et du bien-être associés. En plus de celles-ci, pour pouvoir être reconnues et désignées parmi un système national d'aires protégées, les aires protégées autochtones doivent satisfaire aux lignes directrices de l'UICN et à celles du pays en question. L'exploration

et l'analyse des études de cas australiennes ont permis d'établir et de soulever une panoplie d'éléments importants à considérer dans la désignation et la gestion des aires protégées autochtones. De ces éléments, plusieurs facteurs de succès ont été identifiés, dont la présence d'un cadre législatif national compatible avec la désignation des aires protégées autochtones, l'importance d'un vaste réseau de partenaires impliquant de fortes relations et des bénéfices mutuels, et la nécessité des sources de financement. Cela nous a également permis de soulever certains défis, entre autres le financement à long terme, la confiance entre les acteurs et les relations allochtones-autochtones fondées sur un passé de colonisation et d'oppression. Le prochain et dernier chapitre s'appuie sur ces divers éléments dans l'analyse de la désignation et la gestion des APCA au Canada, afin de proposer des avenues pour répondre aux engagements canadiens envers la conservation de la biodiversité.

Chapitre 3

Analyse de la désignation et la gestion des APCA au Canada

Ce troisième et dernier chapitre présente une analyse de la désignation et la gestion des APCA au Canada. L'analyse permet, d'une part, d'établir si le concept d'APCA répond aux critères de conformité internationaux. D'autre part, l'étude se poursuit par l'analyse des divers facteurs de succès et des défis de la désignation et de la gestion de ces aires à long terme au Canada, comme relevé à partir de l'expérience australienne. L'analyse se complète avec la présentation de quelques opportunités pour la mise en place d'APCA sur le territoire canadien. Au fil du chapitre, diverses recommandations mettent en lumière les conditions à mettre en place pour que le Canada puisse établir avec succès des APCA en vue de contribuer à l'expansion du Système national d'aires protégées.

3.1. Conformité aux critères internationaux et nationaux de désignation et de gestion des aires protégées autochtones

Le chapitre précédent a permis de faire ressortir les multiples critères de conformité que les aires protégées autochtones doivent satisfaire afin de pouvoir être reconnues et désignées comme telles. Les critères internationaux sont établis par l'UICN et la CDB : ils doivent être repris au niveau des pays, mais ceux-ci ajustent et modifient les critères en fonction de leur contexte et surtout, en fonction des besoins et aspirations des peuples autochtones présents. Le tableau 3.1 expose ses critères.

Tableau 3.1. Synthèse des critères de conformité internationaux et nationaux pour la désignation et la gestion des APCA établis au chapitre 2.

Désignation d'une APCA	Gestion d'une APCA
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une relation étroite et profonde existe entre un peuple autochtone et un territoire 2. Le peuple autochtone est le principal acteur dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance 3. Une institution autochtone <i>de facto</i> ou <i>de jure</i> existe et détient la capacité d'adopter des règlements. <ol style="list-style-type: none"> a. Si l'institution qui assure la gouvernance fait l'objet d'un partenariat, les partenaires des autochtones ne détiennent pas de rôle dans la prise de décision 4. Processus de déclaration volontaire qui vient des peuples autochtones <ol style="list-style-type: none"> a. Le peuple autochtone détient un rôle principal (dirige) dans le processus de désignation de l'APA. 5. Détermination du type de gouvernance par l'institution communautaire 6. Détermination de la catégorie de gestion de l'UICN par l'institution communautaire 7. Satisfait aux critères de la définition d'aire protégée de l'UICN et aux critères de la définition canadienne d'aires protégées ou d'AMCEZ 	<ol style="list-style-type: none"> 8. Le peuple autochtone est le principal acteur dans le processus décisionnel de la gestion 9. La gouvernance et la gestion poursuivent des objectifs de conservation cohérents avec la catégorie de gestion de l'UICN choisie pour l'aire protégée et visent des objectifs de conservation à long terme de la biodiversité et de la culture autochtone à l'égard des futures générations

3.1.1. Relations étroites et profondes existant entre un peuple autochtone et un territoire (critère 1)

Contrairement à d'autres types d'aires conservées, les aires protégées autochtones se distinguent par l'existence d'une relation forte et profonde entre les peuples autochtones et leur territoire dans le maintien de leur identité culturelle, de leur subsistance, de leurs modes de vie traditionnels qui persistent depuis des milliers d'années (Berkes, 2012). Au Canada, des études archéologiques et anthropologiques sur l'utilisation et l'occupation des territoires par les peuples autochtones ont permis d'établir des liens entre la présence des communautés autochtones et la terre, dont la présence de vestiges tels que les campements de chasse (Poirier, 2000 ; Horvath *et al.*, 2002 ; Usher, 2003 ; Freeman 2011). La relation qu'ils ont avec le territoire s'inscrit dans une vision holistique dans laquelle les peuples autochtones s'engagent dans des relations d'échange et de partage, des relations intimes et réciproques avec la nature (Poirier, 2000). Ils expriment détenir une responsabilité à l'égard de leur environnement où « il faut utiliser une ressource pour la respecter et en avoir la responsabilité⁷ » (Berkes, 2009, p. 21, traduction libre). Selon cette perception, la conservation sans utilisation des ressources de la terre ne fait aucun sens pour les peuples autochtones, à l'exception des zones et des espèces taboues et sacrées, car cela ne fait que les éloigner de leurs terres et de leurs responsabilités envers celles-ci (Berkes, 2012). Ainsi, selon la vision du monde de nombreux groupes autochtones, dont les Eeyou et les Dene du Nord canadien, l'utilisation et la protection de la nature constituent un tout interconnecté (Berkes, 2009).

Or, encore aujourd'hui la vision de la conservation des autochtones n'est pas tout à fait comprise et considérée par la science occidentale de la conservation (Wilson, 2008). Shultis & Heffner (2016) suggèrent que d'enrichir la compréhension écologique des milieux naturels avec des connaissances et des pratiques traditionnelles autochtones contribuerait à une meilleure science de la conservation et à l'amélioration de l'importance accordée à la conservation de la diversité culturelle dans les aires protégées.

3.1.2. Conformité au rôle primordial du peuple autochtone dans le processus décisionnel et la mise en place de la gouvernance et de la gestion (critère 2 et 8)

Dans la gouvernance et la gestion d'une APAC/ICCA, le peuple autochtone est l'acteur principal de la prise de décisions en matière de gestion de l'aire protégée et de la détermination de la gouvernance. Ce critère de conformité est plus facile à respecter dans le cas où cette institution agit seule et détient l'exclusivité de la gouvernance et la gestion, favorisant une gouvernance autochtone exclusive. Au Canada, la création

⁷ One has to use a resource to respect it and to have responsibility for it. (Traduction officielle)

de divers partenariats concernant la gouvernance d'une APCA pourrait s'avérer nécessaire lors de la désignation pour la raison que la majorité des terres appartiennent à la Couronne (CAE, 2018). Conséquemment, des APAC/ICCA sous gouvernance autochtone exclusive seraient moins envisageables, mais cela dépend grandement de la volonté politique de la part des gouvernements à laisser place à ce type de gouvernance et à agir davantage en tant que partie prenante à la gestion. Ainsi, en cas de partenariats dans la gouvernance et la gestion, le rôle primordial des peuples autochtones doit être appliqué. Dans une cogestion, une institution de gestion est en charge de prendre des décisions sur la gestion d'une aire. Dans une aire protégée autochtone, cette institution peut être composée des membres de la ou des communautés autochtones et des membres des gouvernements étatiques ou des fiducies foncières impliquées (section 2.1.1), mais ceux-ci ne détiennent aucun rôle dans la prise de décision afin de respecter le critère 2 (Tableau 3.1) (Kothari *et al.*, 2012). Au Canada, l'APCA d'Edézhíe de la Première Nation Dehcho assure la gestion de l'aire protégée par l'entremise d'une institution de gestion composée de membres du gouvernement Dehcho, ainsi que du gouvernement canadien par le ministère d'ECCC (Gouvernement du Canada, 2019a). Cette institution se compose de cinq membres autochtones, soit un représentant pour chacune des quatre bandes indiennes, ainsi qu'un membre, choisi par le grand chef, qui représente la grande région de Dehcho (Dehcho First Nations, 2019). En plus des cinq membres autochtones, un membre du ECCC siège au sein du conseil, celui-ci étant choisi directement par le ministère (Dehcho First Nations, 2019). Il y a aussi l'ajout d'un membre impartial choisi conjointement entre les trois parties : les gouvernements du Canada, de Dehcho et des Territoires du Nord-Ouest. Selon l'article 5 de l'Accord d'Edézhíe :

« Le conseil de gestion d'Edézhíe doit prendre les décisions par consensus. Les décisions du conseil concernant la gestion et les opérations de l'aire protégée doivent concorder avec les objectifs de l'article 3, et sont soumises à une approbation par les trois parties en concordance avec le chapitre 6⁸. » (Dehcho First Nation, 2019, p. 7, traduction libre)

Dans ce cas-ci, le conseil de gestion d'Edézhíe est composé à 71 % de membres autochtones, représentant ainsi une prédominance des autochtones dans les décisions, ce qui fait en sorte que cette aire protégée est conforme aux critères canadiens et internationaux sur le rôle primordial de l'institution autochtone dans la gouvernance et la gestion de l'APCA.

⁸ The Edézhíe Management Board shall make its decisions by consensus. The Board's decisions concerning the management and operation of Edézhíe shall be consistent with the purposes set out in Part 3, and are subject to approval by the Parties in Accordance with Part 6. (Traduction officielle)

➔ **Recommandation 1** : Pour assurer le rôle primordial des peuples autochtones dans le cas d'une cogestion de l'APCA (critère 2), il serait recommandé de suivre l'exemple des aires protégées australiennes qui favorisent l'autodétermination des peuples aborigènes dans la gouvernance des IPA par du soutien au développement de leurs capacités institutionnelles (Godden et Cowell, 2016).

Par ailleurs, la tenure des terres et les traités au Canada faisant intervenir plusieurs parties prenantes, plus particulièrement les États fédéral et provinciaux, amène bien souvent l'établissement d'une collaboration dans la désignation d'aires protégées (CAE, 2018). Dans cette collaboration, le rôle primordial des peuples autochtones dans la gouvernance et la gestion de l'APCA est un critère de conformité. En effet, une grande partie du territoire canadien est couvert par des traités historiques, des traités qui ont tout d'abord été conclus entre les nations autochtones et les colonisateurs européens pour créer des alliances commerciales (traités de paix ou d'amitié) et qui, par la suite, se sont orientés vers les besoins d'utilisation des terres, avec la signature de nombreux traités de cession de terres après les années 1760 (Figure 3.2) (Labeau, S.D.; RCAANC, 2018).

D'un autre côté, il existe encore aujourd'hui au Canada des territoires ancestraux non cédés, tel qu'en Colombie-Britannique où les peuples autochtones ont conclu très peu de traités (Figure 3.2) (Singleton, 2009). De plus, dans l'est du Canada, de nombreux traités de paix et d'amitié n'incluent pas la cession des terres autochtones à la Couronne (Zurba *et al.*, 2019). Sur ces terres, l'aspect de la gouvernance des terres et de la propriété est ambigu, ce qui favoriserait davantage une collaboration entre l'État et les peuples autochtones dans la création d'APCA (Jones, Rigg et Lee, 2010), mais également une occasion pour les Premières Nations de revendiquer une gouvernance 100% autochtone pour leur aire protégée.

La colonisation a conféré la majorité des terres canadiennes sous la responsabilité des gouvernements étatiques, soit 41 % sous gouvernance fédérale (territoires, parcs nationaux fédéraux, 2600 réserves indiennes et région extracôtières) et 48 % sous gouvernance provinciale (Figure 3.1), les Premières Nations ne possédant 0,35 % de la superficie totale du Canada (Neimanis, 2013; AANC, 2017; Statistique Canada, 2018).

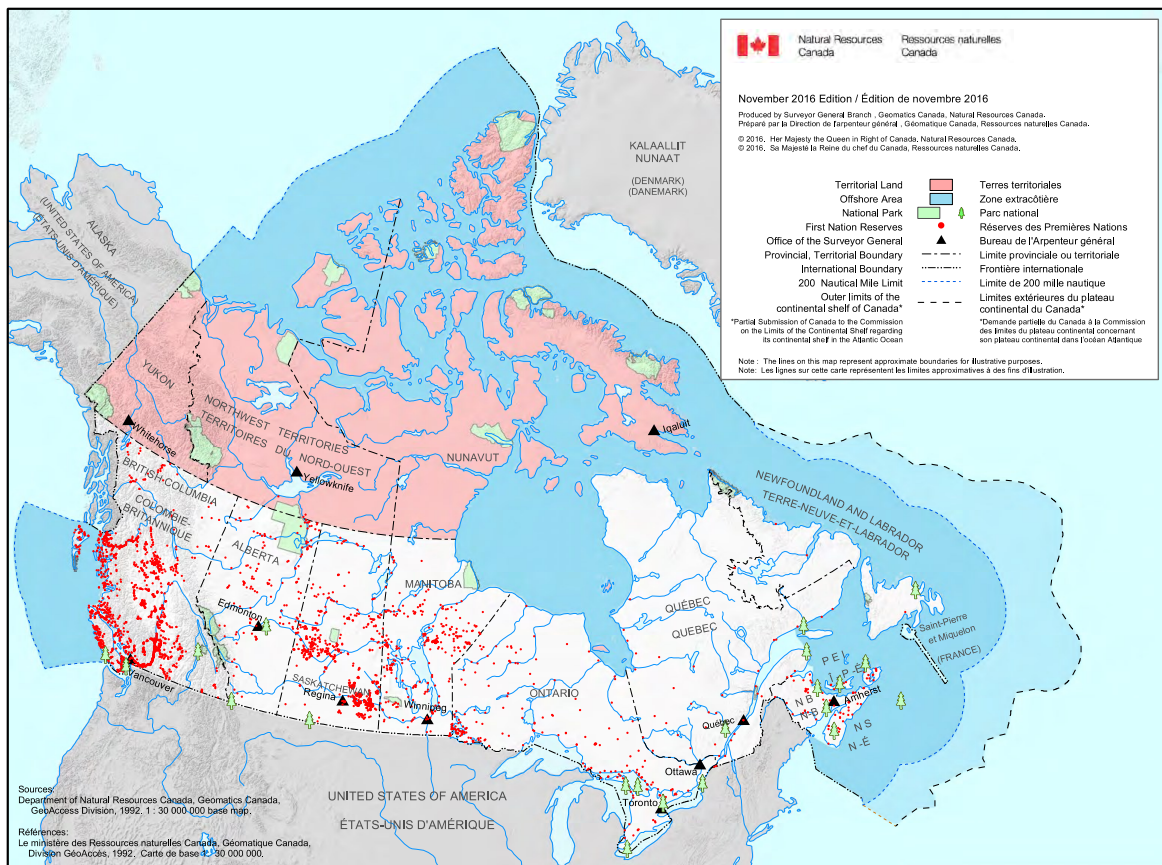


Figure 3.1. Carte géographique du territoire canadien présentant les terres du Canada (rose, vert, bleu et rouge) et les terres du domaine des provinces (blanc).

Source : Ressources naturelles Canada, 2016

Depuis le début des années 1970, les autochtones ont entrepris des ententes sur les revendications territoriales globales, aussi nommées traités modernes. Ces ententes sont essentiellement issues de négociation sur les terres et ressources naturelles pour lesquelles aucun traité historique n'avait été conclu auparavant (Labeau, S.D.; RCAANC, 2018). Le premier traité moderne signé au Canada est celui de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en 1975 et depuis, 25 traités modernes sont entrés en vigueur, ce qui couvre maintenant 40 % de la superficie du Canada, soit 600 000 km² (Figure 3.2) (Gouvernement du Canada, 2018b; RCAANC, 2019). Ces ententes se composent d'accords explicites quant aux arrangements convenus entre chaque partie, dont le pouvoir de l'autonomie gouvernementale, la propriété des terres et les règlements quant à l'utilisation des terres et des ressources (Berkes, Berkes et Fast, 2007). Ces traités favorisent une meilleure participation des communautés autochtones dans la prise de décision concernant l'utilisation des terres, un élément favorable à la gouvernance et la gestion par les

autochtones (Jones, Rigg et Lee, 2010). Toutefois, les revendications territoriales ont majoritairement résulté dans des mécanismes de cogestion entre les gouvernements étatiques et les gouvernements autochtones, dans lesquels les autochtones ne détiennent pas le rôle primordial dans la prise de décision (Ferguson et Viventsova, 2007), un frein au critère 2 du tableau 3.1.

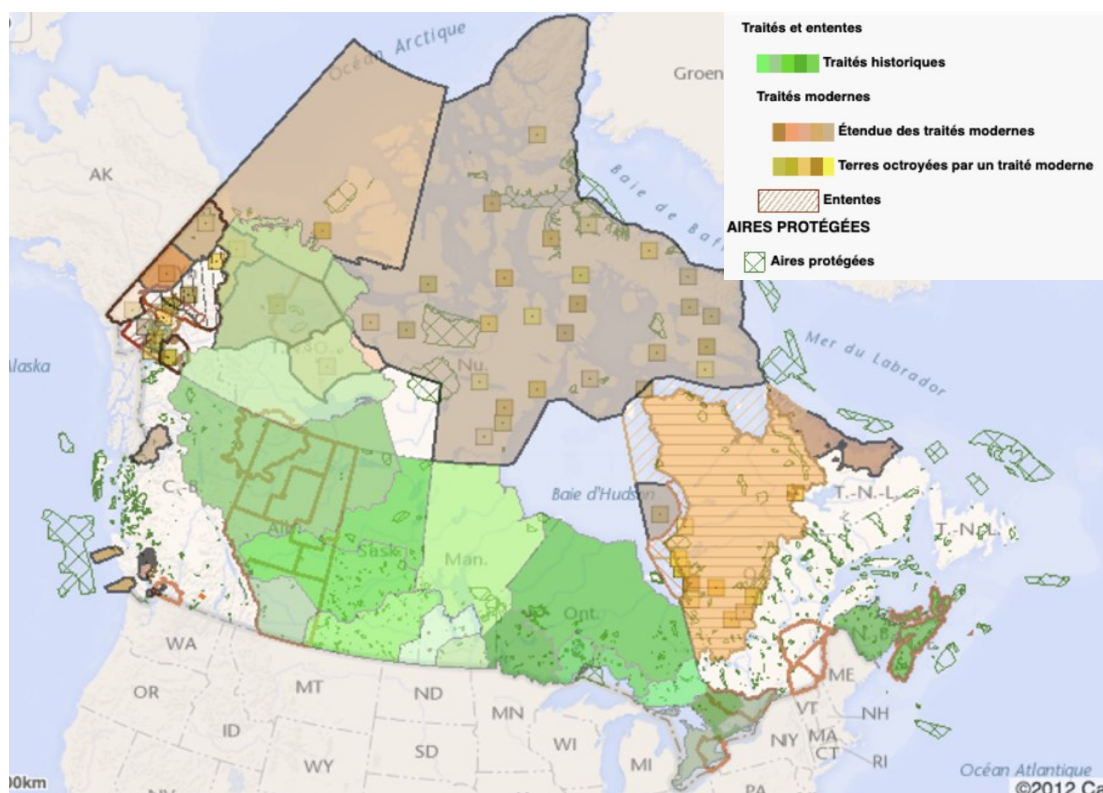


Figure 3.2. Localisation géographique des traités historiques, traités modernes, ainsi que des aires protégées sur l'ensemble du territoire canadien.

Source : SIDAIT, 2020.

Ce n'est que depuis l'an 2000 que les traités modernes incluent des mesures pour l'autonomie gouvernementale (RCAANC, 2019). En vertu de l'article 35, les droits existants, ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones sont reconnus et confirmés par la constitution canadienne comme le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, l'autodétermination ayant été désignée comme un droit fondamental de la DNUDPA, ratifiée par le Canada (Nations Unies, 2008; RCAANC, 2010). Les ententes négociées, en vertu de cet accord, « confèrent le pouvoir décisionnel aux gouvernements autochtones qui font leurs propres choix quant à la façon d'offrir des services et des programmes à leurs communautés », dont la façon de gouverner leur territoire et les ressources naturelles (RCAANC, 2019). Ce nouveau type de traité favorise donc la prise en compte des aspirations et besoins des peuples autochtones qui

détiennent davantage de pouvoir dans la prise de décisions concernant leur territoire, comme c'est le cas pour l'aire *Wehexlaxodiale*, créée suite à un accord de revendications territoriales, incluant l'autonomie gouvernementale du peuple Tlicho (Tlicho Government, 2013 ; CAE, 2018).

➔ **Recommandation 2** : Établir les APCA en vertu d'Accords sur l'autonomie gouvernementale, ou d'autres formes de traités modernes, qui permettent à une institution autochtone de détenir un rôle primordial dans le processus de désignation, dans la gouvernance et la gestion afin que ses aspirations et ses besoins sociaux, culturels et économiques soient considérés.

3.1.3. Une institution communautaire *de facto* ou *de jure* capable d'adopter des règlements (critère 3)

En ce qui concerne l'institution communautaire *de facto* ou *de jure* de la ou les communautés autochtones, son existence est essentielle et permet de faire appliquer la réglementation dans l'aire protégée. Au Canada, les diverses structures politiques autochtones traditionnelles ou non, où les rôles et les responsabilités des membres de chaque collectivité d'un territoire sont définis, peuvent assurer la gouvernance et la gestion d'une APCA (CAE, 2018). Les membres des collectivités autochtones peuvent être représentés par des conseils tribaux, des conseils de bandes (*de jure*), des conseils des aînés (ou chefs héréditaires) (*de facto*), des gouvernements ou autres organisations autochtones. Les conseils tribaux sont formés par plusieurs peuples autochtones partageant des intérêts communs dans une aire géographique. Ils regroupent volontairement plusieurs conseils de bande pour offrir des services à tous les membres des Premières Nations s'y rattachant (Gouvernement du Canada, 2019c). Par exemple, le gouvernement du peuple Tlicho, créé en vertu de l'Accord Tlicho à la suite d'une entente de revendication territoriale, incluant l'autonomie gouvernementale, dans les Territoires du Nord-Ouest, est formé de quatre conseils de bande de Premières Nations : Dog Rib Rae, Whati, Gameti et Dechi Laot'i (RCAANC, 2003 ; Tlicho Government, 2013). Ce gouvernement assure la gouvernance et la gestion de l'aire protégée de *Wehexlaxodiale*. Le plan de gestion de l'aire a été élaboré par deux membres de chacune des collectivités impliquées, assurant ainsi les intérêts de tous dans la gestion de l'aire protégée (Tlicho Government, 2013).

Toutefois, le fait que des structures politiques autochtones, telles que les conseils de bande qui ont été imposés par la *Loi sur les Indiens* de 1876 (Loi sur les Indiens, L.C.R. 1985), ne soient pas traditionnelles peut soulever des conflits concernant l'institution autochtone qui sera responsable de gouverner et gérer une APCA, et également des membres qui la composent. Plusieurs Premières Nations au Québec, dont les

Innus de Mani-utenam en 1992, les Algonquins de Lac-Barrière en 1996 et les Mi'gmacs de Listuguj en 1998, ont contesté le système du conseil de bande, dont ses élus et leurs prises de décisions (Morissette, 2007). En effet, la structure qui a été imposée par le colonialisme a remplacé les organisations politiques traditionnelles qui s'inspirent des valeurs, des compétences et du savoir-faire ancestral des communautés (Morissette, 2007; Beaulieu et Béreau, 2016). Ainsi, les APCA devraient davantage s'inspirer d'une institution politique autochtone traditionnelle qui aspire à maintenir la culture et les valeurs ancestrales.

➔ **Recommandation 3** : L'institution autochtone responsable de l'APCA ne devrait pas uniquement découler d'un conseil de bande, mais d'une structure politique traditionnelle qui assure les motivations et aspirations des communautés autochtones. Les élus qui y siègeront devraient être déterminés par les membres de la ou des nations impliquées.

3.1.4. Conformité à la déclaration volontaire par le peuple autochtone (critère 4)

Autant à l'international qu'au Canada, la déclaration d'une APCA doit être faite volontairement et à l'initiative du peuple autochtone. Ce dernier dirige l'établissement de l'APCA sur des terres où il détient des droits ancestraux et/ou territoriaux, des droits reconnus par la DNUDPA en vertu de l'article 26 (Nations Unies, 2008). Un soutien financier, organisationnel et technique des gouvernements étatiques ou d'autres acteurs de la conservation peut être ou devrait être accordé, afin de mener les étapes du processus de désignation.

Nous avons vu qu'au Canada, le processus de désignation doit respecter les modalités concernant les traités, ententes de revendications territoriales, ententes concernant l'autonomie gouvernementale et autres arrangements territoriaux (ECCC, 2018a). Ainsi, l'aspect volontaire, soit « non imposé » d'une APCA doit être maintenu, malgré l'implication de l'État dans la gouvernance des terres. La section 3.1.2 a montré l'ampleur des traités qui recouvrent une importante superficie du territoire canadien (Figure 3.2). Zurba et ses collaborateurs (2019) suggèrent que les traités historiques et modernes pourraient mener à une déclaration imposée par l'État dans lequel il pourrait y avoir une centralisation du pouvoir décisionnel en ce qui concerne la détermination des objectifs de conservation, de gouvernance, entre autres, afin de combler les besoins des États fédéral et provinciaux en matière d'aires protégées. Par conséquent, les traités historiques représentent éventuellement un défi à l'égard de l'aspect volontaire des APCA.

➔ **Recommandation 4** : Pour assurer que les motivations et aspirations des peuples autochtones soient prises en compte dans le processus de désignation de l'APCA, il est recommandé de suivre l'exemple australien où les communautés aborigènes endossent et élaborent l'entièreté du plan de gestion de l'aire protégée, ce qui assure que leurs aspirations et besoins soient inclus dans les objectifs de conservation.

3.1.5. Conformité à la détermination de la structure de gouvernance de l'APCA (critère 5)

Les critères de conformité internationaux et nationaux prévoient que lors de l'établissement d'une APCA, l'institution autochtone détermine la structure de gouvernance; elle peut donc choisir de maintenir la gouvernance qui s'applique déjà dans la zone candidate, laquelle peut être une gouvernance basée sur des lois et coutumes traditionnelles, ou opter pour une gouvernance partagée.

Une gouvernance autochtone exclusive serait davantage l'option souhaitée par le Cercle autochtone d'experts. Cependant, étant donné que la gouvernance de la majorité des terres au Canada est sous la responsabilité des provinces, des territoires et du fédéral, le gouvernement canadien a développé une gamme de modèles de partenariats de gouvernance et de gestion pour la désignation d'une APCA, fondés sur les diverses recommandations du Cercle autochtone d'experts (CAE) (Figure 3.3).

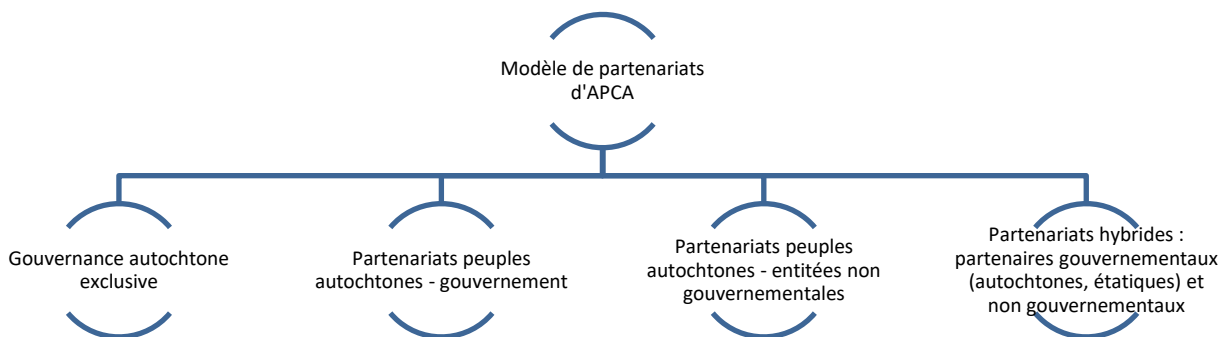


Figure 3.3. Modèles de partenariats proposés par le CAE pour la gouvernance des APCA.

Inspiré de : ECCC (2018a), p. 46

En raison du pouvoir limité des autochtones sur les terres, un problème complexe surgit quand vient le temps de choisir le meilleur système de gouvernance pour une aire protégée canadienne lorsqu'il y a plusieurs parties impliquées: les besoins et aspirations de conservation de la terre et des mers des

communautés autochtones sont bien souvent incompatibles avec celles qui dominent dans le système national des aires protégées canadien (McAvoy, McDonald et Carlson, 2003; Clark, Fluker et Risby, 2008; Murray et King, 2012). C'est pourquoi « les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux reconnaissent qu'une approche mutuellement acceptable en matière de gouvernance, de gestion et d'exploitation des APCA est requise » (ECCC, 2018a, p. 45). Ces derniers soulèvent l'importance d'une approche mutuelle où la situation particulière de chaque partie est prise en compte. Ceci est de nature à tendre graduellement vers la conformité aux critères internationaux des APAC/ICCA.

L'Australie a mis, quant à elle, la gouvernance autochtone comme un critère essentiel à l'établissement et la gestion des APCA, suivant la définition de l'UICN (Smyth, 2015). Son contexte est cependant différent puisque les communautés aborigènes australiennes détiennent à 100 % la gouvernance sur leurs terres en raison de leurs droits territoriaux, à l'exception d'une IPA sous une tenure de *Country* telle que vue chapitre 2, amenant moins l'établissement de partenariats dans la gouvernance. Le Canada pourrait éventuellement s'inspirer du modèle australien par la restitution des terres ancestrales aux mains des peuples autochtones. Cette mesure permettrait au APCA d'envisager une gouvernance autochtone exclusive telle que prévue par l'UICN, en plus de contribuer à d'autres engagements canadiens envers les peuples autochtones, dont le rétablissement de relations de nation à nation et la reconnaissance des droits autochtones (CAE, 2018).

3.1.6. Conformité à la détermination de la catégorie de gestion de l'UICN (critère 6)

Les lignes directrices internationales restent une barrière à franchir afin que les APAC/ICCA puissent être reconnues (Dudley, 2018). En effet, il s'avère parfois difficile de déterminer la catégorie de gestion de l'UICN correspondant aux objectifs de gestion d'une APAC/ICCA. Plusieurs auteurs ont souligné la dualité entre les lignes directrices de l'UICN en matière de catégories d'aires protégées et celles concernant les APAC/ICCA (Kothari, 2006; Berkes, 2009; Hill, 2011). Bien que Kothari (2006) mentionne que les APAC/ICCA peuvent se situer dans l'une des 7 catégories de gestion, selon Dudley *et al.* (2010) et Jonas *et al.* (2017), la vision holistique des peuples autochtones quant à la conservation de la nature ne pourrait s'accorder qu'avec les catégories V et VI, ne laissant pas une grande place à la reconnaissance de la gestion autochtone. Malgré le développement d'un plus large éventail d'utilisations durables et de types de gouvernance avec la mise en revue en 2010 du guide de Dudley (2008) sur la gestion et la gouvernance des aires protégées, les aspirations autochtones ne sont pas encore intégrées aux lignes directrices de l'UICN, auxquels souscrivent les systèmes nationaux comme celui du Canada (Dudley *et al.*, 2010; Kothari

et al., 2012). La redéfinition des discours institutionnels mondiaux sur la conservation des aires protégées doit donc s'inscrire dans une approche inclusive et diversifiée, et pas seulement promouvoir la conservation qui cible le maintien de la nature dans son état le plus sauvage (Berkes, 2009; Shultis et Heffner, 2016).

Une double désignation d'une aire protégée pourrait venir combler les diverses motivations de conservation. À titre d'illustration, l'APCA d'Edézhîe du peuple Dehcho recevra une seconde désignation en 2020 et sera officiellement déclarée réserve nationale de faune (RNF). Cette double appellation vient raffermir les objectifs et les mesures de conservation à prendre envers les espèces menacées qu'on y retrouve, telles que le caribou des bois (*Rangifer tarandus*) et le bison des bois (*Bison bison athabasca*), pour ainsi satisfaire les critères de conservation d'une RNF, sans toutefois limiter les aspirations des communautés autochtones (Gouvernement du Canada, 2019a). De plus, l'obtention des deux désignations permet la création officielle de l'aire protégée d'Edézhîe au sein du système national d'aires protégées, les APCA n'étant pas encore juridiquement reconnues. Toutefois, l'implantation de règlements supplémentaires peut mener à des restrictions sur les pratiques traditionnelles des communautés (Dudley, 2010); ainsi, à travers l'accord de désignation, tel que l'Accord d'Edézhîe, il est essentiel d'élaborer cet aspect et d'y trouver un terrain d'entente.

Par ailleurs, un système de zonage pourrait faciliter la prise de décision sur les objectifs de gestion d'une APCA. Cette dernière peut être subdivisée en zones, selon l'écosystème, l'occupation et l'utilisation du territoire, la présence d'espèces vulnérables, etc., dans lesquelles les stratégies de gestion varieront selon leurs particularités (Thomas, 2011). Le zonage est une méthode qui est employée depuis longtemps par les gestionnaires et qui permet de plus facilement structurer la gestion d'une aire (Thomas, 2011). Ainsi, certaines zones d'une APCA pourraient apporter une protection plus stricte sur certains habitats et espèces vulnérables ou sacrées où toutes activités humaines s'avérant conflictuelles avec les objectifs de conservation seraient proscrites et des zones où il y aurait plutôt une utilisation durable des ressources du territoire.

➔ **Recommandation 5 :** Établir un système de zonage d'une APCA dans le cas où celle-ci doit répondre à d'autres objectifs de gestion, autres que celles de la catégorie de gestion désignée, lesquelles pourraient s'avérer compatibles ou incompatibles avec les motivations et aspirations des communautés autochtones.

3.1.7. Conformité aux lignes directrices internationales sur les aires protégées et à la définition canadienne d'aire protégée et d'AMCEZ (critère 7)

Les APCA peuvent être déclarées comme aires protégées et intégrées au système d'aires protégées canadien si elles respectent la définition d'aires protégées de l'UICN (Kothari, 2006; Dudley, 2008; Dudley, 2018), ainsi que la définition canadienne d'aires protégées, ou celle des autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) (critère 6, Tableau 3.1) (ECCC, 2018a). Elles peuvent alors être comptabilisées dans l'atteinte de l'Objectif 1 canadien (Jonas *et al.*, 2017; Zurba *et al.*, 2019).

En ouvrant la porte à d'autres moyens que les moyens légaux, la définition canadienne d'aires protégées offre la possibilité de déclarer et de gérer une aire protégée en dehors des moyens législatifs dans le cadre desquelles les aires protégées gérées par le gouvernement sont généralement établies (Smyth, 2006; Stevens, 2010). C'est l'UICN qui a proposé en 2008 d'introduire cette possibilité en l'intégrant à sa définition (Dudley *et al.*, 2010). Cet élément est avantageux pour la désignation des APCA, car cela fournit un mécanisme à travers lequel les APCA pourraient être désignées et reconnues sans avoir à se soumettre aux modèles de gouvernance coloniaux traditionnels. Cela s'avère aussi compatible avec l'autodétermination des peuples autochtones par l'entremise de la gouvernance et de la gestion de leur territoire, une caractéristique essentielle des APCA soulignée dans le premier critère canadien (section 2.1.2) (Stevens, 2010). La notion de moyens autres que légaux ouvre également la porte à la reconnaissance des règles et coutumes indigènes comme moyens efficaces pour favoriser la conservation des aires protégées, ce qui pourrait faciliter l'adoption du modèle de gouvernance autochtone dans le système national d'aires protégées fédérales (Dudley *et al.*, 2018).

Même si en principe rien ne limite la conformité des APCA à un élément clé de la définition d'aire protégée, la « conservation à long terme », celle-ci est souvent remise en question par diverses agences et institutions internationales de conservation (Kothari, 2006; Oviedo, 2006; Dudley, 2010). Cela s'explique par le fait que les scientifiques de la conservation résistent à intégrer la culture dans une conception de la nature où l'humain est encore considéré comme un facteur de perturbation (Samson, 2006; Bull *et al.*, 2019). Cette dualité entre la nature et l'humain constitue selon Samson (2006) une philosophie toujours actuelle chez Parcs Canada dans la création des parcs nationaux. Toutefois, l'Agence Parcs Canada reconnaît davantage, au fil du temps, que les pratiques et usages autochtones, autrefois bannis des aires protégées, ne sont pas néfastes à la protection de la nature et peuvent même y contribuer (Martin, 2014). Dans le Nord canadien, Parcs Canada intègre de plus en plus les priorités et aspirations autochtones dans

les plans de gestion des parcs nationaux (Martin, 2014). À titre d'illustration, le plan de gestion du parc Ivvavik repose sur le fait que les humains font partie intégrante des écosystèmes (Parcs Canada, 2018) et celui du parc Tuktut Nogait affirme que la reconnaissance et le respect du savoir-faire traditionnel sont l'un des principes sur lequel la gestion doit être guidée (Parcs Canada, 2007). De plus, l'étude de Thomlinson et Crouch (2012) a montré la reconnaissance de Parcs Canada à l'égard de l'utilisation des terres du peuple Haïda en Colombie-Britannique. « Après des générations d'utilisation des terres, les Haïda sont liés ("appartiennent") à la terre, et ils ont un intérêt direct dans sa conservation continue, ce que Parcs Canada a reconnu » (Thomlinson et Crouch, 2012, p. 84, traduction libre). On constate que la vision des peuples autochtones à agir pour les générations futures prône la conservation de leur territoire à long terme, un aspect de plus en plus reconnu au Canada, ce qui met en place des conditions favorables à l'établissement de ces aires sur le territoire.

Par ailleurs, la définition d'aires protégées canadienne ou son interprétation (ECCC, 2018a) prévoit la conservation de la biodiversité *in situ* comme un objectif prioritaire, alors que dans les APCA, avec certaines exceptions, il s'agit davantage du résultat des activités de gestion traditionnelles (Jonas *et al.*, 2017); la conservation de la biodiversité ne constitue donc pas nécessairement un objectif prioritaire. Pour cette raison, les APCA qui ne seraient pas établies avec la conservation de la biodiversité comme premier objectif et donc ne satisferaient pas entièrement la définition d'aire protégée canadienne, pourraient s'inscrire dans celles des AMCEZ, dans lesquelles les activités de gestion ciblent des résultats positifs en matière de conservation *in situ* de la biodiversité, quels que soient les objectifs de gestion (Jonas *et al.*, 2017).

3.1.8. Conformité au critère concernant la gestion de l'APCA (critère 9)

Pour être conforme aux critères internationaux qui concernent les objectifs de gestion de l'APCA, sa gestion doit promouvoir la conservation de la biodiversité à long terme. Ceci est déterminé dans le plan de gestion de l'aire. Les objectifs doivent également être cohérents avec la catégorie de gestion de l'UICN choisie pour l'établissement de l'APCA. Les lignes directrices canadiennes en matière de gestion des aires protégées exigent un plan de gestion efficace avec des objectifs qui suivent ceux de la catégorie de gestion choisie, ce qui permet donc à d'éventuelles APCA canadiennes de se conformer ainsi aux critères sur la gestion (ECCC, 2018a).

Un autre critère de conformité international et national consiste dans le fait que la gestion doit cibler la conservation de la diversité culturelle des autochtones par l'entremise des objectifs de conservation. La nature volontaire du processus de désignation de l'APCA, incluant l'élaboration du plan de gestion, est un moyen d'assurer que les aspirations et besoins des peuples autochtones soient intégrés à la gestion de l'APCA et ainsi respecter ce critère. Dans le Nord canadien, les plans de gestion des parcs nationaux cogérés entre Parcs Canada et les collectivités autochtones assurent la conservation des cultures indigènes à travers des ententes et accords de cogestion. De plus, les gouvernements étatiques sont dans l'obligation de consulter et de prendre en compte les besoins des peuples autochtones dans les processus de désignation des aires protégées en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Par le fait même, en vertu de la DNUDPA, le gouvernement fédéral doit accorder reconnaissance et protection juridique aux territoires et ressources naturelles qu'occupent traditionnellement ou possèdent les peuples autochtones. Cette reconnaissance réfère au respect des coutumes et des traditions des peuples autochtones concernés (Nations Unis, 2008).

3.2. Analyse du contexte canadien à la lumière des facteurs de succès des APCA selon l'expérience australienne

Plusieurs facteurs de succès ont pu être identifiés à travers les études de cas sur la désignation et la gestion des APCA de Nantawarrina et de Dhimurru en Australie (Tableau 3.2), des éléments qui peuvent fortement contribuer à la création et au fonctionnement à long terme des APCA. Les sections suivantes présentent une analyse de ces facteurs de succès, afin d'établir s'ils sont présents au Canada, et sinon, pour indiquer de bonnes pratiques à intégrer dans la désignation ou la gestion des APCA.

Tableau 3.2. Synthèse des facteurs de succès soulevés dans les études de cas australiennes sur les IPA.

Désignation d'une APCA	Gestion d'une APCA
<ul style="list-style-type: none"> • Relations de confiance entre le peuple autochtone et l'État (entre les partenaires) • Présence d'un cadre législatif qui permet la reconnaissance de l'aire comme APCA par le pays • Contrôle du processus de désignation par l'institution communautaire, incluant l'élaboration du plan de gestion, et de la gestion sur le terrain • Capacité de négociation de l'institution autochtone qui prend en charge l'aire protégée • Proximité de partenaires institutionnels potentiels dans la gestion (pôles urbains) • Programme de financement national en soutien à la désignation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de financement national en soutien à la gestion • Diversification du financement pluriannuel et capacité à générer ses propres revenus • Contrôle direct des fonds octroyés pour la gestion par l'institution autochtone • Création de réseaux de partenariat diversifiés <ul style="list-style-type: none"> ○ Génèrent des bénéfices mutuels pour l'ensemble des parties prenantes ○ Communication efficace et continue entre les partenaires de la gestion

3.2.1. Relations de confiance entre le peuple autochtone et l'État

L'établissement et le maintien de fortes relations de confiance égalitaires entre les divers acteurs impliqués dans la création et la gestion d'une IPA ont été identifiés comme un premier facteur de succès à l'établissement d'une APCA en Australie. Un élément pouvant affecter la création de relations de confiance est l'historique des rapports entre les collectivités autochtones et l'État (Ross *et al.*, 2009; Carroll, 2014). Or, la relation entre les autochtones et les non-autochtones au Canada, et dans bien d'autres pays, est fondée sur un historique de colonisation par un monde occidental ayant des visions divergentes de celles des collectivités autochtones. Au Canada, le rapport entre la société coloniale et les Premières Nations s'est d'abord développé avec le commerce, dont la traite des fourrures (Rivard et Desbiens, 2008). Au fil de l'époque de colonisation, la prédominance de la société coloniale sur le territoire s'est accentuée et a mené à la ségrégation spatiale et au confinement des peuples autochtones dans des « réserves », définies comme étant « des parcelles de terrain appartenant à la Reine du Canada, qui ont été mises de côté à l'usage et au profit d'une bande » (Loi sur les Indiens, L.C.R. 1985; Blanchette et Morin, 2004). La dépossession des terres ancestrales des Premières Nations s'est exercée avec violence, dans le but de faciliter l'appropriation des ressources naturelles et l'établissement des Européens (Alfred, 2005; Loo, 2011).

En 1876, l'adoption de la *Loi sur les Indiens*, qui s'appliquait aux Premières Nations, est venue chambouler les paysages culturels autochtones sur le territoire canadien. Cette loi a été instaurée à des fins d'assimilation des membres des Premières Nations et d'éradication culturelle (Henderson, 2018). La *Loi sur les Indiens* s'est traduite par des traumatismes, des violations des droits de la personne et des discriminations sociales et culturelles, dont les effets se sont fait sentir sur plusieurs générations (Henderson, 2018) et sont toujours d'actualité (Commission of Canada, 2015; National Inquiry, 2019).

La colonisation s'est poursuivie jusque dans la création des premières aires protégées canadiennes, par la venue des parcs nationaux en Amérique du Nord, sur le modèle conservacionniste de Yellowstone des États-Unis (Binnema et Niemi, 2006; Depraz et Héritier, 2012). Ce modèle est fondé sur la conservation de la nature sauvage par l'exclusion de toute activité humaine, y compris celles des communautés autochtones et locales (Youdelis, 2016). Le premier parc national canadien est celui de Banff, créé en 1887, suivi des parcs Jasper, Yoho, Glacier, Kootenay et plusieurs autres (Binnema et Niemi, 2006; Samson, 2006; Youdelis, 2016). Ces aires protégées ont mené à la dépossession des droits territoriaux et à la limitation du pouvoir d'exercer les activités traditionnelles des collectivités autochtones (Martin, 2014).

En raison de ce passé d'exclusion et de violations des droits en général et en lien avec la création des aires protégées au Canada, la méfiance des peuples autochtones envers le gouvernement canadien concernant la création d'aires protégées est une limite importante à l'établissement d'APCA au pays. Certains peuples autochtones perçoivent l'établissement d'aires protégées par le gouvernement fédéral comme une manière de se réserver les bénéfices associés à l'utilisation des ressources naturelles pour plus tard, allant de la découverte des ressources génétiques, à l'extraction du pétrole et aux minéraux (Finer, Moncel et Jenkins, 2010 ; Laird *et al.*, 2004; David Suzuki Foundation, 2018). Des faits réels ont entraîné ou renforcé ces perceptions négatives, comme celui du gouvernement de la Colombie-Britannique avec la première ministre Christy Clark qui, suite à son entrée en 2011, a envisagé la possibilité d'ouvrir les parcs nationaux de la province à l'exploration minière (Kelly, 2011; David Suzuki Foundation, 2018). D'autre part, l'intégration d'une zone conservée à un système national d'aires protégées est perçue comme une perte de contrôle sur les ressources, ainsi que sur la pratique des activités traditionnelles (Pathak *et al.*, 2004). Le parc national de Wood Buffalo en Alberta, tel que vu précédemment, est un exemple significativement représentatif de cette situation où la désignation d'une partie du territoire ancestral de la Première Nation Crie Mikisew en parc national a mené à l'impossibilité d'exercer leur droit de chasse, une activité essentielle à la subsistance de ces communautés (CAE, 2018). Par ailleurs, certains peuples autochtones craignent qu'une APCA ou une aire protégée gouvernementale désignée comme site sacré (catégorie de gestion III de l'UICN) soient reconnues officiellement par le système national, en raison des restrictions légales qui pourraient s'exercer sur son utilisation, et à cause du risque d'attirer des visiteurs vers des sites culturels considérés comme privés (Dudley, 2010).

Encore aujourd'hui, nombreuses sont les aires protégées canadiennes dans lesquelles les autochtones ne peuvent exercer leurs droits ancestraux ou doivent en demander l'accès afin de poursuivre leurs pratiques traditionnelles (CAE, 2018). Certains auteurs ont soulevé l'omission des agences gouvernementales de conservation d'inclure ou de consulter les communautés autochtones dans la gestion des aires protégées et dans la conservation des espèces en péril, résultant globalement en une faible participation des peuples autochtones dans la conservation des milieux naturels au Canada (Hill, Schuster et Bennett, 2019; Zurba *et al.*, 2019).

Malgré tout, certaines communautés autochtones au Canada perçoivent positivement l'établissement d'aires protégées sur leurs territoires. À titre d'exemple, une collectivité Inuit regroupant cinq communautés de la région du nord-est du Nunavut a signé une entente en 2018 avec le gouvernement

fédéral pour désigner l'aire marine nationale Tallurutiup Imanga. Cette entente confère des bénéfices mutuels aux parties, dont la préservation d'espèces en péril et de leurs habitats, la protection des modes de vie ancestraux, le maintien des activités traditionnelles et l'accès aux ressources alimentaires. De plus, cette entente permet d'établir une relation de collaboration entre le gouvernement fédéral et les Inuits quant à la gestion des activités dans l'aire (Parcs Canada, 2019b). Outre l'exemple de Tallurutiup Imanga, de bonnes relations de gestion se sont également développées entre les membres de la Première Nation Haida et Parcs Canada dans la cogestion de la réserve de parc national Gwaii Hanaas en Colombie-Britannique (Thomlinson et Crouch, 2012).

Au Canada, la reconstruction de relations fortes entre les communautés autochtones et les gouvernements étatiques est un grand défi. L'historique de colonisation des territoires ancestraux et des aires protégées contribue au maintien d'une méfiance bien ancrée chez les peuples autochtones affectant ainsi l'établissement d'APCA. À cet effet, le CAE propose, dans son rapport *Nous nous levons ensemble* 2018, plus de 28 recommandations qui ciblent l'atteinte de l'Objectif 1 national dans un esprit de réconciliation avec les peuples autochtones afin de rebâtir les relations entre les Autochtones et la Couronne (CAE, 2018). Devenu une priorité nationale suite à la ratification de la DNUDPA et conformément à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* sur les droits ancestraux des autochtones, le gouvernement canadien établit actuellement une nouvelle approche de création d'aires protégées afin de rebâtir ces relations.

L'Australie a rétabli progressivement des relations avec les communautés aborigènes en restituant les titres fonciers ancestraux des terres traditionnelles. En plus de contribuer à la réconciliation, cela a favorisé une reconnaissance des capacités des autochtones à réaliser la conservation et la gestion de la nature et à les impliquer davantage dans la gouvernance de l'environnement (Smyth, 2015; Godden et Cowell, 2016).

➔ **Recommandation 6 :** La réconciliation devrait être à la base de toutes ententes ou discussions entre les gouvernements étatiques et les peuples autochtones afin de rétablir et réparer les relations entre eux.

3.2.2. Présence d'un cadre législatif exclusif aux APCA

L'Australie a développé un cadre législatif permettant la reconnaissance et le soutien des aires protégées autochtones par l'État, ce qui contribue à la création d'aires protégées et soutient les besoins et aspirations des communautés autochtones, hors des politiques coloniales, dans des structures gérées par des autochtones (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2010; Tran, Ban et Bhattacharyya, 2020). Actuellement, le Canada ne dispose d'aucun outil législatif ou politique spécifique aux APCA (CAE, 2018), qui favoriseraient leur reconnaissance ou appuieraient leur désignation et gestion. En effet, les outils législatifs existants visent prioritairement des catégories d'aires protégées où la conservation de la biodiversité est atteinte sans influence de l'activité humaine. À l'inverse, les peuples autochtones prônent une vision holistique de la conservation des terres et des eaux, où les communautés humaines et la nature forment un monde interconnecté (Berkes, 2009; Zurba *et al.*, 2019).

Comme la compétence en matière de création et de gestion d'aires protégées revient à chaque niveau de juridiction, il incombe à chacun d'entre eux de développer et d'établir un cadre législatif en matière d'établissement et de gestion des APCA. Or, la riche diversité des cultures autochtones sur l'ensemble du territoire fait qu'un cadre législatif qui permet la vision de tous est plus difficile à percevoir (CAE, 2018). Cette nouvelle législation pourrait donc se baser sur des lignes directrices établies à l'échelle nationale, avec une définition d'APCA claire et précise définie et adoptée par les Autochtones, ensuite adaptée aux conditions politiques, culturelles, sociales, écologiques et environnementales de chaque province et territoire.

➔ **Recommandation 7** : Le cadre législatif doit être flexible afin que les motivations, aspirations et valeurs culturelles de chaque communauté autochtone qui souhaite établir une APCA soient prises en compte, notamment dans les objectifs du plan de gestion, tout en conservant les éléments clés de la définition d'APCA.

3.2.3. Contrôle du processus de désignation et de la gestion de l'APCA par l'institution autochtone

En plus d'être considéré comme un critère de conformité internationalement et nationalement, le contrôle dans le processus de désignation d'une APCA par un peuple autochtone a été soulevé comme un facteur de succès dans l'expérience australienne. Nous avons vu, par l'entremise de l'APCA d'Edézhée, que celle-ci avait été volontairement désignée par les membres du gouvernement de la Première Nation Dehcho, et cela avec le soutien et la contribution technique et organisationnelle des gouvernements

provinciaux et fédéraux. Comme mentionné précédemment, ce contrôle dans le processus de désignation par les communautés autochtones pourrait être affecté par les traités où les gouvernements étatiques interviennent dans la gouvernance et la gestion des terres. Ainsi, il faut s'assurer dans l'établissement de futures APCA au Canada que la déclaration par le peuple autochtone soit entièrement volontaire.

En ce qui concerne le contrôle sur la gestion des APCA, l'expérience australienne a montré qu'un des facteurs de succès du fonctionnement des IPA réside dans une gestion sur le terrain entièrement menée par les membres d'une organisation autochtone. En plus de contribuer à l'autodétermination des Premières Nations par la prise en charge de la gestion, ce facteur de succès contribue à générer des bénéfices économiques et socioculturels, promouvant une certaine autonomie financière des collectivités. Au Canada, le gouvernement fédéral a mis sur pied le Programme des Gardiens Autochtones (SVA, 2016). Inspiré par le *Aboriginal Ranger Program* de l'Australie, ce programme soutient les efforts de conservation des collectivités autochtones dans la gestion de leurs terres ancestrales selon des lois et valeurs traditionnelles (Parcs Canada, 2017b; Artelle *et al.*, 2019). Dans l'APCA d'Edézhzié, le gouvernement Dehcho administre également le programme des gardiens *Dehcho K'éhodi* qui assure la formation des autochtones pour mener les activités de gestion sur le terrain (Wiebe, 2016). Ainsi, ce programme gouvernemental canadien pourrait fortement contribuer à la désignation et au maintien des APCA par la communauté autochtone locale, comme exploré dans l'expérience australienne avec le *Working for Country* et *Aboriginal Ranger Program*.

3.2.4. Capacité des peuples autochtones à négocier

L'expérience sur l'APCA de Dhimurru a montré que la capacité de négociation des membres du peuple indigène des *Yolngu* leur a permis de faire entendre leurs besoins et aspirations lors des processus de négociation concernant l'Accord multi partenariat (Bauman et Smyth, 2007). En raison de l'intervention de nombreux acteurs sur la gouvernance du territoire, la mise en place d'APCA introduit beaucoup de négociations, de processus politiques et de réglementations (David Suzuki Foundation, 2018). Au Canada, l'historique de colonisation est venu limiter cette capacité des peuples autochtones à négocier avec l'État. Vers les années 1920, les autochtones étaient dans l'interdiction de pouvoir lever des fonds pour entrer en processus de revendications territoriales ou même avoir accès à des services d'avocats (Rodon, 2009). Cela a changé au fil du temps avec la libéralisation de la *Loi sur les Indiens* en 1954, la reconnaissance graduelle des autochtones dans la Constitution avec l'article 35 introduit en 1982, et l'arrivée des traités modernes, dont ceux accordant une pleine autonomie gouvernementale (Rodon, 2009; Roy, 2009;

RCAANC, 2019). Certes, de nombreux problèmes et conflits subsistent toujours dans les négociations. Bien que le gouvernement fédéral ait une responsabilité fiduciaire historique envers les peuples autochtones et se doit de protéger leurs intérêts en vertu de l'article 91 (24) de la Constitution, c'est pourtant ce même gouvernement qui négocie, décide de l'admissibilité des revendications, et qui, par le fait même, se défend dans les causes en matière de droits autochtones (Rodon, 2009). Les processus sont profondément contrôlés par les gouvernements étatiques jusqu'à même suspendre les négociations, financées par le gouvernement fédéral lui-même, lorsqu'ils jugent les autochtones comme étant « non raisonnables » face aux ententes (Rodon, 2009). D'autre part, les négociations sur les ententes de revendications sont très complexes et peuvent s'étaler sur de nombreuses années (Alcantara, 2008; Murray et King 2012). Tel est le cas de la Première Nation de Tla-o-qui-aht, localisée sur l'île de Vancouver, qui a entamé un processus de revendication territoriale en 1993, afin d'obtenir un titre d'occupation légal pour faciliter la gouvernance autochtone du parc tribal Tla-o-qui-aht. Les négociations entre le gouvernement fédéral, provincial et le Conseil des Premières Nations de Tla-o-qui-aht sont toujours en cours, actuellement à la quatrième étape des six à franchir dans le processus de conclusion de traités (BCTC, 2020).

Par ailleurs, la capacité de négocier des revendications territoriales est beaucoup plus difficile au sud du 60^e parallèle, dans les provinces. Bien que la compétence en matière de peuples autochtones soit fédérale, l'utilisation des terres et des ressources naturelles est le champ de compétence des provinces. Conséquemment, cela rend les processus de revendications complexes puisqu'il s'agit de négocier le partage des ressources entre trois parties différentes dans un territoire où les autochtones sont minoritaires et où l'on retrouve la grande majorité des populations allochtones (Rodon, 2009). Toutefois, la jurisprudence de la Cour suprême canadienne exige que les provinces consultent et accommodent les peuples autochtones possédant des droits territoriaux (Otis, 2005). Au fil du temps, on s'est aperçu que c'est majoritairement dans le Nord que les revendications territoriales globales ont abouti (Rodon, 2009). Encore aujourd'hui, ces processus de négociations dépendent profondément de la bonne volonté des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Pour éviter ces problèmes et offrir une véritable voie aux autochtones, la Nouvelle-Zélande a créé un organisme indépendant, le tribunal Waitangi, responsable d'étudier les cas de revendications des Maori et de proposer des recommandations au gouvernement. Ce tribunal se compose autant de Maori que d'allochtones ce qui permet d'obtenir les perspectives de tous pour l'élaboration de recommandations (Rodon, 2009). Au Canada, lorsque des projets d'exploitation et d'utilisation des ressources naturelles sont

envisagés par des groupes externes allochtones sur un territoire ancestral ou issu de traités, il existe des organisations non gouvernementales qui ont comme mission d'aider les communautés autochtones à négocier des ententes sur les avantages et les répercussions (ERA). Des outils ont été développés par des experts du domaine des ERA disponibles gratuitement pour les Premières Nations afin de développer leur capacité à négocier une ERA et à les guider à travers les étapes du processus, autant dans le secteur minier que pour la création d'aires protégées (Gibson et O'Faircheallaigh, 2015).

3.2.5. Proximité de partenaires institutionnels potentiels dans la gestion (pôles urbains)

L'expérience australienne avec l'IPA de Dhimurru a montré que lorsque l'aire est localisée près d'un pôle urbain et qu'elle est facile d'accès, la gestion avec les partenaires institutionnels est plus facile à développer et ainsi, plus simple à maintenir efficacement sur le long terme. Or, au Canada, l'isolement géographique des peuples autochtones souhaitant volontairement désigner une APCA pourrait jouer en défaveur pour la raison que de nombreuses APCA potentielles sont localisées dans le nord du pays sans accès routier. En effet, cette distanciation spatiale limite le développement touristique qui permet de générer des revenus autonomes, ainsi que l'accès aux ressources techniques et organisationnelles, tous des éléments contribuant à l'établissement et la gestion des aires protégées (Lane, 2008).

Cependant, les coûts de gestion de l'APCA pourraient s'avérer moindres, comme mentionné par Kothari (2006) et Brown *et al.* (2006), en raison du fait qu'ils sont souvent couverts par les activités traditionnelles et quotidiennes de la communauté autochtone dans le territoire ou par l'entremise de l'institution déjà existante. Toutefois, advenant une situation financière particulièrement difficile, des fonds supplémentaires seraient nécessaires pour que la gestion de l'APCA soit maintenue et assurée efficacement à long terme.

➔ **Recommandation 8 :** Proposer des programmes de financement flexibles selon le contexte de chaque APCA, en particulier pour celles qui pourraient être limitées dans la diversification des sources de financement pour des raisons d'isolement géographique.

3.2.6. Diversification du financement des APCA et de la capacité à générer des revenus autonomes

Que ce soit dans les parcs nationaux, les réserves nationales de faune, ou dans les futures APCA, le financement est impératif à la gestion efficace et durable des aires protégées et au développement du réseau d'aires protégées sur l'ensemble du territoire canadien. Pouvoir assurer un financement à long

terme d'une aire protégée ou que celle-ci puisse éventuellement générer ses propres revenus est un facteur de succès soulevé dans les études de cas. En Australie, le *IPA Program* permet de soutenir financièrement le processus de désignation des aires protégées autochtones. Bien que les ententes soient sur des cycles annuels, ce programme national permet la mise en place d'IPA et favorise l'autonomisation des revenus générés par celle-ci, telle que vue avec l'IPA de Nantawarrina. Toutefois, qu'en est-il de la diversité du financement du gouvernement fédéral canadien et de sa capacité à financer les aires protégées à long terme?

Les aires protégées fédérales gérées par les agences de Parcs Canada, Pêche et Océans Canada et le Service canadien de la faune, reçoivent toutes une partie de leur financement directement du gouvernement fédéral à travers le ministère ECCC. Ce dernier administre les divers fonds, dont le Fonds Autochtone pour les espèces en péril et le Fonds de la Nature (Parcs Canada, 2020). En ce qui concerne les parcs nationaux, Parcs Canada reçoit du financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles, celles-ci étant attribuées en fonction des besoins de trésorerie (Parcs Canada, 2020). Cependant, des études ont soulevé les problèmes de financement à long terme des parcs nationaux fédéraux et des impacts que cela entraîne sur les objectifs de conservation des aires protégées (Dearden et Dempsey 2004). En effet, au début des années 2000, Parcs Canada a connu d'importantes coupes budgétaires. Le maintien des objectifs de conservation, dont l'intégrité écologique, exige des suivis rigoureux, de la recherche scientifique, la création de partenariats, toutes des activités qui requièrent d'importantes ressources financières à long terme (Dearden et Dempsey 2004). Ce financement dépend fortement de l'engagement politique, qui varie considérablement dans le temps et qui est soumis aux aléas des changements de ministre et de gouvernement (Dearden et Dempsey, 2004). Afin de remédier à ce besoin financier, l'Agence a augmenté l'accès des aires protégées aux visiteurs et a introduit des coûts d'entrée dans les parcs nationaux pour générer davantage de revenus autonomes (Dearden et Dempsey 2004). Encore aujourd'hui, les agences de conservation ont soulevé les coupes budgétaires et la diminution des ressources financières comme des défis rencontrés dans la gestion et l'augmentation des réseaux d'aires protégées au Canada (ECCC, 2016a).

Non seulement les institutions administratives des APCA, comme celles des autres aires protégées, pourraient avoir des revenus insuffisants pour assurer leur mission, mais cela s'ajouterait aux problèmes financiers de nombreux gouvernements autochtones. Ceux-ci font déjà face à un manque de financement, qui proviennent principalement des gouvernements étatiques (Singleton, 2009), pour assumer leurs

responsabilités politiques et administratives, et surtout dans les petites collectivités (David Suzuki Foundation, 2018). C'est sans compter les territoires et réserves autochtones qui n'ont pas encore accès à l'eau potable, à des installations sanitaires et à l'électricité (Thompson, Post et McBean, 2017; Baijius et Patrick, 2019), un héritage de la Loi sur les Indiens (Suzuki, 2017; Dumais-Dubé, 2019). Ces faits résultent dans des relations de pouvoir et de distribution des ressources non équitables entre les divers paliers gouvernementaux (Singleton, 2009). Le CAE a également mentionné l'importance de renforcer la capacité financière des collectivités autochtones dans la gestion de leur territoire, afin d'aboutir à une forme d'autonomie financière à long terme (CAE, 2018).

Parmi les sources de financement possibles des APCA, on retrouve le Fonds de la Nature. Créé en 2018 par le gouvernement fédéral, le Fonds de la Nature permet de soutenir la protection des écosystèmes, des espèces en péril et de la biodiversité en offrant du financement pour le démarrage de divers projets de création d'aires protégées et du soutien technique pour l'aide au développement des aires protégées, afin de poursuivre et d'augmenter les efforts dans l'atteinte de l'objectif 1 national sur la conservation de la biodiversité (Gouvernement du Canada, 2020). Depuis, plusieurs octrois ont été accordés à diverses collectivités autochtones pour la désignation d'APCA, dont l'APCA d'Edézhzié de la Première Nation Dehcho (ECCC, 2019c). Le Fonds de la Nature offre également un volet spécifique à la préservation des espèces en péril. Ainsi, la désignation d'APCA ayant comme objectif principal la protection d'espèces en péril pourrait obtenir ce financement, en plus d'autres programmes axés sur les mêmes stratégies, dont le Fonds autochtone pour les espèces en péril et le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril. Le Fonds de la Nature s'élève à 500 millions \$ sur 5 ans, dont 300 millions \$ sont alloués à l'augmentation de la superficie des systèmes d'aires protégées (ECCC, 2018b). Le financement accordé varie sur des cycles annuels pouvant aller jusqu'à 3 ans selon l'ampleur et les besoins de chaque projet (ECCC, 2018b).

En plus du Fonds de la Nature, le gouvernement canadien peut soutenir les APCA avec le financement associé au Programme pour les Gardiens Autochtones, comme vu précédemment. Administré par ECCC, ce programme pilote offre 25 millions \$ en financement sur 4 ans. Cette somme permet de soutenir l'exercice du rôle des Premières Nations dans la gestion, le suivi et la surveillance des aires protégées (SVA, 2016). Des retombées économiques tangibles se font déjà ressentir dans les territoires autochtones. Par exemple, dans la région de Dehcho, le retour social sur l'investissement est estimé à 2,50\$ pour chaque dollar investi en valeur socioculturelle, économique et environnementale (SVA, 2016; Sheil, Boissière, et

Beaudoin, 2015). Une analyse de Nature United et des Premières nations côtières en 2016 a aussi montré que le programme des Gardiens a permis l'obtention de bénéfices économiques d'au moins dix fois le montant investi initialement (Nature United, 2019). Ces investissements permettent le développement de partenariats à long terme entre les nations autochtones et les gouvernements provinciaux, territoriaux et le fédéral (ECCC, 2019d).

Les organismes de conservation en terres privés, tels que Nature United, jouent également un rôle important dans l'établissement des APCA par leur soutien financier et technique. Anciennement TNC Canada, Nature United est une OBNL qui offre l'opportunité aux communautés autochtones de créer des partenariats avec des gouvernements de la Couronne pour pouvoir mettre de l'avant des projets ciblant la conservation de leurs terres et des eaux et d'en retirer des bénéfices socio-économiques (Nature United, 2019). Par exemple, plus de 30 millions \$ ont été amassés par Nature United, dont une contrepartie de 15 millions \$ du gouvernement fédéral, et investi dans la cogestion de l'aire protégée Thaidene Néné.

Malgré plusieurs sources de financement disponibles actuellement pour la désignation de nouvelles aires protégées et pour le développement des gardiens autochtones, les sources de financement du gouvernement canadien sont fondées sur des demandes et des versements annuels ou bisannuels (SVA, 2016, p.24). La capacité de financement à long terme est un défi à considérer dans la gestion d'APCA au Canada.

➔ **Recommandation 9** : Développer des programmes de financement pluriannuel spécifique à la désignation d'une APCA et d'autres programmes dédiés à la gestion de l'APCA, tels que le *IPA Program*, qui permettent de développer des bénéfices économiques et des revenus additionnels annuels.

3.2.7. Contrôle direct des fonds octroyés pour la gestion par l'institution autochtone

Afin d'éviter une structure paternaliste dans la gouvernance et la gestion de l'APCA, les communautés autochtones de l'Australie ont soulevé l'importance de détenir le contrôle sur les fonds qui leurs sont accordés pour assurer la gestion de l'aire. Entrée en vigueur en 2006, la *Loi canadienne sur la gestion financière des Premières Nations*, une loi facultative, procure aux gouvernements des diverses nations autochtones le pouvoir dans les domaines de la gestion des finances, des revenus locaux, des impôts fonciers et autres (AANC, 2019). En vertu de cette loi, les Premières Nations ont également accès à du

soutien auprès d'autres organisations, telles que le Conseil de la gestion financière des Premières Nations et l'Administration financière des Premières Nations, qui contribuent au développement économique et des infrastructures, ainsi qu'au renforcement des capacités des institutions autochtones dans la gestion de leurs fonds (SAC, 2018; AANC, 2019). Il existe également la *Loi sur la gestion des terres autochtones* entrée en vigueur en 1999 qui permet le transfert du contrôle des fonds communautaires aux Premières Nations (AANC, 2019). Toutefois, pour y avoir accès, les gouvernements autochtones doivent y adhérer.

3.2.8. La création de réseaux de partenariat diversifiés

Un des plus grands facteurs de succès relevé dans l'étude de cas de l'APCA Dhimurru en Australie est l'établissement d'un vaste réseau de partenaires entre l'institution autochtone et divers gouvernements étatiques, agences de conservation, institutions universitaires et plusieurs autres dans la gestion de l'IPA. Par l'entremise de l'Accord de partenariats de l'APCA Dhimurru, l'institution autochtone gestionnaire de la zone s'assure d'une diversité de soutien : technique, financier et organisationnel, permettant l'efficacité et le maintien de son IPA à long terme, en plus de fournir des bénéfices mutuels pour chaque partenaire. Au Canada, nous avons vu que la naissance de partenariats est nécessaire à l'établissement d'aires protégées en raison de la gouvernance du territoire canadien qui implique plusieurs parties. Toutefois, il faut miser sur un établissement efficace et durable d'ententes de partenariats qui s'établissent dans un esprit de réconciliation et respectent le critère de conformité lié au pouvoir décisionnel dans la désignation et la gestion des aires protégées. Cela inclut en principe le choix des partenaires par les autochtones, à l'exception de ceux qui sont légalement essentiels. Ainsi, des organisations comme ECCC (Parcs Canada, Service canadien de la faune), Pêches et Océans, le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du nord Canada, les ONG, ou des institutions de recherche universitaires et d'autres pourraient être des acteurs clés dans le développement des APCA au Canada. L'établissement de partenariats dans la recherche permettrait de développer une collaboration basée sur la reconnaissance mutuelle des connaissances autochtones et des connaissances scientifiques dans le domaine de la conservation, répondant également à l'objectif 15 national sur la conservation de la biodiversité (Annexe 1). Dans les parcs nationaux du Nord canadien gérés par Parcs Canada, plusieurs recherches sont d'ailleurs actuellement menées par des universités partenaires afin d'étudier leur intégrité écologique; la collaboration des peuples autochtones est essentielle dans cette tâche, car leurs compétences et savoir-faire traditionnel jouent un rôle clé dans la compréhension des enjeux liés à la gestion de ces territoires (Parcs Canada, 2017a; Parcs Canada, 2019c). Or, les connaissances autochtones sur la nature ne sont pas

assez reconnues et appréciées par toutes les institutions de recherche, en raison d'un cloisonnement entre les savoirs scientifiques et les savoirs traditionnels des communautés autochtones (Bull *et al.*, 2019).

Par ailleurs, dans le domaine de la préservation des espèces en péril et de leurs habitats essentiels, il serait possible de développer des partenariats entre les communautés autochtones gestionnaires de l'APCA et le Comité de la situation sur les espèces en péril au Canada (COSEPAC), le Service canadien de la Faune ou d'autres organisations ouvrant dans la protection des espèces sauvages.

➔ **Recommandation 10** : Les ententes de partenariat pour la gestion de l'APCA devraient assurer des bénéfices mutuels entre les diverses institutions impliquées.

3.3. Analyse du contexte canadien en fonction des défis des APCA selon l'expérience australienne

L'analyse des sections précédentes sur les critères de conformité internationaux et nationaux et sur les facteurs de succès a mené à l'identification de plusieurs défis concernant la désignation et la gestion des APCA dans un contexte canadien (Tableau 3.3). Outre ces défis, d'autres auteurs montrent que la barrière linguistique et le niveau d'alphabétisation, aussi vu comme le niveau de littératie, pourraient également agir comme contrainte face à l'établissement et la gestion des APCA.

Tableau 3.3. Synthèse des défis mis en lumière quant à la désignation et la gestion des APCA dans un contexte canadien.

Désignation de l'APCA	Gestion de l'APCA
<ul style="list-style-type: none"> • Méfiance des autochtones concernant l'établissement d'une APCA au sein d'un système national en raison d'un historique de colonisation basée sur l'expropriation • Centralisation des motivations des gouvernements fédéral et provinciaux sur les terres avec traités affectant la déclaration volontaire • Absence d'un cadre législatif reconnaissant les APCA • L'institution autochtone de l'APCA qui découle que du conseil de bande pourrait engendrer des conflits entre les membres d'une communauté • Faible capacité des autochtones à négocier dans les processus de désignation des aires protégées et des revendications territoriales • Isolement géographique des communautés autochtones nordiques • Niveau de littératie faible des peuples autochtones 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la gouvernance partagée, assurer le rôle primordial des institutions autochtones dans les prises de décisions • Financement à court terme des coûts reliés aux activités de gestion de l'aire protégée <ul style="list-style-type: none"> ◦ Soumis aux aléas des changements de ministre et de gouvernement • Incapacité à générer des revenus autonomes plus particulièrement dans les régions isolées géographiquement • Dualité des lignes directrices des catégories de gestion de l'UICN et de la vision de conservation des collectivités autochtones • Reconnaissance du savoir-faire traditionnel dans la gestion des aires protégées par la communauté scientifique et agences gouvernementales

3.3.1. Barrière d’alphabétisation et linguistique

Selon l’Enquête internationale sur l’alphabétisation et les compétences des adultes réalisée en 2003, les peuples autochtones au Canada, seulement ceux vivant hors réserve, possèdent un niveau de littératie inférieur à celui des allochtones, qui ont un niveau de compétence suffisant en littératie pour travailler dans une économie moderne (Biswal, 2008). Bien que l’échantillon ne soit pas représentatif de l’ensemble de la population autochtone et que de nombreuses communautés autochtones détiennent de bonnes compétences en littératie, cette lacune pourrait intervenir comme une limite chez certaines communautés à pouvoir entamer des processus de désignation d’aires protégées dans un système bien complexe, en particulier dans les communautés moins nombreuses et plus éloignées où les ressources humaines sont moins disponibles. En plus des nombreuses étapes impliquées dans le processus de désignation d’une aire protégée, tel qu’exploré dans le chapitre 1, ceux des revendications territoriales et des ententes de négociations le sont encore plus. Ainsi, l’accès à un soutien technique et organisationnel adéquat par l’entremise d’un programme spécifique à l’établissement d’APCA, tel que *IPA program* de l’Australie qui a été reconnu internationalement, pourrait fortement réduire l’impact de cette limite en offrant la possibilité aux communautés autochtones de pouvoir réaliser étape par étape la désignation d’une région ou d’un habitat en APCA tout en étant accompagnés pour le faire. Ce programme devrait être représenté par des entités autochtones et des entités allochtones afin de répondre aux besoins de tous et favoriser de bonnes relations de collaboration.

➔ **Recommandation 11** : Mettre en place un programme gouvernemental, composé de membres autochtones et allochtones, offrant du soutien technique, organisationnel dans les étapes de processus de désignation d’une APCA.

Par ailleurs, avec un recensement de plus de 60 langues autochtones au Canada, la barrière linguistique semble agir comme une limite importante, car la majorité des populations autochtones ont mentionné parler l’anglais (67,8 %) comme langue maternelle ou le français (5,8 %), soit moins de 75 % (Statistique Canada, 2016). Quelle que soit la langue parlée, les différentes visions autochtones en rapport avec la conservation des milieux naturels soulèvent une complexité dans la compréhension entre les différents acteurs. De plus, comme le CAE l’indique, les langues autochtones sont le cœur et l’âme sur lesquels les APCA sont établies (CAE, 2018). Ainsi, le maintien des discours, des rencontres et des écrits dans la langue traditionnelle est essentiel dans un contexte canadien. Conséquemment, la présence d’un traducteur ou d’un interprète permettant d’assurer une interprétation exhaustive des échanges est de mise, en plus de

contribuer à l'établissement de bonnes relations entre les divers partenaires. Dans l'Accord d'Edézhée, l'article 5.18 met l'accent sur l'obligation de traduire les rencontres et documents émis à l'intention des membres des conseils de gestion de Dehcho (Dehcho First Nations, 2019).

➔ **Recommandation 12** : Dans le cadre de la désignation et de la gestion d'une APCA, la présence d'interprètes et de traducteurs pour produire les documents dans chaque langue impliquée, sont recommandées pour la préservation des langues autochtones et la compréhension mutuelle entre les partenaires.

3.4. Opportunités pour la désignation d'APCA

Comme l'analyse l'a démontré précédemment, la possibilité d'établir des APCA est limitée par les traités historiques et les traités modernes par lesquels une grande majorité des territoires ancestraux des Premières Nations ont été cédés à la Couronne. Malgré cette contrainte, il existe au Canada plusieurs opportunités pour la désignation d'APCA, soit d'une part, les zones de conservation déjà volontairement conservées, comme les parcs tribaux, ou de nouvelles zones d'intérêt, dont les écosystèmes éloignés, les habitats essentiels des espèces en péril ou des aires de restauration.

3.4.1. Les parcs tribaux

Bien qu'ils ne soient pas encore pleinement reconnus comme des aires protégées selon la législation nationale, les parcs tribaux auraient le potentiel de pouvoir être désignés en tant qu'APCA, car ils répondent à l'élément « autres moyens efficaces » de la définition canadienne et sont des zones volontairement conservées par les communautés autochtones (CAE, 2018). Le mouvement des parcs tribaux au Canada a émergé en Colombie-Britannique au début des années 1980 avec le parc tribal de l'Île Meares, désigné et géré par la Première Nation Tla-o-qui-hat, en raison de la forte pression exercée par l'industrie forestière sur les forêts anciennes (Murray et Burrows, 2017; CAE, 2018). Dans les parcs tribaux, les Premières Nations peuvent développer une nouvelle approche de gouvernance propre à leurs motivations, au lieu d'adopter les modèles coloniaux. Les gestionnaires autochtones des parcs tribaux de la Première Nation Tla-o-qui-aht ont élaboré des approches combinant les connaissances traditionnelles et la science occidentale de la conservation. Cette synergie a contribué à l'amélioration de leurs aptitudes en matière de gouvernance des terres auprès des entités de conservation qui sont davantage influencées par les discours de conservation coloniaux (Murray et Burrows, 2017; CAE, 2018).

À l'international, les parcs tribaux sont, idéalement, établis sur une gouvernance des bassins hydrographiques autochtones, et situés sur des terres dont les autochtones détiennent le titre et dont ils sont les gestionnaires (Murray et King, 2012). Toutefois, au Canada les parcs tribaux sont localisés sur des terres où le droit de propriété est ambigu; la gouvernance est donc partagée entre les gouvernements fédéraux, provinciaux et les nations autochtones (CAE, 2018). On compte aujourd'hui de nombreux exemples de parcs tribaux, majoritairement établis dans le sud du pays et en Colombie-Britannique (CAE, 2018; Artelle *et al.*, 2019), tels que celui de la Première Nation de Moose Cree de 6600 km², le parc tribal Nexwagwez?an de 3200 km² des collectivités Yunesit'in et Xeni Gwet'in, ainsi que K'ih tsaa?dze, le futur parc tribal couvrant 900 km² de la nation de Doig River (David Suzuki Foundation, 2018; Artelle *et al.*, 2019).

Avec l'accord des communautés autochtones dirigeantes pour la désignation d'une partie de leur territoire en tant qu'APCA, les parcs tribaux pourraient devenir des APCA potentielles où tous les critères de conformité seraient respectés, et ainsi être comptabilisés dans le système national d'aires protégées (Zurba *et al.*, 2019).

3.4.2. Les zones éloignées : écosystème boréal et nordique

En raison des contraintes budgétaires et de l'éloignement, les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux du Canada ne disposent pas suffisamment d'alliés sur le terrain pour désigner de nouvelles aires conservées, assurer les activités de gestion et de surveillance, ainsi qu'appliquer les objectifs de gestion des aires protégées éloignées dépourvues d'accès routiers, lesquelles recouvrent près de 300 000 km² (Archibald *et al.*, 2014 ; Artelle *et al.*, 2019; Parcs Canada, 2019c). Ces contraintes amènent donc un obstacle supplémentaire quant à l'émergence de nouvelles aires protégées dans le Nord canadien (Archibald *et al.*, 2014 ; Artelle *et al.*, 2019). En revanche, les communautés autochtones sont quant à elles bien positionnées afin de poursuivre la gestion dans ces aires protégées reculées et de contribuer à l'émergence de nouvelles aires localisées sur leurs territoires ancestraux (Sheil, Boissière, et Beaudoin, 2015). Près de 600 communautés autochtones peuplent la forêt boréale canadienne, qui recouvre près de la moitié du pays d'est en ouest (Blancher *et al.*, 2006). Avec le quart de cette forêt toujours intacte aujourd'hui, la diversité d'espèces sauvages et la qualité des eaux douces, cet écosystème détient une haute valeur de conservation pour l'établissement d'aires protégées (Blancher *et al.*, 2006; Leroux, Schmiegelow et Nagy, 2007). Ces paysages boréaux et nordiques pourraient donc devenir une possibilité pour promouvoir, d'une part, l'établissement d'APCA, et d'autre part, la gouvernance autochtone par la

reconnaissance de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones qui habitent ces vastes paysages depuis des millénaires (Kimmerer et Lake, 2001; Kimmerer, 2013; Mathews et Turner, 2017; Bird et Nimmo, 2018).

3.4.3. Espèces en péril et aires de restauration

Un parallèle existe entre la localisation des espèces en péril, telles que le caribou des bois, le carcajou (*Gulo gulo*), l'ours polaire (*Ursus maritimus*) et le faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), et la localisation des peuples et collectivités autochtones (Figure 3.4). La protection des espèces en péril est une priorité canadienne, cependant, la perte d'habitat dans les aires de répartition des espèces sauvages est toujours d'actualité et nuit au rétablissement des populations animales (Kerr et Deguise, 2004; Schuster *et al.*, 2019). L'accès à une diversité de financement pourrait contribuer à la mise en place d'APCA ayant comme objectifs de conservation la protection d'espèces en péril et des habitats essentiels.

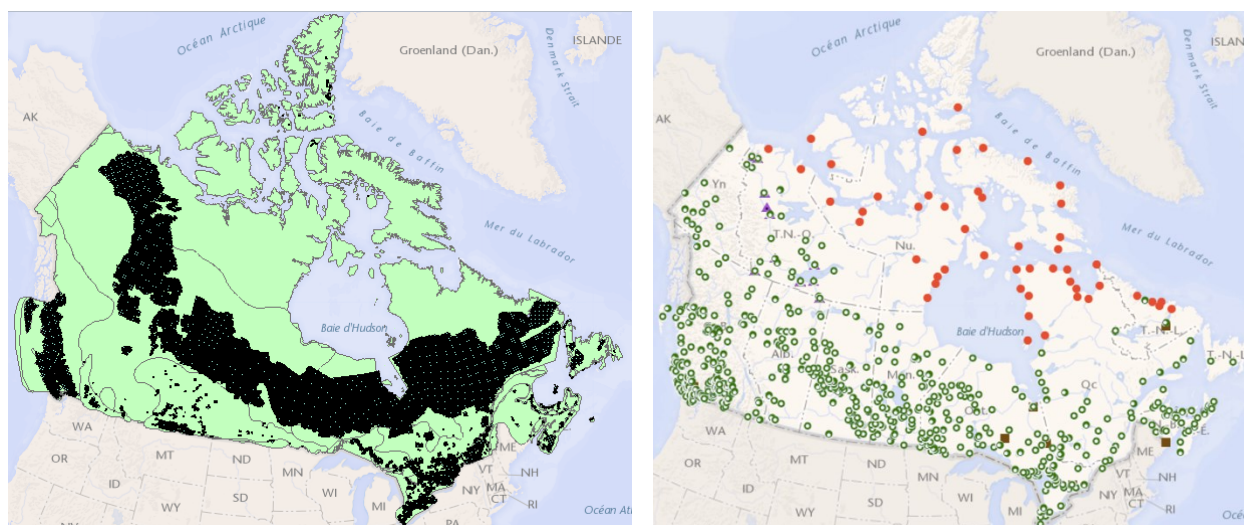


Figure 3.4. Répartition géographique des espèces terrestres en péril (gauche) et des peuples et collectivités autochtones (droite) au Canada (échelle : 1 : 25 000). À gauche : Aire de répartition des espèces en péril (vert pâle) et habitats essentiels (noir). À droite : Collectivités Inuit (point orange), Premières Nations (point blanc et vert), Métis (triangle mauve) et autres groupes autochtones (carré brun).
Source : SIDAIT, 2020.

Les peuples autochtones au Canada auraient le potentiel de contribuer à la protection de la faune sauvage (Artelle *et al.*, 2019), en plus de respecter la *Loi sur les espèces en péril* dans laquelle il est attendu :

« Que les connaissances traditionnelles des peuples autochtones du Canada devraient être prises en compte pour découvrir quelles espèces sauvages peuvent être en péril et

pour l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de rétablissement. » (Loi sur les espèces en péril, L.C. 2002)

« Qu'est essentiel le rôle que peuvent jouer les peuples autochtones du Canada et les conseils de gestion des ressources fauniques établis en application d'accords sur des revendications territoriales dans la conservation des espèces sauvages dans ce pays. » (Loi sur les espèces en péril, L.C. 2002)

Par le fait même, les APCA pourraient être établies dans des zones qui ont subi de graves perturbations. À l'inverse des parcs nationaux qui recherchent des paysages intacts et naturels, les APCA peuvent permettre l'établissement d'aires de restauration où la priorité des communautés autochtones serait de rétablir la santé des écosystèmes dégradés et la relation qu'ils ont à ceux-ci. En effet, dans le dernier rapport émis par la Fondation David Suzuki portant sur la mise en place d'APCA au Canada, de nombreuses collectivités autochtones ont mentionné que la restauration des écosystèmes dégradés serait un élément majeur des aires protégées dirigées par les autochtones, également en raison de leur préoccupation face à la survie de la faune et au maintien des valeurs culturelles (David Suzuki Foundation, 2018). Cela contribuerait entre autres à valoriser les connaissances traditionnelles autochtones et à établir des stratégies de restauration axées sur la combinaison de la science occidentale à celles des peuples indigènes (CAE, 2018). Or, ces initiatives dépendent des ressources humaines et financières disponibles (David Suzuki Foundation, 2018). Dans le sud du pays, la restauration d'habitats terrestres serait essentielle au rétablissement de la plupart des espèces menacées du Canada (Kerr et Deguise, 2004). Cependant, la négociation telle que vue précédemment rendrait la désignation d'APCA difficile et l'un des moyens plus adaptés pour les provinces est d'obtenir la coopération des propriétaires fonciers privés.

En terminant cette analyse, il est possible d'affirmer que les APCA peuvent être reconnues comme aires protégées ou AMCEZ au sein du système national d'aires protégées. La mise en lumière des défis quant à la désignation et la gestion des APCA dans le contexte canadien a permis de faire ressortir des éléments clés traduits dans quelques recommandations afin de contribuer à leur succès et à l'atteinte de l'Objectif 1 canadien envers la conservation de la biodiversité. Or, compte tenu de la complexité des droits, du nombre de partenaires et de l'accompagnement nécessaire, l'établissement des APCA ne pourra vraisemblablement pas contribuer significativement à l'atteinte de la cible de 17 % d'aires terrestres protégées d'ici 2020. Néanmoins, celles-ci pourraient soutenir le développement du système national d'aires protégées dans l'avenir. Pour cette raison, les gouvernements étatiques doivent continuer à affirmer et démontrer leur volonté de poursuivre leurs engagements envers l'autodétermination des

peuples autochtones à travers la désignation et la gestion des APCA, et particulièrement envers l'affirmation de la gouvernance autochtone et la reconnaissance juridique des territoires ancestraux.

Conclusion

En se basant notamment sur l'expérience australienne, l'objectif de cet essai était de proposer des recommandations afin de favoriser la désignation et la gestion des APCA au Canada. L'objectif général de l'essai a pu être atteint par l'accomplissement de quatre objectifs spécifiques, répartis au sein de trois chapitres. Tout d'abord, le premier chapitre a permis de dresser un portrait des systèmes nationaux d'aires protégées au Canada, répondant à l'objectif 1 de l'essai. Allant des niveaux de juridictions, aux catégories d'aires protégées, aux processus de désignation de celles-ci, et aux types de gouvernance, ces divers aspects des systèmes d'aires protégées ont permis d'exposer les principes directifs nationaux auxquelles les APCA devront satisfaire afin d'être comptabilisées dans l'atteinte de l'Objectif 1 canadien.

Ensuite, le chapitre 2 s'est consacré à définir précisément le concept d'APAC/ICCA et d'APCA : leur définition et les critères de conformité au niveau international et national, soit l'objectif 2 de l'essai. Autant l'une que l'autre se définit par des critères qui soulèvent le rôle primordial des peuples autochtones dans la gouvernance et la gestion des aires protégées, ainsi que la conservation à long terme de la biodiversité. Or, les APCA se distinguent des APAC/ICCA, qui soutiennent une gouvernance autochtone exclusive, en raison de la particularité canadienne de la tenure des terres et des traités qui favoriserait davantage l'établissement de partenariats, et donc, d'une gouvernance partagée des APCA. Toutefois, cet aspect dépend largement de la bonne volonté politique des gouvernements étatiques à laisser place à la gouvernance des Autochtones au cœur des aires protégées.

Une fois les bases du concept énoncées, l'atteinte de l'objectif 3 s'est concrétisée par l'étude de l'expérience australienne vis-à-vis la désignation et la gestion des APCA mettant en lumière les facteurs de succès et les défis à considérer. Les études de cas sur les APCA de Nantawarrina et Dhimurru ont permis de faire ressortir que la création de partenariats favorisant des bénéfices mutuels, l'établissement de bonnes relations entre les partenaires et la diversité du financement contribuent à l'efficacité à long terme des aires protégées autochtones, et agissent comme des facteurs de succès à l'émergence et la gestion des APCA. À travers ces études australiennes, les défis ont pu également être identifiés, notamment la méfiance des communautés aborigènes envers la désignation de leur territoire comme aire protégée autochtone, la dualité entre la vision holistique de conservation des peuples autochtones et la vision occidentale, ainsi que l'insécurité des ententes de financement prévues à court terme. L'identification de ces facteurs de succès et de ces défis contribue fortement à orienter les gouvernements étatiques en matière de désignation et de gestion des APCA.

Finalement, le troisième chapitre a présenté l'analyse des éléments soulevés au cours du chapitre 2. Cette analyse a permis d'enrichir la compréhension du concept d'APCA canadien, de révéler qu'il existe un fort potentiel, dont plusieurs opportunités, pour la création de ces aires au Canada. Ce potentiel qui pourrait générer des bénéfices mutuels auprès des gouvernements étatiques dans l'atteinte de leurs cibles pour leurs objectifs nationaux envers la conservation, mais également à l'égard des peuples autochtones dans la reconnaissance de leurs droits ancestraux, de leurs relations à la terre et de leur autodétermination. Cependant, la désignation et la gestion d'APCA au Canada n'épargnent pas la venue de plusieurs défis soulevés au cours de l'analyse, des éléments qui devront être fortement pris en compte dans la désignation des APCA. Parmi ceux-ci, la relation entre les autochtones et les États affaiblie par un historique de colonisation basée sur l'expropriation a été identifiée comme un défi majeur à l'établissement d'APCA au Canada. Ainsi, plusieurs recommandations ont été élaborées au fil du dernier chapitre en fonction de ce qui ressortait de l'analyse.

Cette étude invite les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à saisir les particularités des APCA, des aires qui se distinguent par des systèmes de gouvernance dans lesquels la conservation et la gestion de la nature résultent dans un esprit de relations et d'échanges entre les ressources naturelles et les communautés autochtones, des visions bien différentes des stratégies conventionnelles coloniales peuplant les systèmes nationaux d'aires protégées canadiennes. Il est primordial de se questionner sur l'ouverture et la reconnaissance des autres perceptions du monde que les administrations fédérales, provinciales ou territoriales démontrent en matière de conservation et de gestion des milieux naturels pour mettre de côté certains aspects paternalistes de la désignation et gestion des aires protégées. De plus, il ne s'agit pas simplement de collaborer avec les communautés autochtones dans la gestion d'un parc ou d'une réserve naturelle, mais de leur permettre d'agir comme acteurs principaux dans la gouvernance et la gestion d'une aire protégée où les gouvernements étatiques agissent en tant que partenaires, et de saisir cette opportunité pour renforcer les liens, ce qui est un changement de paradigme.

Cet essai apporte de nouvelles perspectives concernant la désignation et la gestion des APCA au Canada, s'ajoutant aux quelques rapports nationaux émis jusqu'à ce jour. Il s'en dégage que l'émergence des APCA doit se précéder par une reconnaissance accrue de l'État à l'égard de l'autodétermination des peuples autochtones, de la nature des traités historiques, des droits ancestraux et des capacités institutionnelles autochtones à gouverner. Ainsi, il faut continuer d'approfondir nos connaissances sur ces divers sujets,

pour progressivement appuyer la reconnaissance des peuples autochtones dans la gouvernance des terres afin que les APCA soient établies de manière à réellement les respecter.

« Si les aires protégées autochtones sont établies et gérées avec succès, le processus contribuera à l'autonomisation et à l'autodétermination des communautés indigènes grâce à la seule chose la plus importante à leurs yeux - leurs terres.⁹ » (Noble et Ward, 2000, traduction libre, cité dans Muller, 2003, p. 31)

⁹ If IPA can be successfully established and managed, the process will assist the empowerment and self-determination of the indigenous communities through the one thing most important to them – their Land. (Traduction officielle)

Liste des références

- AANC (Affaires autochtones et du Nord Canada) (2017). Terres. In Gouvernement du Canada, Relations Couronne-Autochtones et Affaires autochtones et du Nord Canada. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100034731/1100100034735> (Page consultée le 10 avril 2020).
- AANC (Affaires autochtones et du Nord Canada) (2019). Gestion financière des Premières Nations. In Gouvernement du Canada, Affaires autochtones et du Nord Canada. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1393512745390/1393512934976> (Page consultée le 12 mai 2020).
- Alcantara, C. (2008). To treaty or not to treaty? Aboriginal peoples and comprehensive land claims negotiations in Canada. *Publius: The Journal of Federalism*, vol. 38, no 2, pp. 343-369.
- Alfred, T. (2005). *Wasase: Indigenous pathways of action and freedom*. Toronto, University of Toronto Press, 320 p.
- ALT/NCC (Aboriginal Lands Trust and Nepabunna Community Council). (1998). *Nantawarrina Plan of Management*. Adelaide, Aboriginal Lands Trust, X p.
- Archibald, R., Eastman, D. S., Ellis, R., & Nyberg, B. (2014). Trends in renewable resource management in BC. *Journal of Ecosystems and Management*, vol. 14, no 3, pp. 1-10.
- Artelle, K. A., Zurba, M., Bhattacharrya, J., Chan, D. E., Brown, K., Housty, J., & Moola, F. (2019). Supporting resurgent Indigenous-led governance: A nascent mechanism for just and effective conservation. *Biological Conservation*, vol. 240, p. 108-284.
- Australian Government. (2015). Australia's Indigenous Protected Areas. Australian Government, 2 p.
- Australian Government (2019). Indigenous Protected Areas. In Australian Government, Department of Agriculture, Water and the Environment, Australian Government. <https://www.environment.gov.au/land/indigenous-protected-areas> (Page consultée le 19 février 2020).
- Ayers, C. A., Dearden, P., & Rollins, R. (2012). An exploration of Hul'qumi'num Coast Salish peoples' attitudes towards the establishment of no-take zones within marine protected areas in the Salish Sea, Canada. *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 56, no 2, pp. 260-274.
- Baijous, W., & Patrick, R. J. (2019). "We Don't Drink the Water Here": The Reproduction of Undrinkable Water for First Nations in Canada. *Water*, vol. 11, no 5, pp. 1079.
- Baker, R., Davies, J., & Young, E. (2001). *Working on Country: Contemporary Indigenous Management of Australia's Lands and Coastal Regions*. Melbourne, Oxford University Press, 351 pp.
- Barnes, M. D., Glew, L., Wyborn, C., & Craigie, I. D. (2018). Prevent perverse outcomes from global protected area policy. *Nature ecology & evolution*, vol. 2, no 5, 759 p.

- Bauman, T., & Smyth, D. (2007). *Indigenous partnerships in protected area management in Australia: three case studies*. Canberra, Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies, pp. 95-114.
- BCTC (British Columbia Treaty Commission) (2020). Tla-o-qui-aht First Nation. In BC Treaty Commission, BC Treaty Commission. <http://www.bctreaty.ca/tla-o-qui-aht-first-nation> (Page consultée le 26 mars 2020).
- Beaulieu, A., & Béreau, S. (2016). « Voir par eux-mêmes à l'administration de leurs propres affaires » : les Innus de Pointe-Bleue et l'implantation des conseils de bande (1869-1951). *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 46, no 1, pp. 87-102.
- Becklumb, P. (2013). *La réglementation environnementale : compétences fédérales et provinciales*. Ottawa, Bibliothèque du Parlement, 16 p.
- Berkes, F., Berkes, M. K., & Fast, H. (2007). Collaborative integrated management in Canada's north: The role of local and traditional knowledge and community-based monitoring. *Coastal management*, vol. 35, no 1, pp. 143-162.
- Berkes, F. (2009). Community conserved areas: policy issues in historic and contemporary context. *Conservation letters*, vol. 2, no 1, pp. 20-25.
- Berkes, F. (2012). *Sacred ecology (3rd ed)*. UK, Routledge, 393 p.
- Binnema, T. T., & Niemi, M. (2006). 'let the line be drawn now': Wilderness, Conservation, and the Exclusion of Aboriginal People from Banff National Park in Canada. *Environmental History*, vol. 11, no 4, pp. 724-750.
- Bird, R. B., & Nimmo, D. (2018). Restore the lost ecological functions of people. *Nature ecology & evolution*, vol. 2, no 7, pp. 1050-1052.
- Biswal, B. (2008). *Le niveau de littératie des Autochtones en âge de travailler au Canada - Résultats tirés de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) de 2003*. Gatineau, Ressources humaines et Développement social Canada, 79 p.
- Blancher, P., Bradbury, S., Cobb, T., Fisher, C., Hannah, K.C., ... & Song, S.J. (2006). La forêt boréale canadienne. In Fédération canadienne de la faune, Faune et flore du pays. <https://www.hww.ca/fr/espaces-sauvages/la-foret-boreale-canadienne.html> (Page consultée le 13 mai 2020).
- Blanchette, D., & Morin, M. (2004). La Loi sur les Indiens et la résidence familiale: l'émergence d'un pouvoir normatif? *Les Cahiers de droit*, vol. 45, no 4, pp. 693-727.
- Borrini-Feyerabend, G. (2003). *Community conserved areas (CCAs) and co-managed protected areas (CMPAs)—towards equitable and effective conservation in the context of global change*. TILCEPA and the EPP project.

- Borrini-Feyerabend, G., Kothari, A. & Oviedo, G. (2004). *Indigenous and Local Communities and Protected Areas: Towards Equity and Enhanced Conservation*. Gland, IUCN, 111 p.
- Borrini-Feyerabend et al. (2010). *La diversité bio-culturelle conservée par les peuples autochtones et les communautés locales - exemples et analyses*. Téhéran, UICN, 72 p.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Broome, N.P., Phillips, A., 2013. *Governance of Protected Areas: From Understanding to Action, in Best Practice Protected Area Guidelines 20*. Gland, IUCN, 124 p.
- Borrini-Feyerabend, G. & Campese, J. (2017). *Les APAC se renforcent– démarche possible et références disponibles pour les communautés locales et les peuples autochtones gardiens d'APAC*. Consortium APCA, 91 p.
- Braham, K. J. (2007). *Creating livelihoods through Indigenous Protected Areas: the Nantawarrina experience*. Thesis, Flinders University, Population and Environmental Management, 88 p.
- Brown, J., Lyman, M. W., & Procter, A. (2006). Community conserved areas: experience from North America. *Protected Areas Programme*, p. 35.
- Bull, J., Beazley, K., Shea, J., MacQuarrie, C., Hudson, A., Shaw, K., ... & Gagne, B. (2019). Shifting practise: recognizing Indigenous rights holders in research ethics review. *Qualitative Research in Organizations and Management: An International Journal*, vol. 15, no 1, pp. 21-35.
- CAE (Cercle autochtone d'experts). (2018). *Nous nous levons ensemble : atteindre En route vers l'objectif 1 du Canada en créant des aires protégées et de conservation autochtones dans l'esprit et la pratique de la réconciliation*. Gatineau, Agence Parcs Canada pour le Cercle autochtone d'experts, 112 p.
- Cardinale, B. (2012). Impacts of Biodiversity Loss. *SCIENCE*, vol. 336, no 6081, p. 552-553. doi:10.1126/science.1222102
- Carroll, C. (2014). Native enclosures: Tribal national parks and the progressive politics of environmental stewardship in Indian Country. *Geoforum*, vol. 53, pp. 31-40.
- CBD (Convention on Biological Diversity). (2000). *Sustaining Life on Earth. How the Convention on Biological Diversity Promotes Nature and Human Well-Being*. In Convention on Biological Diversity. Montreal: United Nations Environment Programme, 14 p.
- CBD (Convention on Biological Diversity) (2019). Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, incluant les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. In Convention on Biological Diversity, *Convention on Biological Diversity*. <https://www.cbd.int/sp/> (Page consultée le 9 janvier 2020).
- CCAIE (Conseil canadien des aires écologiques). (2008). *Guide de référence canadien pour l'application des catégories d'aires protégées de l'UICN*. Ottawa, Secrétariat du CCAIE, 66 p.

- CCN (Comité consultatif national). (2018). *La vision du Canada pour la conservation : un rapport du Comité consultatif national*. Gatineau, Rapport du Comité consultatif national, 52 p.
- Child, B., & Lyman, M. W. (2005). Natural resources as community assets: lessons from two continents. Sand County Foundation/Aspen Institute.
- Clark, D. A., Fluker, S., and Risby, L. (2008). *Deconstructing ecological integrity in Canada's national parks*. In Hanna, K. S., Clark, D. A., and Slocumbe, D. S. (eds.), *Transforming Parks and Protected Areas: Policy and Governance in a Changing World*. New York, Routledge, pp. 154–168. <https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=EjOAAgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=Transforming+Parks+and+Protected+Areas:+Policy+and+Governance+in+a+Changing+World.+Routledge,+New+York,+pp.+154168.&ots=HkWgOnNwuH&sig=S3WATTXwiQ9jPDKMH46PW1UDRbg#v=onepage&q&f=false>
- Clobert, J., Gonzalez, A. & Song, D.-X. (2015). Habitat fragmentation and its lasting impact on Earth's ecosystems. *Science Advances*, vol. 1, no 2. doi:10.1126/sciadv.1500052
- Collier, B. (2016). Dépenses et compétence à l'égard des Premières Nations, des Métis et des Inuits. In Bibliothèque du Parlement, Note de la Colline, <https://notesdelacolline.ca/2016/01/26/depenses-et-competece-a-legard-des-premieres-nations-des-metis-et-des-inuits/> (Page consultée le 5 août 2020).
- Commission of Canada. (2015). *Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action*. Winnipeg, Truth and Reconciliation Commission of Canada, 20 p.
- Copley, P., Ellis, M. & Van Weenen, J. (2016). Petrogale xanthopus. The IUCN Red List of Threatened Species 2016. <https://dx.doi.org/10.2305/IUCN.UK.2016-2.RLTS.T16750A21955455.en>.
- DAC (Dhimurru Aboriginal Corporation). (2015). *Dhimurru Indigenous Protected Area (IPA) Management Plan 2015 to 2022*. Nhulunbuy, Dhimurru Aboriginal Corporation, 63 p.
- DAC (Dhimurru Aboriginal Corporation). (2018). *Dhimurru Aboriginal Corporation 2017-2018*. Nhulunbuy, Dhimurru Aboriginal Corporation, 44 p.
- DAC (Dhimurru Aboriginal Corporation). (2019). About Dhimurru. In Dhimurru Aboriginal Corporation, Dhimurru Aboriginal Corporation, <http://www.dhimurru.com.au/about-us.html> (Page consultée le 24 février 2020).
- David Suzuki Foundation. (2018). Tribal Parks and Indigenous Protected and Conserved Areas: Lessons learned from BC Examples. Vancouver, David Suzuki Foundation One nature, 56 p.
- Davies, J., Josif, P. & Williams, R. (2000). Indigenous peoples and protected areas: Australian approaches. *Cultures and biodiversity Congress*, pp. 21-30.
- Davies, J., Hill, R., Walsh, F. J., Sandford, M., Smyth, D., & Holmes, M. C. (2013). Innovation in management plans for community conserved areas: experiences from Australian indigenous protected areas. *Ecology and Society*, vol. 18, no 2, 14 p.

- DAWE (Department of Agriculture, Water and the Environment). (2011). *Mandingalbay Yidinji, Cairns, Queensland, Dedicated an Indigenous Protected Area in November 2011*. Queensland, Australian Government, 2 p.
- Dearden, P., & Dempsey, J. (2004). Protected areas in Canada: decade of change. *Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 48, no 2, pp. 225-239.
- Dehcho First Nations. (2019). Agreement Regarding the Establishment of Edéhezié. Dehcho First Nations, 27 p. <https://dehcho.org/archive/edehzhie-establishment-agreement/> (Page consultée le 21 janvier 2020).
- Depraz, S., & Héritier, S. (2012). La nature et les parcs naturels en Amérique du Nord. *L'Information géographique*, vol. 76, no 4, pp. 6-28.
- Dudley, N. (Ed.). (2008). *Guidelines for applying protected area management categories*. Gland, IUCN, 86 p. <https://portals.iucn.org/library/node/30018> (Page consultée le 17 janvier 2020).
- Dudley, N., Parrish, J., Redford, K., & Stolton, S. (2010). The revised IUCN protected area management categories: The debate and ways forward. *Oryx*, vol. 44, no 4, pp. 485-490.
- Dudley, N., Jonas, H., Nelson, F., Parrish, J., Pyhälä, A., Stolton, S., & Watson, J. E. (2018). The essential role of other effective area-based conservation measures in achieving big bold conservation targets. *Global ecology and conservation*, vol. 15, e00424.
- Dumais-Dubé, A. (2019). La participation des communautés autochtones au sein de la gestion par bassins versants: une perspective des défis géopolitiques de l'approvisionnement en eau potable. *L'interdisciplinaire*, vol. 1, no 17, p. 6.
- ECCC (Environnement et changement climatique Canada) (2016a). *Rapport sur la situation des aires protégées du Canada 2012-2015*. Gatineau, ECCC, 141 p.
- ECCC (Environnement et changement climatique Canada) (2016b). Documents de référence des aires protégées. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/documents-reference-aires-protegees.html> (Page consultée le 24 janvier 2020).
- ECCC (Environnement et changement climatique Canada) (2017). Protection de l'habitat des espèces sauvages et d'oiseaux : approche. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/etablissement-protegees-especes-sauvages-oiseaux/approche.html> (Page consultée le 24 janvier 2020).
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2018a). *Unis avec la nature - Une approche renouvelée de la conservation des terres et de l'eau douce au Canada*. Gatineau, ECCC, 52 p.
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2018b). Fonds de la nature du Canada, représentant spécial de la ministre et comité consultatif national. In Gouvernement du Canada,

- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2018/06/fonds-de-la-nature-du-canada-representant-special-de-la-ministre-et-comite-consultatif-national.html> (Page consultée le 20 mars 2020).
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2019a). *Comptabilisation des aires protégées et des autres aires de conservation*. En route vers l'Objectif 1 du Canada, 8 p.
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2019b). *Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : Aires conservées au Canada*. Gatineau, ECCC, 24 p. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/aires-conservees.html> (Page consultée le 13 janvier 2020).
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2019c). Réserves nationales de faune existantes. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/existantes.html> (Page consultée le 24 janvier 2020).
- ECCC (Environnement et Changement climatique Canada) (2019d). Le Canada investit 6,4 millions de dollars afin de soutenir le leadership des Premières Nations dans le domaine de la conservation. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2019/07/le-canada-investit-64-millions-de-dollars-afin-de-soutenir-le-leadership-des-premieres-nations-dans-le-domaine-de-la-conservation.html> (Page consultée le 26 mars 2020).
- Ellis, E. C. & Ramankutty, N. (2008). Putting people in the map: anthropogenic biomes of the world. *Frontiers in Ecology and the Environment*, vol. 6, no 8, p. 439-447. doi:10.1890/070062
- FFMP (Fiducie foncière du Mont Pinacle) (s.d.). Qu'est-ce qu'une fiducie foncière ? In Fiducie foncière du Mont Pinacle, Mont Pinacle. <http://www.montpinacle.ca/a-propos/quest-ce-quune-fiducie-fonciere/> (Page consultée le 11 août 2020).
- Finer, M., Moncel, R., & Jenkins, C. N. (2010). Leaving the Oil Under the Amazon: Ecuador's Yasuní-ITT Initiative. *Biotropica*, vol. 42, no 1, pp. 63-66.
- Freeman, M. M. (2011). Looking back—and looking ahead—35 years after the Inuit land use and occupancy project. *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 55, no 1, pp. 20-31.
- Ferguson, M. A., Viventsova, K., & Huntington, H. P. (2007). *Community Conserved Areas in the Circumpolar Arctic: Preliminary description and assessment of their legal status, threats and needs, report for CENESTA*. Ontario, IUCN CEESP and GTZ, 55 p.
- Gibson, G. & O'Faircheallaigh, C. (2011). *IBA community toolkit: Negotiation and implementation of impact and benefit agreements*. Ottawa, Walter & Duncan Gordon Foundation, vol. 15, 204 p.
- Gilligan, B. (2008). *The National Reserve System Programme 2006 Evaluation*. Canberra, Department of the Environment and Heritage, 94 p.

- Godden, L., & Cowell, S. (2016). Conservation planning and indigenous governance in Australia's Indigenous Protected Areas. *Restoration Ecology*, vol. 24, no 5, pp. 692-697.
- Gouvernement du Canada. (2011). *Cadre national pour le réseau d'aires marines protégées du Canada*. Ottawa, Pêches et Océans Canada, 34 pp.
- Gouvernement du Canada. (2015). Buts et objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020. In *biodivcanada*, [biodivcanada, https://biodivcanada.chm-cbd.net/fr/buts-et-objectifs-canadiens-pour-la-biodiversite-dici-2020#target_1](https://biodivcanada.chm-cbd.net/fr/buts-et-objectifs-canadiens-pour-la-biodiversite-dici-2020#target_1) (Page consultée le 15 janvier 2020).
- Gouvernement du Canada. (2018a). Carte interactive des indicateurs. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, https://indicators-map.canada.ca/App/CESI_ICDE?keys=Conserved_Areas&GoCTemplateCulture=fr-CA (Page consultée le 17 février 2020).
- Gouvernement du Canada (2018b). Traités et ententes. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100028574/1529354437231> (Page consultée le 4 mars 2020).
- Gouvernement du Canada (2019a). Aire protégée d'Edéhezie. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/existantes/edehzhie.html> (Page consultée le 3 avril 2020).
- Gouvernement du Canada. (2019b). Refuges d'oiseaux migrateurs de l'ensemble du Canada. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/refuges-oiseaux-migrateurs/ensemble.html> (Page consultée le 17 février 2020).
- Gouvernement du Canada (2019c). Localisation des conseils tribaux. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/73dbaaca-24b6-4c04-bd52-e7b7ab0c3d8f> (Page consultée le 14 avril 2020).
- Gouvernement du Canada (2020). Fonds de la nature du Canada. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/patrimoine-naturel/fonds.html> (Page consultée le 20 mars 2020).
- Government of Western Australia. (2019). *Aboriginal Ranger Program – Guidelines for Expressions of Interest 2018-19*. Kensington, Government of Western Australia, 7 p.
- Graham, J., Amos, B., & Plumptre, T. W. (2003). *Governance principles for protected areas in the 21st century*. Ottawa, Institute on Governance, Governance Principles for Protected Areas, 40 p.
- HCC (House of Commons Canada). (2016). *Standing Committee on Environment and Sustainable Development*. Ottawa, House of Commons Canada, 14 p.

- Henderson, W. B. (2018). Loi sur les Indiens. In L'encyclopédie canadienne, L'encyclopédie canadienne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/loi-sur-les-indiens#> (Page consultée le 18 mars 2020).
- Hill, R., Williams, K. J., Pert, P. L., Robinson, C. J., Dale, A. P., Westcott, D. A., ... & O'Malley, T. (2010). Adaptive community-based biodiversity conservation in Australia's tropical rainforests. *Environmental Conservation*, vol. 37, no 1, pp. 73-82.
- Hill, R. (2011). Towards equity in Indigenous co-management of protected areas: cultural planning by Miriuwung-Gajerrong people in the Kimberley, Western Australia. *Geographical Research*, vol. 49, no 1, pp. 72-85.
- Hill, C. J., Schuster, R., & Bennett, J. R. (2019). Indigenous involvement in the Canadian species at risk recovery process. *Environmental science & policy*, vol. 94, pp. 220-226.
- Hoffmann, B. D., Roeger, S., Wise, P., Dermer, J., Yunupingu, B., Lacey, D., ... & Panton, B. (2012). Achieving highly successful multiple agency collaborations in a cross-cultural environment: experiences and lessons from Dhimurru Aboriginal Corporation and partners. *Ecological Management & Restoration*, vol. 13, no 1, pp. 42-50.
- Holden, P., Grossman, D., & Jones, B. (2006). Community conserved areas in some southern African countries. *Parks*, vol. 16, no 1, pp. 68-73.
- Horvath, S., Dickerson, M. O., MacKinnon, L., & Ross, M. M. (2002). The impact of the traditional land use and occupancy study on the DeneTha'First Nation. *Can J Nativ Stud*, vol. 22, pp. 361-398.
- ICCA Consortium (Indigenous and Community Conserved Areas) (2019). Discover: Territories and Areas Conserved by Indigenous Peoples and Local Communities. In ICCA Consortium, ICCA Consortium. <https://www.iccaconsortium.org/index.php/discover/> (Page consultée le 27 janvier 2020).
- IPBES (2019). In: Brondizio, E.S. (Ed.), *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services of the Intergovernmental Science- Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. IPBES Secretariat, Bonn, Germany, 56 pages.
- IUCN Red List (International Union for Conservation of Nature). (2019). Summary Statistics. In IUCN Red List of Threatened Species, IUCNRed List, <https://www.iucnredlist.org/resources/summary-statistics> (Page consultée le 11 décembre 2020).
- Jonas, H. D., Lee, E., Jonas, H. C., Matallana-Tobon, C., Wright, K. S., Nelson, F., & Enns, E. (2017). Will 'Other Effective Area-Based Conservation Measures' Increase Recognition and Support for ICCA ? *Parks*, vol. 23, no 2, pp. 63-78.
- Jones, R., Rigg, C., & Lee, L. (2010). Haida marine planning: First Nations as a partner in marine conservation. *Ecology and Society*, vol. 15, no 1.
- Kelly, A. B. (2011). Conservation practice as primitive accumulation. *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, no 4, pp. 683-701.

- Kerr, J. T., & Cihlar, J. (2004). Patterns and causes of species endangerment in Canada. *Ecological Applications*, vol. 14, no 3, pp. 743-753.
- Kerr, J. T., & Deguise, I. (2004). Habitat loss and the limits to endangered species recovery. *Ecology Letters*, vol. 7, no 12, pp. 1163-1169.
- Kimmerer, R. W., & Lake, F. K. (2001). The role of indigenous burning in land management. *Journal of Forestry*, vol. 99, no 11, pp. 36-41.
- Kimmerer, R. (2013). *Braiding sweetgrass: Indigenous wisdom, scientific knowledge and the teachings of plants*. Minneapolis, Milkweed Editions, 391 p.
https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=vmM9BAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR7&ots=nhlcyMacaN&sig=BS4BJ9RbIFCslv9YzbNBL9hD_rQ&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false (Page consultée le 8 mars 2020).
- Kothari, A. (2006). Community conserved areas: towards ecological and livelihood security. *Parks*, vol. 16, no 1, pp. 3-13.
- Kothari, A. (2008). Protected areas and people: the future of the past. *Parks*, vol. 17, no 2, pp. 23-34.
- Kothari, A., Corrigan, C., Jonas, H., Neumann, A., & Shrumm, H. (eds) (2012). *Recognising and supporting territories and areas conserved by indigenous peoples and local communities: global overview and national case studies*. Montréal, Secretariat of the Convention on Biological Diversity, ICCA Consortium, Kalpavriksh, and Natural Justice, 160 p.
- Kothari, A. (2015). Indigenous peoples' and local community conserved territories and areas. *Oryx*, vol. 49, no 1, pp. 13-14.
- Labeau, P.C. (s.d.). *Les droits ancestraux et les droits issus de traités des peuples autochtones: comment s'y retrouver?* Ministère de la Justice, Direction du droit autochtone et constitutionnel, pp. 331-343.
- Laird, S., Johnston, S., Wynberg, R., Lisinge, E., & Lohan, D. (2004). *Access and benefit sharing perspectives in protected area management*. In Biodiversity Issues for Consideration in the Planning, Establishment and Management of Protected Area Sites and Networks. Montréal, Secretariat of the Convention on Biological Diversity, 160 p.
- Lane, M.B. & Williams, L.J. (2008). Color Blind – Indigenous Peoples and Regional Environmental Management. *Journal of Planning Education and Research*, vol. 28, pp. 38-49.
- Langton, M., Palmer, L., & Rhea, Z. M. (2005). *Community-oriented protected areas for indigenous peoples and local communities. Indigenous peoples, national parks, and protected areas: A new paradigm linking conservation, culture, and rights*. The University of Arizona Press, USA, 24 p.
- Lee, E. (2016). Protected areas, country and value: The nature–culture tyranny of the IUCN's protected area guidelines for Indigenous Australians. *Antipode*, vol. 48, no 2, pp. 355-374.

- Lemieux, C. J., Gray, P. A., Devillers, R., Wright, P. A., Dearden, P., Halpenny, E. A., ... & Beazley, K. (2019). How the race to achieve Aichi Target 11 could jeopardize the effective conservation of biodiversity in Canada and beyond. *Marine Policy*, vol. 99, p. 312-323.
- Leroux, S. J., Schmiegelow, F. K., & Nagy, J. A. (2007). Potential spatial overlap of heritage sites and protected areas in a boreal region of northern Canada. *Conservation Biology*, vol. 21, no 2, pp. 376-386.
- Loi sur les espèces en péril*, L.C. 2002, c. 29.
- Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, c. I-5, art. 18 (1).
- Loo, T. (2011). *States of Nature: Conserving Canada's Wildlife in the Twentieth Century*. Vancouver, UBC Press, 320 p.
- McAvoy, L., McDonald, D., & Carlson, M. (2003). American Indian/First Nation Place Attachment to Park Lands: The Case of the Nuuchah-nulth of British Columbia. *Journal Of Park & Recreation Administration*, vol.21, no 2.
- Martin, G.J., Benavides, C.I.C., Del Campo García, C.A., Fonseca, S.A., Mendoza, F.C., Ortiz, M.A.G. (2011). Indigenous and community conserved areas in Oaxaca, Mexico. *Manag. Environ. Qual. Int. J.*, vol. 22, pp. 250–266.
- Martin, T. (2006). Co-management of a national park: the Wapusk National Park's experience. *Études canadiennes/Canadian Studies*, vol. 61, no 2, pp. 139-148.
- Martin, T. (2014). La place des Autochtones dans la gouvernance des parcs de l'Arctique canadien : de la cogestion à la « cojuridiction ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 27, no 1, pp. 78–98.
- Mathews, D. L., & Turner, N. J. (2017). Ocean cultures: Northwest Coast ecosystems and indigenous management systems. In *Conservation for the Anthropocene Ocean*, Academic Press, pp. 169-206.
- May, K. (2010). Government support for Indigenous cultural and natural resource management in Australia: The role of the Working on Country program. *Australian Journal of Social Issues*, vol. 45, no 3, pp. 395-416.
- MEA (Millenium Ecosystem Assessment). (2013). *Bridging scales and knowledge systems: concepts and applications in ecosystem assessment*. Island Press. Washington, 368 p.
- MELCC (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques). (2020). Les aires protégées au Québec. In *Environnement et Lutte contre les changement climatiques Québec*, MELCC, http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aires_quebec.htm (Page consultée le 21 janvier 2020).
- Moola, F., Page, D., Connolly, M., & Coulter, L. (2007). Waiting for the Ark: The biodiversity crisis in British Columbia, Canada, and the need for a strong endangered species law. *Biodiversity*, vol. 8, no 1, p. 3-11.

- Moorcroft, H. & Adams, M. (2014). Emerging geographies of conservation and Indigenous land in Australia. *Australian Geographer*, vol. 45, no 4, pp. 485-504.
- Morissette, A. (2007). Composer avec un système imposé: La tradition et le conseil de bande à Manawan. *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 37, no 2/3, pp. 127-155.
- Moritz, C., Ens, E.J., Potter, S., Catullo, R.A. (2013). The Australian monsoonal tropics: an opportunity to protect unique biodiversity and secure benefits for Aboriginal communities. *Pac. Conserv. Biol*, vol. 19, pp. 343–355.
- Muller, S. (2003). Towards decolonisation of Australia's protected area management: the Nantawarrina Indigenous Protected Area experience. *Australian Geographical Studies*, vol. 41, no 1, pp. 29-43.
- Murray, G., & King, L. (2012). First Nations values in protected area governance: Tla-o-qui-aht tribal parks and Pacific Rim National Park Reserve. *Human Ecology*, vol. 40, no 3, pp. 385-395.
- Murray, G., & Burrows, D. (2017). Understanding power in indigenous protected areas: The case of the Tla-O-qui-Aht Tribal Parks. *Human ecology*, vol. 45, no 6, pp. 763-772.
- NAC (Nipapanha Aboriginal Corporation). (2018). Nepabunna Cultural Tour. In Nipapanha Aboriginal Corporation, Nipapanha Aboriginal Corporation, <https://nepabunna.com.au/tours/> (Page consultée le 26 février 2020).
- National Inquiry. (2019). *The final report of the national inquiry into missing and murdered indigenous women and girls – Reclaiming power and place – Volume 1a*. National inquiry into missing and murdered indigenous women and girls, 728 p.
- Nations Unis. (2008). *Déclaration des Nations Unis sur les droits des peuples autochtones*. Nations Unis, 20 p.
- Nature United. (2019). *Impact Report 2019*. Nature United, p. 27 p. <https://www.natureunited.ca/about-us/who-we-are/our-impact/> (Page consultée le 26 mars 2020).
- Neimanis, V., Crown Land (2013). In Encyclopédie Canadienne, Encyclopédie Canadienne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/crown-land> (Page consultée le 2 avril 2020).
- Noble, K., & Ward, I. (2000). *Ngaanyatjarra Indigenous Protected Areas: Traditional People, Contemporary Conservation*. In Links Between Cultures and Biodiversity: Proceedings of the Cultures and Biodiversity Congress, pp. 21-30.
- NSDNR (Nova Scotia Department of Natural Resources). (2011). *The Path We Share, A Natural Resources Strategy for Nova Scotia 2011-2020*. Nova Scotia, Nova Scotia Department of Natural Resources, 82 p.
- Parcs Canada (2007). *Parc national du Canada Tuktut Nagoit : plan directeur 2007*. Ottawa, Gouvernement du Canada, 92 p.

- Parcs Canada (2017a). Aires marines nationales de conservation. In Parcs Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.pc.gc.ca/fr/amnc-nmca/plan> (Page consultée le 17 février 2020).
- Parcs Canada (2017b). Cultures autochtones - Programme des Gardiens. In Gouvernement du Canada, parcs Canada. <https://www.pc.gc.ca/fr/culture/autochtones-indigenous/gardiens-guardians> (Page consultée le 26 mars 2020).
- Parcs Canada. (2018). *Parc national du Canada Ivvavik : plan directeur 2018*. Ottawa, Gouvernement du Canada, 26 p.
- Parcs Canada (2019a). L'intégrité écologique. In Parcs Canada, Gouvernement du Canada, <https://www.pc.gc.ca/fr/nature/science/conservation/ie-ei> (Page consultée le 17 février 2020).
- Parcs Canada (2019b). Aires marines nationales de conservation – Où se trouve Tallurutiup Imanga? In Gouvernement du Canada, parcs Canada. <https://www.pc.gc.ca/fr/amnc-nmca/cnamnc-cnnmca/tallurutiup-imanga/emplacement-location> (Page consultée le 3 avril 2020).
- Parcs Canada (2019c). La recherche dans le Nord – Nature. In Gouvernement du Canada, parcs Canada. <https://www.pc.gc.ca/fr/nature/science/recherche-research/nord-north> (Page consultée le 10 avril 2020).
- Parcs Canada (2020). Transparence : États financiers de Parcs Canada 2018-2019. In Gouvernement du Canada, parcs Canada. <https://www.pc.gc.ca/fr/agence-agency/dp-pd/ef-fs/2018-2019dpr> (Page consultée le 20 mars 2020).
- Pathak, N., Bhatt, S., Tasneem, B., Kothari, A., & Borrini-Feyerabend, G. (2004). *Community conservation areas. A bold frontier for conservation*. Gland, Switzerland, World Conservation Union.
- POC (Pêches et Océans Canada) (2018). Qu'est-ce qu'une ZPM? In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <http://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/mpa-zpm/info-fra.html> (Page consultée le 17 février 2020).
- POC (Pêches et Océans Canada) (2019). Normes de protection pour mieux conserver nos océans. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada, <http://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/mpa-zpm/standards-normes-fra.html> (Page consultée le 17 février 2020).
- Poirier, S. (2000). Contemporanéités autochtones, territoires et (post) colonialisme: Réflexions sur des exemples canadiens et australiens. *Anthropologie et sociétés*, vol. 24, no 1, pp. 137-153.
- Portail Québec (2020). Thésaurus de l'activité gouvernementale. In Gouvernement du Québec, Portail Québec-Services Québec, <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=2892> (Page consultée le 17 août 2020).
- Posey, D. (1999). *Cultural and spiritual values of biodiversity*. London, UK, United Nations Environment Programme, 764 p. https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9190/Cultural_Spiritual_thebible.pdf?sequence=1&isAllowed=y (Page consultée le 31 janvier 2020).

- Otis, G. (2005). *Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones*. Québec, Presses Université Laval, 197 p.
- Oviedo, G. (2006). Community conserved areas in South America. *Parks*, pp. 49-55.
- RCAANC (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) (2003). Accord Tlicho. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1292948193972/1543262085000#chp16> (Page consultée le 14 avril 2020).
- RCAANC (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) (2010). L'approche du gouvernement du Canada concernant la mise en œuvre du droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale et la négociation de cette autonomie. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100031843/1539869205136>
- RCAANC (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) (2017). Peuples et communautés autochtones. In Gouvernement du Canada, Relations Couronne. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100013785/1529102490303> (Page consultée le 16 mars 2020).
- RCAANC (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) (2018). Traités et ententes. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100028574/1529354437231> (Page consultée le 19 mars 2020).
- RCAANC (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) (2019). Autonomie gouvernementale. In Gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100032275/1529354547314#chp2> (Page consultée le 18 mars 2020).
- Ressources naturelles Canada (2016). Cartes- Arpentage des terres au Canada. In Gouvernement du Canada, Ministère des Ressources naturelles Canada. <https://www.rncan.gc.ca/sciences-de-la-terre/geomatique/cartes-arpentage-des-terres-au-canada/11091> (Page consultée le 14 avril 2020).
- Ressources naturelles Canada (2018). 8 facts about Canada's boreal forest. In Gouvernement du Canada, Ressources naturelles Canada. <https://www.nrcan.gc.ca/our-natural-resources/forests-forestry/sustainable-forest-management/boreal-forest/8-facts-about-canadas-boreal-forest/17394> (Page consultée le 20 mai 2020).
- Rivard, É. & Desbiens, C. (2008). Présentation : relations durables : autochtones, territoires et développement. *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 38, no 1, pp. 3–6.
- Rodon, T. (2009). Négocier sa place dans la Confédération: Le cadre et les limites de la négociation entre les gouvernements et les peuples autochtones. *Les cahiers du CIÉRA*, vol. 3, pp. 7-16.
- Rose, B. (2012). Indigenous Protected Areas–innovation beyond the boundaries. *Innovation for 21st century conservation*, pp. 50-55.

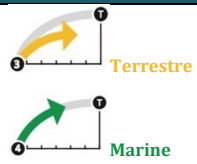

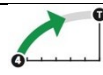
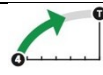

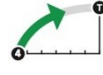
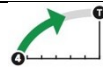
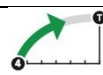
- Ross, H., Grant, C., Robinson, C.J., Izurieta, A., Smyth, D. & Rist, P. (2009). Co-management and Indigenous protected areas. *Australasian Journal of Environmental Management*, vol. 16, no 4, pp. 242-252.
- Roy, J. O. (2009). Autonomie gouvernementale des autochtones: L'aporie constitutionnelle. *Les cahiers du CIÉRA*, vol. 3, pp. 17-28.
- Ruiz-Mallén, I., Newing, H., Porter-Bolland, L., Pritchard, D. J., Garcia-Frapolli, E., Méndez-López, M. E., ... & Reyes-García, V. (2014). Cognisance, participation and protected areas in the Yucatan Peninsula. *Environmental conservation*, vol. 41, no 3, pp. 265-275.
- SAC (Service aux Autochtones Canada) (2018). Modifications proposées à la Loi no 2 d'exécution du budget pour appuyer la prospérité économique dans les communautés des Premières Nations. In Gouvernement du Canada, Service aux Autochtones Canada. <https://www.canada.ca/fr/services-autochtones-canada/nouvelles/2018/10/modifications-proposees-a-la-loi-no-2-dexecution-du-budget-pour-appuyer-la-prosperite-economique-dans-les-communautes-des-premieres-nations.html> (Page consultée le 12 mai 2020).
- Samson, R. (2006). Nature et Culture dans les parcs nationaux: Reconnaître les liens. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 1-2, pp. 191-203.
- SCDB (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique). (2014). *4ème édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique – Résumé et conclusions*. Montréal, Convention sur la diversité biologique, 20 pages.
- Sheil, D., Boissière, M., & Beaudoin, G. (2015). Unseen sentinels: local monitoring and control in conservation's blind spots. *Ecology and Society*, vol. 20, no 2, 39 p.
- Schuster, R., Germain, R. R., Bennett, J. R., Reo, N. J., & Arcese, P. (2019). Vertebrate biodiversity on indigenous-managed lands in Australia, Brazil, and Canada equals that in protected areas. *Environmental Science & Policy*, vol. 101, p. 1-6.
- Shultis, J., & Heffner, S. (2016). Hegemonic and emerging concepts of conservation: a critical examination of barriers to incorporating Indigenous perspectives in protected area conservation policies and practice. *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 24, no 8-9, pp. 1227-1242.
- SIDAIT (Système d'information sur les droits ancestraux et issus de traités) (2020). In gouvernement du Canada, Gouvernement du Canada. https://sidait-atris.aadnc-aandc.gc.ca/atris_online/Content/Search.aspx (Page consultée le 26 mars 2020).
- Singleton, S. (2009). Native people and planning for marine protected areas: how “stakeholder” processes fail to address conflicts in complex, real-world environments. *Coastal Management*, vol. 37, no 5, pp. 421-440.
- Smyth, D. (2001). *Joint Management of National Parks*. In: Baker, R., Davies, J. and Young, E. (eds.). *Working on country – contemporary indigenous management of Australia's lands and coastal regions*. Oxford University Press, Melbourne, 32 p.
- Smyth, D. (2006). Indigenous protected areas in Australia. *Parks*, vol. 16, no 1, pp. 14-20.

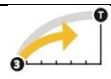
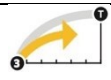
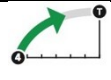
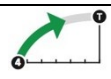

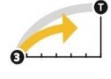
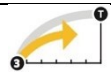
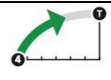
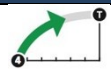
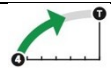
- Smyth, D. (2015). Indigenous Protected Areas and ICCAs: Commonalities, contrasts and confusions. *Parks*, vol. 21, no 2, pp. 73-84.
- Sobrevila, C. (2008). *The Role of Indigenous Peoples in Biodiversity Conservation*. Washington, The World Bank, 84 p.
- Statistique Canada (2016). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016. In Gouvernement du Canada, Statistique Canada. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=01&Data=Count&SearchText=Canada&SearchType=Begin&B1=All&C1=All&SEX_ID=1&AGE_ID=1&RESGEO_ID=1 (Page consultée le 2 avril 2020).
- Statistique Canada (2018). Géographie. In Gouvernement du Canada, Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-402-x/2011000/chap/geo/geo-fra.htm> (Page consultée le 10 avril 2020).
- Stevens, S. F. (1997). *Conservation through cultural survival: Indigenous peoples and protected areas*. Island Press. Washington D.C., 383 p. [https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=P8obOv3fdegC&oi=fnd&pg=PR13&dq=Stevens,+S.,+1997a:+The+legacy+of+Yellowstone.+In+Stevens,+S.+\(ed.\)+Conservation+Through+Cultural+Survival.+Indigenou&ots=ztMA8rrf54&sig=pp3mCowH-wF_Uw4HRI9-sTn8dY4#v=onepage&q&f=false](https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=P8obOv3fdegC&oi=fnd&pg=PR13&dq=Stevens,+S.,+1997a:+The+legacy+of+Yellowstone.+In+Stevens,+S.+(ed.)+Conservation+Through+Cultural+Survival.+Indigenou&ots=ztMA8rrf54&sig=pp3mCowH-wF_Uw4HRI9-sTn8dY4#v=onepage&q&f=false)
- Stevens, S. (2010). Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples and international human rights law through the recognition of ICCAs. *Policy Matters*, vol. 17, pp. 181-194.
- Stevens, S. (2014). *Indigenous peoples, national parks, and protected areas*. Tuscon, University of Arizona Press, pp. 3-14.
- Sutherland, J., & Smyth, D. (1995). *Investigating Conservation Partnerships with Indigenous Landholders*. Australian Nature Conservation Agency, Canberra, vol. 2, pp. 95-190.
- Suzuki, D. (2017). Le gouvernement doit régler le problème d'eau des Premières Nations. In Fondation David Suzuki, La science en action. <https://fr.davidsuzuki.org/blogues/gouvernement-regler-probleme-deau-premieres-nations/> (Page consultée le 4 mai 2020).
- SVA (Social Ventures Australia). (2016). *Analysis of the Current and Future Value of Indigenous Guardian Work in Canada's Northwest Territories*. Dehcho First Nations, Lutsel K'e Dene First Nation, Indigenous Leadership Initiative, Tides Canada, 54 p.
- Szabo, S., & Smyth, D. (2003). *Indigenous protected areas in Australia: incorporating indigenous owned land into Australia's national system of protected areas. Innovative governance: indigenous peoples, local communities and protected areas*. Ane Books, New Delhi, pp. 145-164.
- Thomas, L (2011). *Lignes directrices pour la planification de la gestion des aires protégées No 10*. Rome, IUCN, 67 p.

- Thomlinson, E., & Crouch, G. (2012). Aboriginal peoples, Parks Canada, and protected spaces: a case study in co-management at Gwaii Haanas National Park Reserve. *Annals of Leisure Research*, vol. 15, no 1, pp. 69-86.
- Thompson, E. E., Post, Y. L., & McBean, E. A. (2017). A decade of drinking water advisories: Historical evidence of frequency, duration and causes. *Canadian Water Resources Journal/Revue canadienne des ressources hydriques*, vol. 42, no 4, pp. 378-390.
- Tlicho Government. (2013). *Tlicho Wenek'e – Tlicho Land Use Plan*. Behchokò, NWT, Tlicho government, 57 p. <https://www.tlicho.ca/government/departments/culture-lands-protection/lands-protection> (Page consultée le 21 janvier 2020).
- Toledo, V. M. (2002). Ethnoecology: a conceptual framework for the study of indigenous knowledge of nature. *Ethnobiology and biocultural diversity*, vol. 2014, pp. 511-522.
- Tran, T.C., Ban, N.C. & Bhattacharyya, J. (2020). A review of successes, challenges, and lessons from Indigenous protected and conserved areas. *Biological Conservation*, vol. 241, pp. 108271.
- Usher, P. J. (2003). Environment, race and nation reconsidered: reflections on Aboriginal land claims in Canada. *Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 47, no 4, pp. 365-382.
- Wallis, R. (2010). Indigenous Protected Areas in Australia: A Role to Play in the UN's Decade for Sustainable Development. *The Asian Journal of Biology Education*, vol. 4, pp. 28-32.
- Wiebe, H.R. (2016). *Dehcho K'ehodi Workshop – Final Workshop report*. Fort Simpson, NWT, Dehcho First Nations, 34 p.
- Wilson, S. (2008). *Research is ceremony: Indigenous research methods*. Black Point, NS, Fernwood Publishing, 144 p.
- WWF. 2018. *Living Planet Report - 2018: Aiming Higher*. Grooten, M. and Almond, R.E.A.(Eds). WWF, Gland, Switzerland, 75p.
- Youdelis, M. (2016). "They could take you out for coffee and call it consultation!": The colonial antipolitics of Indigenous consultation in Jasper National Park. *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 48, no 7, pp. 1374-1392.
- Zurba, M., Beazley, K., English, E., & Buchmann-Duck, J. (2019). Indigenous Protected and Conserved Areas (IPCAs), Aichi Target 11 and Canada's Pathway to Target 1: Focusing Conservation on Reconciliation. *Land*, vol. 8, no 1, 10 p.

Annexe 1
Objectifs nationaux en matière de biodiversité

Tableau I. Objectifs nationaux composant la stratégie canadienne envers la convention sur la biodiversité et un aperçu de la progression.

But A. D'ici 2020, les terres et les eaux canadiennes sont planifiées et gérées au moyen d'une approche écosystémique pour soutenir les résultats en matière de conservation de la biodiversité dans les contextes locaux, régionaux et nationaux.		
Objectif 1	D'ici 2020, au moins 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures et 10 % des zones côtières et marines sont conservées par l'entremise de réseaux d'aires protégées, et d'autres mesures efficaces de conservation dans des superficies clairement définies.	
Objectif 2	D'ici 2020, les espèces qui sont en sécurité demeurent en sécurité, et les populations d'espèces en péril inscrites dans le cadre des lois fédérales affichent des tendances qui correspondent aux programmes de rétablissement et aux plans de gestion.	
Objectif 3	D'ici 2020, les terres humides du Canada sont conservées ou améliorées afin de soutenir leurs services écosystémiques grâce à des activités de rétention, de restauration et de gestion.	
Objectif 4	D'ici 2020, les considérations en matière de biodiversité sont intégrées dans la planification municipale et les activités des principales municipalités à travers le Canada.	
Objectif 5	D'ici 2020, la capacité des systèmes écologiques canadiens à s'adapter aux changements climatiques est mieux comprise, et des mesures d'adaptation prioritaires sont en cours.	
But B. D'ici 2020, les pressions directes et indirectes de même que les effets cumulatifs sur la biodiversité sont réduits et la production et la consommation des ressources biologiques du Canada sont plus durables.		
Objectif 6	D'ici 2020, des progrès continus sont réalisés en matière de gestion durable des forêts au Canada.	
Objectif 7	D'ici 2020, les paysages exploités agricoles fournissent un niveau stable ou amélioré de biodiversité et de capacité d'habitat.	
Objectif 8	D'ici 2020, toute une forme d'aquaculture au Canada est gérée dans le cadre d'un régime scientifique qui préconise l'utilisation durable des ressources aquatiques (y compris les ressources marines, d'eau douce et terrestre) par des moyens qui conservent la biodiversité.	

Objectif 9	D'ici 2020, tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes aquatiques sont gérés et récoltés de manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes.	
Objectif 10	D'ici 2020, les niveaux de pollution dans les eaux canadiennes, y compris la pollution provenant d'un excès d'éléments nutritifs, sont réduits ou maintenus à des niveaux qui permettent des écosystèmes aquatiques sains.	
Objectif 11	D'ici 2020, les voies d'invasion des espèces exotiques envahissantes sont identifiées, et des plans d'intervention ou de gestion fondés sur les risques sont en place dans le cas des voies d'invasion et des espèces prioritaires.	
Objectif 12	D'ici 2020, l'utilisation coutumière par les peuples autochtones des ressources biologiques est maintenue, de manière compatible avec leur conservation et leur utilisation durable.	Inconnu
Objectif 13	D'ici 2020, des mécanismes novateurs visant à favoriser la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité sont élaborés et mis en application.	
But C. D'ici 2020, les Canadiens ont de l'information adéquate et pertinente relative à la biodiversité et aux services écosystémiques pour appuyer la planification de la conservation et la prise de décision.		
Objectif 14	D'ici 2020, la base scientifique relative à la biodiversité est améliorée et le savoir en matière de biodiversité est mieux intégré et plus accessible.	
Objectif 15	D'ici 2020, les connaissances traditionnelles autochtones sont respectées, promues et, lorsque rendues disponibles par les peuples autochtones, informent de façon régulière, significative et efficace la prise de décisions en matière de conservation et de gestion de la biodiversité.	
Objectif 16	D'ici 2020, le Canada dispose d'un répertoire complet des aires protégées qui comprend les aires de conservation privées.	
Objectif 17	D'ici 2020, des mesures du capital naturel liées à la biodiversité et aux services écosystémiques sont développées à l'échelle internationale, et des progrès sont accomplis relativement à leur intégration au système statistique national du Canada.	
But D. D'ici 2020, les Canadiens sont informés sur la valeur de la nature et participent plus activement à son intendance.		
Objectif 18	D'ici 2020, la biodiversité est intégrée dans les programmes d'études des niveaux élémentaires et secondaires.	
Objectif 19	D'ici 2020, plus de Canadiens font des sorties en nature et participent à des activités de conservation de la biodiversité.	

Source : ECCC, 2019c, pp.8-9.

